

Cote du document: EB 2021/134/R.27
Point de l'ordre du jour: 14 b) i) a)
Date: 17 novembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République du Guatemala

Programme d'options stratégiques pour le pays

2022-2027

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.polastri@ifad.org

Juan Diego Ruiz Cumplido
Directeur de pays
téléphone: + 507 3020 225
courriel: j.ruizcumplido@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente quatrième session
Rome, 13–16 décembre 2021

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays	iii
Résumé	iiv
I. Contexte du pays et programme relatif au secteur rural – principales difficultés et perspectives	1
II. Contexte institutionnel et cadre de l'action publique	2
III. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience	3
IV. Stratégie de pays	6
A. Avantage comparatif	6
B. Groupe cible et stratégie de ciblage	6
C. Finalité et objectifs stratégiques	7
D. Éventail des interventions du FIDA	9
V. Innovations et reproduction à plus grande échelle pour des résultats durables	10
VI. Exécution du COSOP	11
A. Enveloppe financière et cibles de cofinancement	11
B. Ressources consacrées aux activités hors prêts	11
C. Principaux partenariats stratégiques et coordination du développement	12
D. Participation des bénéficiaires et transparence	12
E. Modalités de gestion du programme	12
F. Suivi-évaluation	13
VII. Gestion des risques	13

Appendices

I	COSOP results management framework
II	Transition scenarios
III	Agricultural and rural sector issues
IV	SECAP background study
V	COSOP preparation process
VI	Strategic partnerships
VII	South-South and Triangular Cooperation strategy
VIII	Country at a glance
IX	Financial management issues summary
X	Study "Persons with disabilities in agrifood systems in Guatemala and Honduras"
XI	Endorsement letter by Guatemala's United Nations resident coordinator on COSOP alignment with UNSDCF
XII	Technical note on remittances and development – the case of Guatemala
XIII	Technical note on IFAD's Anticorruption Policy
XIV	Guatemala's roadmap to the Food Systems Summit and beyond
XV	Project identification form (IFAD12 and IFAD13)
XVI	RBA action plan for Guatemala (2022-2023)

Équipe d'exécution du COSOP

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Juan Diego Ruiz Cumplido
Économiste régional:	Fabrizio Bresciani
Spécialiste technique:	Enrique Hennings
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Chargé d'appui au programme de pays:	Oscar Grajeda
Analyste des questions d'inclusion sociale et de genre:	Andrijana Nestorovic
Coopération Sud-Sud et triangulaire:	Julio Worman

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
ASAP+	Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
MARE	Mécanisme d'accès aux ressources empruntées
PAM	Programme alimentaire mondial

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 19/05/2021

Résumé

1. La République du Guatemala présente un niveau de développement humain moyen (son indice de développement humain de 0,663) et se classe au 127^e rang sur 189 pays dans ce domaine¹. Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 4 620 USD, le Guatemala est classé par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
2. Selon les estimations, 59,3% des Guatémaltèques vivent dans la pauvreté: 76,1% des habitants des zones rurales sont pauvres, plus de 65% sont des femmes et 79,2% sont membres de peuples autochtones².
3. La croissance économique s'est effectuée au rythme moyen de 3,5% au cours des 10 dernières années, mais la pandémie de COVID-19 a mis à mal cette progression, et le PIB s'est contracté de 1,5% en 2020. La croissance devrait toutefois s'accélérer pour atteindre 4,5% en 2021.
4. Le Guatemala se situe au quatrième rang des pays les plus frappés par la malnutrition, et son taux de malnutrition est le plus élevé de la région Amérique latine et Caraïbes. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.
5. Le Guatemala est le pays de la région Amérique latine et Caraïbes qui a l'indice d'inégalité de genre le plus fort et le taux de participation économique des femmes le plus faible.
6. Le Guatemala est l'un des 20 pays du monde les plus touchés par les graves conséquences de phénomènes climatiques extrêmes³.
7. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) couvrant la période 2022-2027 concorde avec le plan national de développement K'atun: Nuestra Guatemala 2032 et la politique générale du Gouvernement pour 2020-2024, et contribue à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
8. Le COSOP a pour objectif général de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales vulnérables vivant dans les régions les plus pauvres du Guatemala, et vise plus particulièrement les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.
9. Le COSOP a deux objectifs stratégiques:
 - i) **Objectif stratégique n° 1.** Les petits exploitants ruraux pauvres ont accès à des moyens d'existence équitables et durables;
 - ii) **Objectif stratégique n° 2.** Les ménages ruraux pauvres vivant dans les collectivités les plus vulnérables accroissent leur capacité d'adaptation et leur résilience face aux changements climatiques et à l'instabilité.
10. Le groupe cible se compose de ménages de petits exploitants ruraux menant des activités agricoles et non agricoles se caractérisant par une faible productivité, la génération de revenus économiques limités et une grande vulnérabilité aux aléas climatiques. Il inclut les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les personnes handicapées vivant en zone rurale.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement, « Rapport sur le développement humain 2020 ».

² Enquête nationale sur les conditions de vie, réalisée en 2014 (dernière enquête disponible).

³ *Global Climate Risk Index 2019-2020*.

République du Guatemala

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Contexte du pays et programme relatif au secteur rural – principales difficultés et perspectives

1. La République du Guatemala est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; il se situe dans la catégorie de développement humain intermédiaire (son indice de développement humain est de 0,663) et se classe au 127^e rang sur 189 pays⁴. Sa stabilité macroéconomique est attribuable à une gestion budgétaire prudente, aux mesures prises pour maîtriser l'inflation et au régime de change flottant administré⁵. Ces actions n'ont entraîné aucune réduction de la pauvreté et des inégalités.
2. Le Guatemala enregistre un PIB par habitant de 4 620 USD, ce qui en fait le cinquième pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes. Les inégalités y demeurent importantes (son coefficient de Gini est de 0,63). La croissance économique s'est effectuée au rythme moyen de 3,5% au cours des 10 dernières années, mais la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions considérables sur cette évolution. En 2020, le PIB s'est contracté de 1,5%, même si, selon les projections du Fonds monétaire international (FMI)⁶, le taux de croissance devrait atteindre 4,5% en 2021.
3. Le Guatemala compte 14 901 286 habitants (51,5% de femmes et 48,5% d'hommes). Environ 44% de sa population se considère autochtone ou d'ascendance africaine. Si 59,3% des Guatémaltèques vivent dans la pauvreté, ce taux atteint 79,2% pour les peuples autochtones et 76,1% pour la population rurale.
4. Les jeunes affichent un taux de chômage deux fois plus élevé que le taux national, et sont encore plus souvent touchés que les adultes par des emplois informels, des revenus peu élevés et l'inactivité.
5. Les peuples mayas, xincas et garífunas du Guatemala souffrent de graves problèmes historiques et structurels qui les empêchent de jouir de leurs droits humains individuels et collectifs.
6. Le taux de malnutrition du Guatemala est le quatrième au monde en importance et le plus élevé de la région Amérique latine et Caraïbes. En 2019, seulement 40% des familles guatémaltèques étaient en situation de sécurité alimentaire, et le pays se classait au 68^e rang sur 113 pays en ce qui concerne l'insécurité alimentaire. Environ 77% des familles ont un régime alimentaire médiocre ou inadéquat. La proportion de malnutrition chronique est de 47% pour les enfants de moins de 5 ans, de 58% pour les enfants autochtones et de 66% pour les enfants appartenant au quintile le plus pauvre.
7. La faiblesse des recettes fiscales de l'administration centrale (qui représentaient 10% du PIB au cours des dernières années) fait obstacle à la réalisation d'investissements publics dans le développement social et économique.
8. Plus de 1,4 million de Guatémaltèques, en majorité des femmes (52,7%), vivent à l'étranger. La plupart de ces migrants (plus de 1,1 million) se trouvent aux États-Unis. La recherche de moyens de générer des revenus dans les centres

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, 2020.

⁵ Banque mondiale, 2020. Guatemala: Vue d'ensemble.

⁶ FMI, *Guatemala: Staff Concluding Statement of the 2021 Article IV Mission*, 2021, disponible en anglais et en espagnol à l'adresse <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/05/04/mcs050421-guatemala-staff-concluding-statement-of-the-2021-article-iv-mission>.

urbains et à l'étranger est actuellement la principale raison pour laquelle les migrants quittent leurs villages ruraux et leur pays d'origine⁷.

9. En 2020, les envois de fonds au Guatemala provenaient pour 89% des États-Unis et se chiffraient à 11 340 millions d'USD. Ce montant représentait l'équivalent de 14,6% du PIB.⁸ Le taux d'exclusion du système financier formel est élevé au Guatemala; par exemple, seulement 44% de la population a un compte bancaire. L'effet que pourraient avoir les envois de fonds sur le développement est largement admis par la communauté internationale, mais il n'a encore guère été étudié.
10. L'insécurité foncière est l'une des principales causes de la pauvreté des populations autochtones. Les mécanismes de règlement peu efficaces découragent l'investissement et diminuent la contribution que pourrait avoir l'agriculture à l'amélioration des niveaux de vie dans les zones rurales, et il a donc été décidé de procéder à une évaluation générale du régime foncier dans certains départements prioritaires dans le but d'apporter une réponse à cette question complexe. Cette analyse fournira d'importants éléments à l'appui de la mise en œuvre et de la conception de nouvelles opérations du FIDA.
11. Le Guatemala est l'un des 20 pays au monde les plus touchés par les graves conséquences de phénomènes climatiques extrêmes⁹. Les répercussions négatives des changements climatiques touchent essentiellement le secteur agricole, et ont provoqué de fortes hausses des prix des produits agricoles et alimentaires ainsi qu'une contraction de 1,2% du PIB réel¹⁰. La plupart des personnes vivant en zone rurale n'ont pas les capacités requises pour faire face et s'adapter à ces phénomènes, en particulier les sécheresses, les cyclones, les tempêtes tropicales et les fronts froids.
12. Près de 10,4% de la population du pays indique avoir un handicap, qu'il soit visuel, auditif, moteur ou cognitif (appendice X).
13. Environ 9,3% des enfants âgés de 7 à 14 ans travaillent: ils sont employés dans le secteur agricole (67,5%), dans les services (23,8%) et dans le secteur industriel (8,6%) (appendice IV).
14. Les différents scénarios de transition décrits à l'appendice II n'ont pas d'incidence sur le financement du FIDA dans le pays; les priorités et les produits demeureront pertinents et la priorité continuera d'être donnée aux cofinancements internationaux. Toutefois, il se pourrait que les cofinancements des bénéficiaires ne soient pas obtenus, auquel cas le FIDA appliquera des mesures d'atténuation innovantes, comme le recours à de nouveaux instruments financiers.

II. Contexte institutionnel et cadre de l'action publique

15. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) cadre pleinement avec la politique générale du Gouvernement pour 2020-2024, ainsi qu'avec d'autres stratégies nationales de développement rural. Son cadre de gestion des résultats contribuera à l'amélioration des indicateurs utilisés par le FIDA pour évaluer la performance du secteur rural: 1.1) cadre politique et juridique applicable au développement rural et à la réduction de la pauvreté rurale; 4.1) accès aux services financiers ruraux et utilisation de ces derniers; 4.2) climat des investissements pour les entreprises rurales; 4.3) accès aux marchés des intrants et des produits agricoles.

⁷ Voir l'appendice XII.

⁸ Banque du Guatemala (BANGUAT), 2020.

⁹ *Germanwatch*, 2021.

¹⁰ « Climate risks », 2018.

16. Le COSOP est aussi conforme au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (appendice XI) qui met l'accent sur les inégalités économiques et la pauvreté, le travail décent, la malnutrition et la sécurité alimentaire, les services sociaux de base et la gouvernance dans le secteur public.
17. Les politiques et stratégies suivantes assureront des points d'entrée pertinents pour les activités du FIDA en matière de formulation des politiques collaboration stratégique durant la période couverte par le COSOP.
 - i) La Grande croisade nationale pour la nutrition constitue la principale stratégie nationale pour coordonner l'action du secteur public et du secteur privé dans le but de réduire l'insécurité alimentaire. La feuille de route du Guatemala pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, appuyée par le FIDA, étaiera la mise en œuvre de cette stratégie (appendice XIV)¹¹;
 - ii) La Politique nationale de compétitivité 2018-2032 menée par le Ministère de l'économie a pour objet d'améliorer les niveaux de productivité dans l'économie;
 - iii) Le partenariat forgé entre le programme d'agriculture familiale et le programme d'alimentation scolaire favorise la fourniture de repas scolaires de qualité, nutritifs et adaptés aux spécificités culturelles, préparés au moyen d'aliments sains provenant de l'agriculture familiale;
 - iv) La Stratégie nationale d'inclusion financière 2019-2023 vise à élargir la couverture des produits et services financiers, à améliorer l'accès à ces derniers et à en accroître l'emploi par les différentes catégories de population, en particulier celles qui ne sont pas encore intégrées dans le système financier national dans les zones rurales affichant des taux de pauvreté et de migration élevés.
18. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pilote la mise en œuvre du Plan global de développement pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le sud-est du Mexique, auquel participent 20 organismes des Nations Unies (dont le FIDA) dans le but de modifier la manière dont est envisagée la migration en la reliant aux politiques de développement durable et en envisageant le cycle migratoire dans son intégralité

III. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience

19. Le COSOP précédent (2008-2017) et la note stratégique de pays (2018-2021) mettaient essentiellement l'accent sur la promotion de moyens d'existence durables pour les populations pauvres.

¹¹ Voir <https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Hoja-de-Ruta-Preliminar-Guatemala.pdf>.

20. Les projets ci-après sont en cours de réalisation:

Établissement d'articulations efficaces entre l'alimentation scolaire et l'agriculture familiale: don du FIDA exécuté par le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2019-2022; 808 000 USD).
Autonomisation économique des femmes autochtones des zones rurales: programme conjoint de la FAO, du FIDA, du PAM et d'ONU-femmes (2016-2022; 3 288 254 USD) financé par la Suède et la Norvège
Agronumérisation et commerce électronique: don relevant du Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres, exécuté par Agriterria (2020-2021; 2,3 millions d'USD).
Programme Jeunes dirigeants pour le développement rural dans la région SICA: don du FIDA exécuté par la Société de formation régionale au développement rural PROCASUR (2018-2022; 2,5 millions d'USD).
Programme de gestion des savoirs pour l'adaptation de l'agriculture familiale aux changements climatiques: don du FIDA mis en œuvre par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (2019-2022; 2 millions d'USD).
Projet de riposte à la COVID-19 grâce à des filières agroalimentaires modernes et résilientes (GUATEINNOVA): prêt de 11,33 millions d'USD du FIDA, cofinancement de 150 millions d'USD de la Banque mondiale. Ce projet sera exécuté par le Ministère de l'économie en coordination avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation et des acteurs du secteur privé.

21. Les observations récemment recueillies sur les groupes d'épargne et de crédit villageois montrent que ces projets sont avantageux pour les petits exploitants et qu'ils assurent: i) des transactions financières moins onéreuses; ii) la démocratisation des avantages; iii) un espace d'échange de connaissances et d'entrepreneuriat; iv) une réduction des commissions impayées; v) un outil de protection sociale; vi) la diminution des disparités entre les femmes et les hommes au niveau dans le processus décisionnel. L'expansion des services numériques et des plateformes en ligne durant la pandémie offre une occasion exceptionnelle de renforcer l'offre de services financiers inclusifs au Guatemala.
22. Toutefois, sur la base des évaluations du FIDA et d'autres études indépendantes, il apparaît clairement que la performance et les résultats des opérations financées par le FIDA et mises en œuvre par des institutions publiques au cours des dix dernières années n'ont pas permis de contribuer réellement à réduire la pauvreté rurale. Un certain nombre de facteurs ont nui à la performance globale du portefeuille. En particulier:
- i) Les opérations financées par le FIDA et exécutées par des entités publiques ont affiché de piètres résultats en raison des carences institutionnelles au niveau des opérations et des procédures. Les principaux problèmes tenaient: i) au manque d'effectifs d'une fonction publique formée, professionnelle et fondée sur le mérite; ii) à la complexité et à l'extrême rigidité des processus bureaucratiques applicables aux investissements publics; iii) à la lourdeur des processus de passation des marchés.
 - ii) Les indicateurs globaux de gouvernance font état d'un grave manque d'efficacité institutionnelle dans le secteur public, notamment dans les domaines du suivi-évaluation, de l'utilisation optimale des ressources et de la gestion des connaissances. Le Guatemala éprouve également de graves difficultés dans les domaines de la transparence et de la lutte contre la corruption.
 - iii) Une profonde crise politique survenue vers le milieu de la dernière décennie a pratiquement paralysé les dépenses publiques, y compris au titre des prêts.
 - iv) Les importants retards dans la ratification des accords de prêt par le Congrès national ont entraîné le désengagement des fonds.
 - v) L'espace budgétaire limité affecté aux opérations chaque année ainsi que les difficultés posées par le décaissement de ressources extérieures et intérieures ont fortement réduit le volume de ressources disponibles pour atteindre les objectifs prévus.

23. Une série de mesures sera envisagée pour surmonter ces problèmes complexes et améliorer la performance générale du programme de pays:
- i) établissement d'alliances importantes avec de nouveaux partenaires. À cet égard, le GUATEINNOVA sera mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat stratégique avec la Banque mondiale. Le Ministère de l'économie, qui est un nouveau partenaire de développement à l'échelle nationale, en sera l'organisme d'exécution. Ce dernier possède de solides capacités institutionnelles pour la mise en œuvre de programmes d'investissement public;
 - ii) établissement d'une correspondance plus étroite entre les manuels opérationnels des projets et les procédures nationales de passation des marchés et de gestion financière;
 - iii) élimination du mécanisme financier *pari passu* pour le décaissement des ressources intérieures. Cette mesure a déjà été incluse dans le GUATEINNOVA;
 - iv) pour les nouvelles opérations, possibilité de demander à des tierces parties d'assumer les fonctions d'organisme d'exécution, et de faire en sorte que les plans d'activité soient directement mis en œuvre par les organisations productives des bénéficiaires;
 - v) réalisation d'activités de renforcement des capacités généralisées sur la base de solides évaluations institutionnelles et organisationnelles des principaux partenaires d'exécution;
 - vi) inclusion de services d'assistance technique remboursable dans le but d'accroître l'assistance technique directement apportée aux autorités nationales aux fins de renforcement des capacités.
24. Pour remédier à la fragilité des institutions, il importera d'apporter un appui technique spécialisé en vue du renforcement des capacités comme suit:
- i) Une évaluation institutionnelle permettra d'examiner la structure, les fonctions, les capacités existantes et nécessaires, les politiques et les processus de coordination pertinents des institutions et des organisations. Il sera essentiel de mieux comprendre les évolutions institutionnelles et organisationnelles pour recenser les points forts et les goulets d'étranglement au niveau des opérations.
 - ii) Un plan de renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles, établi sur la base des évaluations, contribuera à remédier aux obstacles à l'obtention des résultats prévus et à la réalisation des cibles établies. Les mesures de renforcement des capacités apporteront un soutien différencié, mais structuré, aux institutions formelles et informelles et à l'amélioration de leur structure.
 - iii) La participation active des homologues nationaux durant l'intégralité du cycle d'exécution du projet améliorera la pertinence des opérations du FIDA et renforcera l'appropriation et l'engagement au niveau national.
25. Grâce à toutes ces actions, il sera possible d'assurer un équilibre adéquat entre les investissements (infrastructures, équipements, etc.) et les mesures stratégiques (politiques, procédures, etc.) de manière à faciliter la conception de mécanismes efficaces de réalisation des programmes adaptés aux capacités administratives et organisationnelles renforcées des partenaires d'exécution du pays.

IV. Stratégie de pays

A. Avantage comparatif

26. Les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et d'autres partenaires essentiels du pays accordent une grande importance au rôle joué par le FIDA en tant qu'organisme international investissant dans les populations qui risquent le plus d'être laissées pour compte.
27. Le FIDA s'est révélé procurer des avantages de grande valeur dans le domaine opérationnel, tels que: i) des conditions de financement compétitives; ii) l'offre conjointe de connaissances et de partenariats; iii) l'inclusion effective des femmes, des jeunes et des populations autochtones dans les opérations; iv) une forte capacité de mobilisation de cofinancements ayant une forte valeur ajoutée; v) des organisations financières locales propices à l'inclusion financière; vi) l'expérience de la coopération Sud-Sud et triangulaire.
28. Au nombre des mécanismes financiers et de coopération technique particuliers du FIDA utilisés pour le Guatemala figurent: le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+), le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, le Programme d'assurance pour la résilience et le développement économique du monde rural (mis en œuvre par la Plateforme pour la gestion des risques agricoles), le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, le Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire, le Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres et le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones.

B. Groupe cible et stratégie de ciblage

29. Le groupe cible se compose de ménages de petits exploitants ruraux participant à des activités agricoles et non agricoles à faible productivité, ayant un accès limité à des revenus économiques et très vulnérables aux aléas climatiques. Il comprend les femmes et les jeunes des zones rurales, les peuples autochtones et les personnes handicapées qui sont plus vulnérables aux aléas climatiques et environnementaux et souffrent davantage de l'exclusion socioéconomique et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
30. Le ciblage géographique privilégiera: i) les territoires pour lesquels les variables socioéconomiques font état de forts niveaux d'exclusion sociale¹²; ii) les territoires visés en priorité par la Grande croisade nationale pour la nutrition; iii) les territoires se caractérisant par des taux élevés de migration involontaire motivée par la pauvreté, les changements climatiques et l'insécurité alimentaire.
31. Les départements ciblés sur la base de ces critères seront: Alta Verapaz, Baja Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango, Quiché, San Marcos et Totonicapán. Le Couloir sec se caractérise par différents niveaux d'impact dans les territoires visés au sein des départements prioritaires.
32. Les méthodes ci-après seront plus particulièrement employées, de manière à atteindre les groupes cibles et à les intégrer pleinement dans les programmes et services proposés: méthodes participatives portant sur les changements de comportement au sein des ménages, tels que les modèles de rôle, les compétences fonctionnelles, les incitations adaptées aux femmes et aux jeunes, les réseaux de femmes, jeunes et membres autochtones d'influence; analyse des lacunes des filières prioritaires axée sur les possibilités d'emploi agricole et non agricole. Des stratégies visant à remédier aux inégalités caractérisant l'accès aux qualifications, aux connaissances et à l'emploi seront poursuivies au niveau des organisations, des relations de pouvoir et des normes sociales.

¹² Initiative Main dans la main.

C. Finalité et objectifs stratégiques

33. Le COSOP a pour objectif général de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales vulnérables vivant dans les régions les plus pauvres du Guatemala, et vise plus particulièrement les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Les mesures prises pour y parvenir consisteront à promouvoir des systèmes alimentaires durables, équitables et inclusifs permettant d'assurer des régimes alimentaires adéquats et nutritifs à la population cible. La stratégie donnera lieu à la réalisation d'activités agricoles et non agricoles à différents maillons des filières prioritaires (des petits exploitants aux consommateurs), en particulier celles des légumes, des fruits tropicaux, des céréales de base, des pommes de terre, de la cardamome, du café et du cacao. Cette approche permettra à la population cible d'entreprendre des activités de développement, agricoles et non agricoles, à différents stades, pour améliorer leurs revenus, leur avancement, leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Une démarche de collaboration stratégique au niveau du pays axée sur le client contribuera également à promouvoir des modèles de transformation du milieu rural qui sont étayés par des éléments factuels, produisent des résultats concrets et sont susceptibles d'être reproduits de manière efficace à plus grande échelle au-delà des opérations financées par le FIDA, dans le cadre des politiques, stratégies et programmes de développement nationaux. L'objectif général du COSOP est de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).
34. Le COSOP vise les deux objectifs stratégiques suivants:
- **Objectif stratégique n° 1. Les petits exploitants ruraux pauvres ont accès à des moyens d'existence équitables et durables.** Cet objectif sera atteint grâce au renforcement des politiques et à des investissements propices à la création d'emplois, à l'offre de salaires décents et à l'amélioration des conditions de travail. Une attention particulière sera portée aux petites entreprises locales dont les activités sont liées aux systèmes alimentaires nationaux et ont trait à la production, la transformation et la distribution de produits alimentaires, et qui, dans le même temps, créent des emplois locaux et stimulent l'économie rurale. Il sera nécessaire d'obtenir un solide engagement de la part de tous les acteurs, en particulier des institutions publiques et du secteur privé, pour que les petits exploitants puissent avoir accès aux marchés existants et nouveaux à des conditions équitables.
 - Les ménages ruraux pourront ainsi accroître leurs moyens d'action et leurs revenus, obtenir des aliments nutritifs et améliorer leur nutrition, et aussi avoir accès à des services financiers et non financiers. Cet objectif stratégique contribuera au succès des programmes d'agriculture familiale et d'alimentation scolaire, de la Grande croisade nationale pour la nutrition et de la Politique nationale de compétitivité.
 - **Objectif stratégique n° 2. Les ménages ruraux pauvres vivant dans les collectivités les plus vulnérables accroissent leur capacité d'adaptation et leur résilience face aux changements climatiques et à l'instabilité.** Cet objectif sera atteint grâce à la promotion d'une approche globale d'adaptation aux menaces liées au climat, en particulier les risques agroclimatiques, qui mettra l'accent sur les stratégies et les pratiques de gestion du risque climatique et sur l'intégration d'instruments de financement des risques, y compris les mécanismes de transfert des risques. Le renforcement des capacités d'absorption de l'impact financier des chocs climatiques permettra aux populations cibles de gérer de manière plus efficace les entreprises productives et les systèmes alimentaires, et de

s'adapter aux conséquences défavorables de la variabilité du climat et des changements climatiques. La possibilité de forger des partenariats stratégiques avec le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et l'ASAP+ sera explorée. La réalisation de cet objectif stratégique contribuera à la mise en œuvre concrète du Plan national d'adaptation aux changements climatiques et du Plan national pour la réduction du risque de catastrophes liées aux changements climatiques.

35. **Domaines d'intégration systématique.** La participation et l'inclusion seront assurées par le respect des quotas minimums ci-après dans les opérations: femmes (50%), jeunes (40%), membres de peuples autochtones (40%) et personnes handicapées (5%).
36. Le FIDA encouragera plus particulièrement les processus d'innovation de manière à favoriser l'intégration progressive des techniques innovantes et des savoirs ancestraux dans le cadre des activités de production agricole et animale, de la gestion des risques, du renforcement de la résilience climatique et de la mise en place de systèmes agroalimentaires durables.
37. En vue de la réalisation des deux objectifs stratégiques, il sera envisagé de recourir aux technologies numériques pour appuyer les services visant à accroître la productivité et à renforcer la résilience, l'accès à l'assistance technique et aux marchés, et pour utiliser de manière productive les envois de fonds et les services financiers et non financiers. À cet égard, le respect des droits à la protection de la vie privée et de la confidentialité des informations personnelles de la population cible sera dûment pris en considération.
38. Les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience seront présentés de manière systématique et communiqués aux principaux partenaires de manière à ce qu'ils puissent les adopter et les appliquer à plus grande échelle par l'intermédiaire des cadres réglementaires, des politiques publiques et des stratégies et programmes nationaux relatifs aux processus de transformation inclusive et durable du milieu rural (voir la section III).
39. L'absence de débouchés économiques est une cause majeure de migration, au même titre que les répercussions des changements climatiques, l'insécurité et les facteurs sociopolitiques. La réalisation des objectifs stratégiques devrait contribuer dans une large mesure à améliorer la situation dans les zones rurales les plus pauvres, à offrir de meilleures perspectives d'emploi et à tracer une trajectoire de développement plus stable et durable permettant de remédier aux principales causes des migrations forcées.
40. Le FIDA favorisera la réalisation des cibles inconditionnelles établies dans le cadre de la contribution déterminée au niveau national pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et appuiera ainsi la mise en application des outils utilisés par le Gouvernement pour accroître la résilience et gérer les risques dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de la foresterie. Il appuiera les domaines d'action prioritaires adoptés par le Gouvernement durant le Sommet sur les systèmes alimentaires¹³.
41. Une grande importance sera accordée à la gestion des connaissances et aux initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire afin de maximiser les connaissances, les enseignements, les bonnes pratiques et les échanges d'expériences directement liés aux objectifs stratégiques (les efforts viseront en priorité le Mexique et l'Amérique centrale).

¹³ Voir <https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/09/Hoja-de-Ruta-Preliminar-Guatemala.pdf>.

D. Éventail des interventions du FIDA

42. Les opérations financées par le FIDA exploreront la possibilité de réaliser des investissements dans les infrastructures rurales (routes rurales, télécommunications, systèmes d'irrigation et de collecte d'eau, et centres de transformation), de manière à remédier à un important obstacle au développement des zones rurales. Certains partenariats stratégiques pourraient être forgés avec d'autres institutions financières et partenaires de développement en ce domaine.
43. Le FIDA favorisera une inclusion productive verte dans les filières prioritaires et, à cet effet, mettra plus particulièrement l'accent sur une agriculture rationnelle et prenant en compte les besoins nutritionnels. Les principaux investissements pourraient être consacrés, notamment, à l'accès à la terre, à l'inclusion financière, aux instruments novateurs et aux infrastructures de production. Le portefeuille de projets favorisera l'application d'une approche inclusive en sélectionnant des filières et des régions prioritaires grâce au ciblage des petites et moyennes entreprises, et garantira la participation des peuples autochtones et des femmes.
44. **Prêts et dons.** Le GUATEINNOVA a pour objectif de promouvoir une stratégie d'agro-industrialisation qui permet de réduire les pertes alimentaires, d'accroître l'adoption de techniques climato-résilientes et de stratégies de gestion des risques, et d'appuyer les interventions menées en réponse à la situation d'urgence engendrée par la COVID-19 dans de certaines filières.
45. Un nouveau programme devrait être conçu au premier trimestre de 2022. Une allocation de 50 millions d'USD devrait aussi provenir de deux opérations financées par le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) dans le cadre des Douzième et Treizième reconstitutions des ressources du FIDA (FIDA12 et FIDA13), et un cofinancement pourrait être réalisé au titre d'une coopération bilatérale ou multilatérale.
46. **Contribution à l'élaboration des politiques au niveau national.** Toutes les opérations devraient viser, notamment, à soutenir la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies nationales de développement rural inclusives de manière à assurer la durabilité et la reproduction à plus grande échelle des résultats obtenus dans le domaine du développement. À cette fin, la priorité sera donnée aux mesures, lois et stratégies décrites à la section II, à savoir:
 - i) la Grande croisade nationale pour la nutrition et les engagements pris lors du Sommet sur les systèmes alimentaires; ii) la Politique nationale de compétitivité et le Plan global de développement pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le sud-est du Mexique; iii) la Stratégie nationale d'inclusion financière.
47. **Avancement et renforcement des capacités.** Une assistance technique portant sur des domaines particuliers, ayant pour objet d'accroître et de diversifier la productivité et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès aux marchés, la gestion des risques agricoles, la résilience climatique, les compétences numériques, l'inclusion financière et la gestion des organisations, complétera l'appui requis pour assurer une gestion administrative et financière des opérations appropriée.
48. **Gestion des connaissances.** Des activités et des ressources continueront d'être prévues expressément pour tirer des enseignements des opérations menées et diffuser les résultats. Ces activités seront poursuivies en partenariat avec des bénéficiaires des financements du FIDA, parmi lesquels l'Alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, PROCASUR, la Plateforme pour la gestion des risques naturels (PARM), le PAM, la FAO, l'ONG Agriterra qui renforce le développement de coopératives, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Organisation internationale du cacao. Le partage d'information entre les projets continuera d'être encouragé.

49. **Coopération Sud-Sud et triangulaire.** Le Guatemala participe activement à la coopération Sud-Sud triangulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes¹⁴, où la collaboration avec le Mexique et le Brésil ouvre des possibilités intéressantes. Le système d'intégration centraméricaine¹⁵ offre également la possibilité d'exploiter des synergies pour la gestion du risque climatique et la fourniture d'un appui aux jeunes ruraux.
50. Dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire, le FIDA recherchera des possibilités de collaboration et d'échanges avec d'autres programmes de pays dans la région, au moyen du Portail des solutions rurales¹⁶.
51. **Communication et visibilité.** Le FIDA promouvra le recours à ses propres plateformes et réseaux sociaux, ainsi qu'à ceux de ses partenaires, pour la diffusion des résultats et des réalisations du programme de pays. Les principales activités consisteront à préparer des notes stratégiques, des plateformes thématiques et de plaider sur les politiques, et à concevoir des produits de communication portant sur des thématiques transversales.

V. Innovations et reproduction à plus grande échelle pour des résultats durables

52. **Innovations.** Des travaux supplémentaires seront mis en œuvre à l'égard d'innovations antérieures, telles que: i) le recours aux technologies de l'information et des communications pour l'assistance technique, la traçabilité des produits et l'accès aux marchés, en collaboration l'Association nationale du café (objectif stratégique n° 1); ii) l'inclusion de postes de jeunes administrateurs dans la structure des organisations productives, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (objectif stratégique n° 1); iii) l'emploi de cartes agroclimatiques en collaboration avec le Centre international d'agriculture tropicale et le PAM (objectif stratégique n° 1); iv) la mise en place de mutuelles d'épargne et de crédit en collaboration avec Agriterra (objectif stratégique n° 1); v) l'intégration éventuelle de produits d'assurance innovants dans le cadre du GUATEINNOVA et dans le programme d'agriculture familiale en collaboration avec le Ministère de l'économie et le PAM (objectifs stratégiques nos 1 et 2).
53. Le FIDA a mis au point des plateformes numériques dont il encouragera l'utilisation: i) AGRiPlan, qui facilite la conception normalisée, le suivi et l'évaluation des plans d'activité; ii) Arvest, qui relie les producteurs aux marchés formels et facilite la réalisation de transactions numériques permettant de répondre à la demande, d'assurer la traçabilité des produits tout au long des phases d'expédition et de réception, et de procéder à des paiements numériques; iii) MiCaja, qui est un système de gestion pour les groupes d'épargne.
54. **Reproduction à plus grande échelle.** L'objectif général, les objectifs stratégiques et l'approche retenue du COSOP reposent sur le financement d'innovations et de modèles, la gestion des connaissances, ainsi que les actions de plaider et de consultation sur les politiques pour promouvoir, à terme, l'accroissement de l'impact dans le domaine du développement. Dans ce contexte, il sera tenu compte des enseignements tirés des activités de renforcement des capacités et des évaluations de la performance institutionnelle des partenaires potentiels, l'objectif étant de reproduire les bonnes pratiques à plus grande échelle.

¹⁴ Secrétariat général ibéro-américain, 2020.

¹⁵ Voir <https://www.sica.int>.

¹⁶ Voir <https://ruralsolutionsportal.org/en/home>.

VI. Exécution du COSOP

A. Enveloppe financière et cibles de cofinancement

55. Le COSOP nécessite le recours à plusieurs mécanismes financiers, notamment des prêts souverains et non souverains, et à des ressources régionales hors prêts.
56. Le portefeuille bénéficiera de ressources du programme de prêts et dons de FIDA11 (2019-2021) et de ressources provenant du MARE relatif à FIDA12 (2022-2024) et FIDA13 (2025-2027). Une opération est conçue avec un déficit de financement¹⁷, de telle sorte qu'on recourra à deux cycles de financement consécutifs pour réduire les coûts de conception et proposer un produit plus attractif au client.

Tableau 1

Projets en cours ou prévus: financements du FIDA et cofinancements
(en millions d'USD)

Projet	Financement du FIDA	Cofinancement		Ratio de cofinancement
		national	international	
En cours				
Établissement de liens entre le programme d'agriculture familiale et le programme national d'alimentation scolaire (Système d'allocation fondé sur la performance – FIDA10)	0,45	0,27	0,09	
Prévisions				
GUATEINNOVA (Système d'allocation fondé sur la performance – FIDA11)	11,33	17,67	150	
Programme d'assurance pour la résilience et le développement économique du monde rural mis en œuvre par la Plateforme pour la gestion des risques agricoles/FIDA/Agence suédoise de coopération internationale au développement	0,18			
Nouvelle opération (MARE – FIDA12)	25	10	30	
Nouvelle opération (MARE – FIDA13)	25	10	30	
Total	61,96	37,94	210,09	1:4

57. **Cofinancement national et international.** Le montant du cofinancement national ne changera pas si le scénario de base est confirmé, mais sera différent si le scénario à hypothèse hausse ou le scénario à hypothèse basse prévaut. Une haute priorité sera accordée à l'obtention de financements internationaux à des conditions mixtes ou ordinaires de manière à assurer la constitution d'un programme de cofinancement favorable au client.

B. Ressources consacrées aux activités hors prêts

58. Le budget consacré aux activités hors prêts est établi sur la base des dons au titre de FIDA11 actuellement accordés au pays et dans la région ainsi que des dons provenant de ressources de FIDA12 et de FIDA13 qui pourraient être en partie utilisés au Guatemala. L'allocation actuelle pour les investissements au Guatemala s'élève à 2,67 millions d'USD; elle provient de dons du FIDA qui seront mis en œuvre jusqu'en 2023. Des ressources d'assistance technique spécialisée seront également mises à disposition dans le but d'appuyer les processus de consultations sur les politiques au niveau du pays pour promouvoir une transformation inclusive du milieu rural, ainsi que des initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire.

¹⁷ Voir l'appendice XV.

C. Principaux partenariats stratégiques et coordination du développement

59. Il importe de maintenir et de promouvoir le vaste réseau d'alliances stratégiques forgées avec les principaux partenaires. Ces derniers comprennent le Ministère des finances publiques, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le Ministère de l'économie, le Secrétariat pour la planification et la programmation, ainsi que le Ministère des relations extérieures et la Mission permanente du Guatemala auprès des organismes des Nations Unies chargés de l'alimentation et de l'agriculture ayant leur siège à Rome. Le partenariat avec la Banque mondiale revêt une importance particulière. Les partenariats stratégiques avec la Banque centraméricaine d'intégration économique, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international, l'Agence des États-Unis pour le développement international, le Canada, l'Espagne, la Suède et l'Union européenne seront renforcés. Compte tenu de la lourdeur des procédures suivies par l'administration publique, il pourrait être souhaitable d'envisager de forger des alliances avec de tierces parties qui pourraient jouer le rôle d'organisme d'exécution des opérations financées par le FIDA.
60. Les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome collaborent étroitement, notamment en établissant des plans d'action conjoints par pays¹⁸. Il importe aussi de noter le partenariat forgé avec ONU-femmes en vue de l'avancement économique des femmes rurales.
61. Le Programme d'assurance pour la résilience et le développement économique du monde rural, mis en œuvre par la Plateforme pour la gestion des risques agricoles, et le protocole d'accord conclu avec la Banque de développement rural offrent un point de départ à un partenariat très propice pour l'atténuation des risques financiers des petits exploitants guatémaltèques.
62. Le FIDA explorera la possibilité de mettre en œuvre des opérations non souveraines, en raison du rôle important joué par le secteur privé dans le pays. Les opérations de cette nature que pourrait poursuivre le FIDA seront étroitement liées aux opérations de prêts et dons et tireront par conséquent parti des synergies entre les programmes du secteur public et les nouvelles entreprises du secteur privé.

D. Participation des bénéficiaires et transparence

63. **Participation des bénéficiaires.** L'accent sera mis de manière continue sur la participation active et efficace des bénéficiaires à tous les stades des opérations, dans le but d'optimiser l'impact grâce à l'autonomisation des personnes et des communautés. Des mesures particulières de ciblage direct et des méthodes de changement des comportements à caractère participatif seront appliquées à cette fin. Le respect du droit de consentement libre, préalable et éclairé doit caractériser tous les investissements concernant les peuples autochtones. Ce COSOP a été lui-même conçu dans le cadre de vastes consultations tenues avec les principaux partenaires de développement nationaux et internationaux (appendice V).
64. **Transparence.** Le GUATEINNOVA comporte un mécanisme de traitement des plaintes et de réponse aux doléances, qui permet, de manière indépendante, de renforcer la transparence de la mise en œuvre des investissements. Cette bonne pratique sera intégrée dans les nouvelles opérations.

E. Modalités de gestion du programme

65. L'équipe de pays du FIDA sera chargée de la gestion globale du portefeuille, en collaboration avec le Gouvernement guatémaltèque et les partenaires stratégiques. Cette équipe se compose du directeur de pays, du chargé d'appui au programme de pays et de consultants, et bénéficie du soutien accordé par les spécialistes

¹⁸ Voir l'appendice XVI.

techniques régionaux ainsi que par le personnel à Rome et au Centre de la coopération Sud-Sud et triangulaire à Brasilia. Le Bureau de liaison pour l'Amérique facilitera le dialogue avec les principaux partenaires aux États-Unis et au Canada.

F. Suivi-évaluation

66. Le cadre de gestion des résultats du COSOP comprend des indicateurs de résultats mesurables. Tous les projets doivent inclure des intrants au niveau des effets directs et des produits qui sont déterminés dans les évaluations correspondantes et mesurés par rapport aux indicateurs du COSOP. Les données seront ventilées par sexe, par âge et par groupe ethnique.
67. Les activités de suivi-évaluation comprendront: i) le suivi-évaluation de l'avancement des opérations; ii) un examen annuel réalisé dans le cadre de l'examen du portefeuille pour l'Amérique latine et les Caraïbes et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable; iii) un examen à mi-parcours du COSOP au plus tard en juin 2024; iv) la prestation d'une assistance technique systématique pour garantir le renforcement des capacités de suivi-évaluation; v) un examen d'achèvement du COSOP d'ici à 2027.
68. Un plan de gestion environnementale et sociale sera établi et appliqué conformément aux directives du FIDA dans le but d'assurer l'obtention des résultats de l'application des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. Les principaux indicateurs clés de performance seront inclus dans le cadre de résultats.

VII. Gestion des risques

Tableau 2
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Contexte politique/ gouvernance	Substantiel	Appui aux activités de consultation sur les politiques fondées sur les faits, aide aux partenaires d'exécution grâce au renforcement des capacités et à l'assistance technique et poursuite des activités de communication axées sur l'établissement d'un environnement favorable à l'exécution
Risque macroéconomique	Modéré	Suivi constant de la soutenabilité de la dette par la Banque mondiale et le FMI Suivi des contributions des opérations aux politiques publiques prioritaires, en particulier au Plan national d'intervention d'urgence pour la reprise économique après la pandémie de COVID-19
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Appui à la mise en œuvre des politiques et réglementations favorisant l'agriculture familiale et l'alimentation scolaire Intégration des acteurs du secteur privé intervenant sur les marchés aux dialogues sur l'action à mener et sur les réglementations Soutien à l'autonomisation des organisations locales d'agriculteurs familiaux afin qu'ils influent sur les investissements publics
Capacités institutionnelles	Élevé	Suivi du recrutement du personnel de projet par des entités extérieures afin d'assurer la qualité des prestations Inclusion de plans de formation dans les opérations et application des conclusions d'évaluations indépendantes de la performance
Portefeuille	Substantiel	Mise en place de mécanismes de mise en œuvre efficaces, notamment d'entités travaillant en collaboration Appui constant à l'unité de gestion du projet et suivi des recommandations issues des missions de supervision; appui à l'exécution des programmes et projets; une attention particulière sera portée aux leçons tirées de situations caractérisées par l'existence de capacités institutionnelles limitées au niveau de l'administration publique (paragraphe 25 et 26)

Risque fiduciaire – gestion financière	Substantiel	<p>Affectation à la gestion fiduciaire des projets d'effectifs ayant les connaissances requises de l'ensemble des procédures et systèmes financiers du Gouvernement et du FIDA</p> <p>Élimination du mécanisme financier <i>pari passu</i> pour le décaissement des ressources intérieures par suite des leçons concrètes tirées de l'expérience</p> <p>Conception d'un outil de gestion financière pour la gestion des sous-projets, le rapprochement des données et l'établissement de rapports, de préférence incorporé dans le système intégré de gestion financière et dans le système intégré de comptabilité des pouvoirs publics</p> <p>Veiller, dans le cadre des sous-projets, à procéder à des décaissements partiels, à assurer un suivi attentif de la soumission en temps opportun des rapports et à vérifier régulièrement les pièces justificatives</p>
Risque fiduciaire – passation des marchés	<p>Substantiel (passation des marchés)</p> <p>Substantiel (établissement de contrats)</p>	<p>Établissement des modalités d'utilisation des dossiers types du FIDA, qui énoncent les conditions générales et les dispositions contractuelles concernant l'utilisation du portail du Gouvernement guatémaltèque pour les activités d'investissement concernant des sous-projets</p> <p>Inclusion de directives pour renforcer les procédures de sanction et de non-admissibilité au moyen du système de radiation réciproque de la Banque mondiale. Le recours à l'autocertification sera obligatoire et stipulé dans les manuels de procédures. Les opérations doivent indiquer les mécanismes de traitement des plaintes comportant des directives pour la protection des lanceurs d'alerte. Inclusion des procédures décrites dans le module M du Guide pratique de passation des marchés du FIDA. Toutes les dispositions prises doivent respecter la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, conformément à l'appendice XIII (Politique anticorruption du FIDA).</p>
Environnement et climat	Substantiel	<p>Environnement:</p> <p>Intégration des activités d'aménagement du territoire, de conservation, de protection de l'environnement et de gestion environnementale et sociale dans les directives opérationnelles établies pour les investissements</p> <p>Il importe, dans le cas des processus de déforestation, de suivre les directives, y compris le cadre réglementaire de conservation et d'exploitation durable des forêts et de protection des bassins versants.</p> <p>Renforcement du dialogue et des instruments de la politique publique environnementale, ainsi que des institutions pertinentes</p> <p>Changements climatiques:</p> <p>Intégration des directives générales dans les programmes et projets pour: i) réduire les émissions et accroître les stocks de carbone; ii) atténuer la vulnérabilité des petits exploitants et de leurs unités de production face aux chocs climatiques extrêmes. Des plans de gestion environnementale et sociale devront être préparés en conséquence.</p>
Risque social	Substantiel	<p>Conception de stratégies adaptées aux besoins particuliers des femmes, des jeunes et des personnes handicapées en milieu rural, y compris des méthodes d'appel à la participation et à la mobilisation, dans le but de promouvoir le changement de comportement, en intégrant les compétences personnelles, la santé sexuelle et procréative, ainsi que les qualifications techniques nécessaires à l'avancement économique, à la participation et au leadership. La conception de ces stratégies doit tenir compte des normes sociales, de l'ampleur de la violence fondée sur le genre et des relations de pouvoir.</p> <p>Organisation de consultations avec les peuples autochtones de manière à garantir: i) l'obtention de leur consentement libre, préalable et éclairé; ii) l'incorporation des pratiques de production et de nutrition ancestrales et le renforcement de la résilience climatique dans les activités climatiques et les systèmes de production d'aliments nutritifs, dans le respect des systèmes d'organisation et des autorités autochtones.</p>
Risque global	Substantiel	

COSOP results management framework

<p>Country strategy alignment</p>	<p>Related SDG and United Nations Sustainable Development Cooperation Framework outcomes</p>	<p>Key COSOP results</p> <p>The COSOP's overall goal focuses on reducing poverty and food insecurity among the rural population living in vulnerable conditions in Guatemala's poorest areas, with special emphasis on indigenous peoples, women, youth and people with disabilities. This goal will be achieved by promoting fair, inclusive and sustainable food systems so they can provide adequate, nutritious diets for the target population. The strategy includes on- and off-farm activities at various points within the prioritized value chains (from smallholder to consumer), especially those linked to vegetables, tropical fruits, basic grains, potatoes, cardamom, coffee and cocoa. This approach will provide multiple entry points, both agricultural and non-agricultural, for the target population to engage in development activities to improve their incomes, empowerment, food security and nutrition levels. A dynamic country-level policy engagement approach will contribute to boost evidence-based, successful rural transformation models that can be effectively scaled up beyond IFAD-funded operations in the framework of national development policies. It is estimated that 360,000 beneficiary households will be supported (Indicator 1.a, total scope); at the individual level, the country programme operations will target the following minimum quotas: <u>women (50%), youth (40%), indigenous peoples (40%) and people with disabilities (5%)</u>.</p> <p>Positive impacts are anticipated in terms of improving IFAD's most recent Rural Sector Performance Assessment (2019) indicators related to: (1.1) Policies and framework for rural development and rural poverty alleviation; (4.1) Access to and use of rural financial services; (4.2) Investment Climate for Rural Business; and (4.3) Access to agricultural input and product markets.</p>			
<p><u>K'atun National Development Plan: Our Guatemala 2032:</u> Pillar 3: Establish the conditions that will boost current and potential economic activities to generate access to sources of decent employment and self-employment, and incomes that cover the basic needs of people and families. In addition, generate competitiveness mechanisms that reduce poverty and inequality, increase resilience capacities and incorporate more population groups into the economic dynamics and the fruits of development. Priority 3.1 "Accelerate economic growth with productive transformation" Priority 3.4 "Generate decent, quality employment" Priority 3.5 "Democratize credit"</p>	<p>2030 Agenda: SDG: 1 No poverty, 2 Zero hunger, 5 Gender equality, 8 Decent work and economic growth, and 13 Climate action.</p>	<p>Strategic objectives</p> <p>Strategic objective 1 (SO1): Rural smallholders living in poverty have access to equitable and sustainable livelihoods.</p> <p>This will be achieved by promoting their inclusion into food systems that are sensitive to nutrition and environmental concerns; fostering decent and productive employment; enabling innovative entrepreneurship; and leveraging local knowledge, attitudes and capacities. As a result, rural households will increase their empowerment and incomes; have access to nutrient-rich food and improved nutrition methods; and access financial and non-financial services. This strategic objective will contribute to</p>	<p>Lending and non-lending activities for the COSOP period</p> <p>Loan/Investment activities Ongoing.</p> <ul style="list-style-type: none"> RBA's Linking Family Farming with the National School Feeding Programme in Guatemala <p>Planned.</p> <ul style="list-style-type: none"> GUATEINNOVA. Responding to COVID-19: Modern and Resilient Agri-food Value Chains (PBAS-IFAD11) New investment programme, phases 1 and 2 (BRAM-IFAD12) <p>Non-lending activities/unrelated to the projects</p> <ul style="list-style-type: none"> Partnerships for policy dialogue and technical assistance through regional grants with CIAT-Bioversity, IICA, PROCASUR, WFP, FAO, AGRITERRA, ECLAC, ICCO and others to be developed. SSTC with several sources, with an emphasis on Mexico, Brazil 	<p>Outcome indicators</p> <ul style="list-style-type: none"> EI.2.1 Number of persons reporting improved empowerment 1.2.5 Percentage of persons/households reporting using rural financial services 2.2.1. Number of new jobs created 2.2.5. Percentage of rural producers' organizations reporting an increase in sales 1.2.9 Households with improved knowledge, attitudes and practices (KAP) in nutrition 	<p>Milestone indicators</p> <ul style="list-style-type: none"> Indicator 1 – Number of persons receiving services promoted or supported by the project 1.1.5 Number of persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.) 1.1.7 Number of people in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services 1.1.8 Number of persons/households provided with targeted support to improve their nutrition 2.1.1 Number of rural enterprises accessing business development services

<p>Priority 3.6 “More active role of the State in achieving growth and social inclusion”</p> <p>Priority 3.9 “Ensure the right to live a life free from poverty”</p> <p>Pillar 4: Protect and enhance natural resources in equilibrium with social, cultural, economic and territorial development, so that they meet current and future demands in a sustainable and resilient manner, in light of the impact of the phenomena that nature may present.</p> <p>Priority 4.1 “Climate change adaptation and mitigation”</p> <p>Priority 4.4 “Agricultural technification and family farming for food security that is sensitive to Mayan, Xinka, Garífuna peoples, and all age groups and genders”</p> <p>General Government Policy [Política General de Gobierno] 2020-2024: seeks to substantially improve the living conditions of the population based on the structural transformation of the social, political, economic and environmental context.</p> <p>Pillar 1: Economy, Competitiveness and Prosperity, seeks greater economic growth and a significant increase in sustainable sources of employment.</p> <p>Sectoral objective 4.1.2.3 (MAGA AND MINECO). Develop the conditions to boost and strengthen micro, small and medium-sized enterprises and the cooperative sector.</p>	<p>United Nations Sustainable Development Cooperation Framework 2020–2025:</p> <p>Effect 1: By 2025, the Guatemalan State will increase the prioritized population’s access to dignified and decent work, production means, and economic services at the national and local level, appropriate for competitiveness and the business climate, in a framework of inclusive and sustainable socio-economic development.</p>	<p>the success of the family farming and school feeding programmes, the Great National Crusade for Nutrition, and the National Competitiveness Policy.</p> <p>Strategic objective 2 (SO2): Poor rural households belonging to the most vulnerable communities improve their adaptive capacity and resilience to climate change and instability.. This will be achieved by promoting an integral approach to adaptation to climate-related threats, in particular agroclimatic risks, focusing on climate risk management strategies and practices and the integration of risk financing tools, including risk transfer. An enhanced capacity to absorb the financial impact of climate-related shocks will allow target populations to manage productive enterprises and food systems more effectively, and to adapt to the adverse impacts of climate variability and climate change. Strategic partnerships will be explored with the GCF, GEF, AF and ASAP+. This strategic objective will contribute to the operationalization of the National Climate Change Adaptation Plan and the National Plan to Reduce the Risk of Disasters Linked to Climate Change.</p>	<p>and IFAD’s IPAF, FFR and PARM mechanisms.</p> <ul style="list-style-type: none"> Knowledge management in all the country programme’s operations. <p>Loan/Investment activities Planned.</p> <ul style="list-style-type: none"> GUATEINNOVA. Responding to COVID-19: Modern and Resilient Agri-food Value Chains (PBAS-IFAD11) New investment programme, phases 1 and 2 (BRAM-IFAD12) <p>Non-lending activities/unrelated to the projects</p> <ul style="list-style-type: none"> Partnerships for policy dialogue and technical assistance through regional grants with CIAT-Bioversity, IICA and others to be developed. SSTC with several sources, with an emphasis on Mexico, Brazil and potentially with ASAP and ASAP+. Knowledge management in all the country programme’s operations. Leverage the existing Forum for Agricultural Risk Management in Development (FARM-D) knowledge management platform. Partnerships with PARM to provide technical assistance to conduct a holistic agricultural risk study (at country, regional or value chain level) to assess agricultural risks, prioritize them, identify the relevant agricultural risk instruments and support the design of the agricultural risk management projects. 	<ul style="list-style-type: none"> 1.2.2 Percentage of persons/households reporting adoption of new/ improved inputs, technologies or practices 	<ul style="list-style-type: none"> 2.1.6 Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated 3.1.2 Number of persons provided with climate information services 3.1.4 Number of hectares of land brought under climate-resilient management 3.2.2 Percentage of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices
--	--	--	--	--	---

<p>Sectoral objective 4.1.2.11 (MAGA and MINECO) <i>Promote sustainable rural economic development</i></p> <p>School Nutrition Law 16-2017, seeks to promote healthy, nutritious and culturally sensitive school meals in public and private education establishments, ensuring (by law) a local market for family farming organizations.</p> <p>Great National Crusade for Nutrition in Guatemala, aims to improve the most vulnerable populations' nutrition by applying a multi-causal approach to the problem.</p> <p>National Financial Inclusion Strategy (ENIF) 2019-2023, seeks to broaden and improve access to and the use of financial products and services by different population segments.</p> <p>Disaster Risk Financing Strategy (DRF) 2018, seeks to adopt a layered risk or a combination of risk financing tools approach to address the shocks to which the country is exposed.</p>					
---	--	--	--	--	--

Transition scenarios

1. According to the IMF's Staff Concluding Statement of the 2021 Article IV Mission (May 2021), *"Guatemala's economic outlook is positive. Robust remittances, pandemic-resilient specialization, and unprecedented policy support limited the economic contraction in 2020, while the outlook benefits from positive spillovers from the U.S.' additional fiscal stimulus. Building on this resilience and available policy space, Guatemala is well placed to support the recovery and to overcome the worsening of social indicators arising from the pandemic."*
2. In 2020 a state of calamity was quickly declared in response to the COVID-19 pandemic, and measures such as curfews, border closings and the suspension of non-essential activities contained the pandemic at an early stage. A rapid reopening facilitated the country's recovery, while the adoption of strict biosecurity protocols, the effective use of masks and the country's high rurality limited infections. Guatemala's economic resilience can also be attributed to its specialization in agriculture and other supplies that are essential for the pandemic, strong remittances and support for the unprecedented economic policies. As a result of the above, based on IMF data, GDP contracted only slightly in 2020 (by 1.5 per cent).
3. At the national level, 10 programmes were announced to counter the economic impacts on the most vulnerable families, for a total of 14.24 billion Guatemalan quetzals (approximately US\$184.9 million) in government transfers and specific funds. Furthermore, the Bank of Guatemala reduced its policy rate by a cumulative 100 base points (to an historic low of 1.75 per cent) and provided additional liquidity to support payment systems and the precautionary demand for cash. The Monetary Board temporarily relaxed credit risk regulations to facilitate the renegotiation of loans. These actions demonstrate coordination and joint efforts on the part of the country's fiscal and monetary policy in response to the crisis.
4. An historic analysis by the IDB (2020)¹⁹ shows that fiscal policy management over the past 20 years has been procyclical, a trend that is not consistent with what is considered to be appropriate or optimal cycle management. The study recommends maintaining positive results in terms of debt stability, but highlights room for improvement in the way that fiscal policy manages the cycle. The use of capital spending through the implementation of a countercyclical spending policy was one of the strategies used to respond to the emergency.
5. In accordance with national regulations, the Bank of Guatemala's fundamental objective is to "foster the monetary, exchange rate and credit conditions that promote stable overall price levels", which has been demonstrated through its monetary policy actions and the fact that external shocks have been balanced through this channel, such as potential increases in international interest rates. Therefore, the country is in a better position to mitigate these risks.
6. Conversations held during the COSOP mission, as well as the World Bank, IDB and IMF analyses, have led to the conclusion that the country's macroeconomic context is extremely stable and resilient to external shocks, a conclusion that was put to the test during the COVID-19 pandemic. Considering the available information, and that the baseline scenarios are quite optimistic, it was decided that only two transition scenarios would be established for this COSOP. These are outlined below:
7. **Base scenario:** as shown in the growth projections based on EIU information, the growth rate is expected to remain between 2.8 per cent and 3.5 per cent between 2021 and 2025. The IMF has projected high growth (4.5 per cent) for 2021, as a

¹⁹ IDB, Debt Sustainability in Guatemala, September 2020. See: <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Debt-Sustainability-in-Guatemala-Institutional-Arrangement-and-Quantitative-Analysis.pdf>

result of the Government's package of fiscal and monetary policy measures in 2020. The IMF also forecasts stable debt levels for the next two years, between 31.5 per cent and 33.7 per cent of GDP, which is consistent with the country's trend of near-zero growth in terms of debt. The Government is not expected to present a new package of economic incentives in the form of social policy government transfers, although strong support for micro, small and medium-sized enterprises is anticipated through new loans (including GUATEINNOVA) and new packages announced by the Government of the United States to promote employment in areas characterized by high levels of irregular migration, as well as the monetary policy's guarantee to adjust the economy to maintain stable inflation. However, the country continues to be very vulnerable to climate events, which could undermine some of the positive outlook. Lastly, this scenario is also based on the national COVID-19 vaccination plan reaching the Ministry of Health's projections, according to which at least half of the population could be vaccinated in 2021, ensuring that there will be no closure of the economy in 2022.

8. **Low scenario:** In contrast with the trajectory outlined above, this scenario recognizes the high likelihood of adverse climate events that will greatly affect the performance of agriculture and other rural economic activities, as well as public and private infrastructure. It also posits that the national COVID-19 vaccination campaign will be slower, which could lead to a partial closure of the economy, similar to that which occurred in 2020. However, it does not anticipate that this scenario will be like the one encountered in 2020, when the country experienced the COVID-19 pandemic and two high-impact hurricanes. Therefore, this scenario does not forecast the kinds of impacts that would lead to negative growth; rather, it concludes that the country could see zero growth, at worst.

Table 1
Projections for the main macroeconomic and demographic variables^a

Scenario	Base	High	Low
Average GDP growth rate (2021 - 2025) ^a	3.08	3.5	2.8
GDP per capita, Atlas method (current US\$ 2019) ^b	4,610	ND	ND
Public debt (% of GDP) (2021 - 2022) ^c	33.2	33.7	31.5
Debt service coefficient (2019) ^d	1.1	ND	ND
Inflation rate (%) (2020) ^e	4.8	ND	ND
Rural population ^f	8,063,081 (2019) 8,948,769 (2026) 1.5% annual growth rate (based on 2018 Census projection) ²⁰		
Investment Climate for Rural Business ^g	RSPA Investment Climate for Rural Business 3.4/6. The Bank of Guatemala reported that, in the fourth month of 2021, the Economic Activity Confidence Index level was 72.76 points, or 26.76% higher than in March 2021 (57.40 points) and 122.92% higher than in April 2020 (32.64 points).		
Vulnerability to shocks ^h	Enabling the Business of Agriculture 2019 shows an overall score of 65.11 out of 100, especially due to the agricultural sector's heavy dependence on production methods that rely on rainwater, limited access to inputs (seeds, credit, productive infrastructure, etc.) and the effects of climate change (rainfall deficits and floods).		

Sources:

^a Economist Intelligence Unit (EIU), with five-year projections, see <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1761026159&Country=Guatemala&topic=Economy&subtopic=Forecast&subsubtopic=Forecast+summary>.

^b Data World Bank, see <https://datos.bancomundial.org/indicador/NY.GNP.PCAP.CD?locations=GT>. Score (from 1 to 6), based on a justified qualitative assessment. Source: evaluation of rural sector results.

^c IMF, Guatemala: Staff Concluding Statement of the 2021 Article IV Mission, see <https://www.imf.org/es/News/Articles/2021/05/04/mcs050421-quatemala-staff-concluding-statement-of-the-2021-article-iv-mission>.

^d Data World Bank, see <https://datos.bancomundial.org/indicador/DT.TDS.DPPG.GN.ZS?locations=GT>.

²⁰ See:

^e IMF, Guatemala: Staff Concluding Statement of the 2021 Article IV Mission, see <https://www.imf.org/es/News/Articles/2021/05/04/mcs050421-guatemala-staff-concluding-statement-of-the-2021-article-iv-mission>.

^f Data World Bank, see <https://datos.bancomundial.org/indicador/DT.TDS.DPPG.GN.ZS?locations=GT>.

^g Central America Data, see https://www.centralamericadata.com/es/search?q1=content_es_le:%22clima+de+inversi%C3%B3n%22&q2=mattersInCountry_es_le:%22Guatemala%22.

^h EBA-WB (2019) see: <https://eba.worldbank.org/en/data/exploreconomies/guatemala/2019>.

9. The implications for IFAD's country programme would be the following:

- a) **Financing terms:** the country has been eligible for ordinary terms since IFAD09, and it is not perceived that either of the two scenarios could change IFAD's financing terms for the country. However, normal variations in exchange rates must always be considered, especially when assuming debt in SDR.
- b) **Allocation of IFAD resources:** given the country's classification as an upper middle-income country, it is not eligible for financing through the PBAS. However, it will now be eligible for the BRAM, which provides the option of receiving higher financing amounts at the request of the Government.
- c) **COSOP priorities and products:** given the COSOP's alignment with the K'atun Plan and several policies that will continue to be in effect during the implementation period, no significant changes are anticipated in terms of priorities. Also, during the COSOP consultations, all sectors that were consulted were of the opinion that the strategic objectives are aligned with the value-added that IFAD can provide to the country's rural sector.
- d) **Opportunities for cofinancing and partnerships:** during the COSOP consultations, several multilateral and bilateral agencies offered cofinancing; therefore, in any scenario it is anticipated that significant international cofinancing will be received. In terms of national cofinancing from beneficiaries, the low scenario forecasts that current levels will be maintained, and the base scenario projects a possible increase, considering that the formula that is being promoted in current and future operations is 50 per cent in-kind and 50 per cent in cash through microcredit made available by the national financial system. Although in the low scenario there may be a probability of negative impact to that 50% of cash, it could be mitigated if the microcredits are granted with some type of micro insurance coverage and, if insurance could be integrated through other pathways within the activities aiming to provide resilience in IFAD programs taking advantage of the current efforts of partners such as WFP in this area (such as what will be explored with the INSURED initiative). The Government has reported that it is not in a position to provide financing from the national budget; therefore, it is not included in any scenario, and this has already been accepted by IFAD and the World Bank in the most recent GUATEINNOVA operation.

Cuestiones relativas al sector agrícola y rural

1. **Importancia del sector agrícola.** El sector agropecuario en Guatemala es de suma importancia por su aporte al PIB nacional, que, según el Banco de Guatemala (BANGUAT), para el año 2019 el aporte del sector fue de 13.4%. Para el primer trimestre 2020, el aporte del sector al PIB tuvo un crecimiento positivo del 2% respecto al año base 2013²¹. Por su naturaleza, el área rural es predominante en la producción agropecuaria, sin embargo; es el área en donde la población vive con mayor pobreza, con servicios básicos precarios, entre otros problemas como la desnutrición infantil (alrededor del 50% de los niños menores de 5 años se encuentran en dicha situación²²). Según el último censo (2018), del total de la población, el 46.15% es considerada rural, donde 51.5% son mujeres, el 41.7% es de origen Maya, 0.1% Garífuna, 56.0% Ladino, 1.8% Xinca, 0.2% Afrodescendiente. Las personas en situación de pobreza se estimaban en 50.5%, de donde el 65.8% pertenece al área rural; con una estimación del 15.4% de personas en situación de pobreza extrema.
2. El índice de Gini para el caso de la tierra es de 0.85, significando una elevada concentración. Según el Análisis Común de País²³ (CCA, por sus siglas en Ingles) de Naciones Unidas Guatemala, en consulta a Oxfam (2015: 44), en el país, 80% de las tierras agrícolas pertenecen únicamente a 8% de los productores, mientras medio millón de hogares rurales no poseen tierra.
3. **Estructura productiva nacional y acceso a la tierra.** Según el Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura²⁴, (IICA), el 26.4% del territorio nacional es apto para la producción agrícola intensiva. Se tiene aproximadamente un 12.5% del territorio nacional con agricultura limpia o cultivos sin ninguna cobertura forestal, por su parte, cultivos perennes, semi perennes, huertos y pastizales cubrían alrededor del 8%. El mismo organismo registró que del número total de unidades productivas, el 45% ocupan solamente el 3.2% de la superficie de las fincas productivas. Esto indica la mayor concentración de la superficie de productiva en cultivos extensivos, principalmente caña de azúcar, banano, palma africana, hule, entre otros.
4. El aumento o expansión que tuvo la agricultura de producción extensiva hizo que la proporción de unidades productivas de menor escala y dedicada a cultivos de consumo diario como granos básicos e incluso ganadería, tuviera cambios importantes. Según el Instituto de Investigación y Proyección sobre Ambiente Natural y Sociedad (IARNA), se ha registrado una reducción de 277,733 hectáreas de agricultura anual en 2003 con respecto a 2010. Para 2020 se tiene registro de 1,206461 hectáreas dedicadas a agricultura anual²⁵.
5. Con respecto al acceso a la tierra, en análisis realizado por Naciones Unidas en el CCA, con datos de los censos agropecuarios entre 1950 y 2003, indica que hubo una "creciente atomización de las fincas censales de menor extensión", esto quiere decir que, el número de fincas menores de 10 manzanas (70,000 m²), considerados como productores de subsistencia e infra subsistencia, pasó de 88.2% del total de fincas en 1950 a 92% en 2003.
6. Naciones Unidas Guatemala también refiere que la propiedad de la tierra "está particularmente restringida en el caso de las mujeres"; indicando que solo el 8%

²¹ http://www.banguat.gob.gt/sites/default/files/banguat/cuentasnac/PIB2013/2T_2020_JM_AR2013.pdf

²² SINASAN. Plan para la atención del hambre estacional 2020. <http://www.sesan.gob.gt/wordpress/wp-content/uploads/2020/04/Plan-de-Atencion-al-Hambre-Estacional-2020.pdf>

²³ Análisis Común de País, Naciones Unidas 2020.

²⁴ IICA, IARNA, 2015. Perfil de Agro y la Ruralidad de Guatemala 2014: Situación actual y tendencias.

<http://www.infoiarna.org.gt/wp-content/uploads/2017/11/Coedicin.PerfildelagroylaruralidaddeGuatemala2014situacionactualytendencias..pdf>

²⁵ FAO 2020. Evaluación de los recursos forestales 2020, informe Guatemala.

de mujeres tiene acceso a la tierra y, además, indica que según datos del FONTIERRAS²⁶, apenas 10.7 por ciento de mujeres se beneficiaron de este programa en el período 1998–2014.

7. **Características de los principales sistemas de producción.** Dependiendo de la dinámica de producción y comercialización de las cadenas se observan diferencias en la participación de las personas dedicadas a la producción a pequeña escala. Por ejemplo, los cultivos de exportación de predominancia extensiva (caña de azúcar, banano, derivados de la palma africana, entre otros), aunque también caso contrario como el cardamomo y el café. Los dos últimos concentran importante número de pequeños productores, sobre todo el cardamomo, el cual se cultiva en el “corredor del cardamomo” que abarca municipios de Petén, Izabal, Huehuetenango, Baja y Alta Verapaz, con aproximadamente 82,000 hectáreas²⁷, aunque los beneficios del proceso de exportación no llegan a satisfacer a los eslabones más bajos de la cadena. Por su parte, el café también tiene alta representación de pequeños productores, pero quizás, tiene mayor importancia por emplear a campesinos sin tierra en las épocas de cosecha.
8. En contraposición, los cultivos de granos básicos y sistemas productivos de hortalizas tienen su importancia en alimentación de los hogares guatemaltecos, así como importantes niveles de exportación hacia El Salvador y Honduras. Estos cultivos se desarrollan en mayor medida en la zona sur, oriente y norte del país, para el caso del maíz y frijol, y en el altiplano para el caso de las hortalizas. Esta distribución de los principales sistemas productivos tiene relación directa de acuerdo a las regiones agroclimáticas del país.
9. Situando la oportunidad de inversión que tendrá el proyecto GUAATEINNOVA (ID. 2000002250), el cual busca potenciar cultivos de importancia de acceso a mercados locales e internacionales, sobresale la papaya, la papa, elote dulce, ejote francés, cardamomo, por mencionar algunos. Como ya mencionado, cultivos que tienen su importancia económica de pequeños productores, pero con potencial de crecimiento y de acceso a mercados.
10. **Empleo rural y oportunidades de desarrollo vinculado al sector agrícola.** La mayoría de la población que labora en el área rural en el sector agropecuario lo hace en condiciones que no representa un empleo decente, salvo aquellos que se desempeñan en área agroindustrial. Por otro lado, son también estas personas que están vinculadas al sector agroindustrial y algunas granjas pecuarias, las que cuentan con seguro social. Según el Informe Agro en Cifras, 2016, del MAGA, solo el 11.3% de las personas trabajando en el área rural están vinculadas al seguro social.
11. Cifras del BANGUAT²⁸ dan cuenta que las personas vinculadas al sector de la agricultura, silvicultura, caza y pesca ha ido en disminución desde 2016, con lo cual, para 2019, solamente el 9.2% de personas trabajadoras afiliadas al seguro social pertenecían a dicha actividad económica.
12. A pesar del bajo nivel de personas afiliadas al seguro social que laboran en agricultura, cae en contraposición a que dicho sector es el que emplea a más personas ocupadas. Para 2019, la agricultura empleaba al 29.3% de la población ocupada, solamente seguida por el sector comercio que empleaba el 22.7%.
13. El salario agrícola es muy similar a actividades no agrícolas con 90.16 y 92.88 quetzales diarios, respectivamente en cada caso²⁹. Sin embargo, en muchos casos

²⁶ Fondo Nacional de Tierras. Fondo creado a partir de Los Acuerdos de Paz, sobre todo el Aspectos Económicos, refería la creación de dicho fondo para promover y facilitar el acceso a tierra para comunidades indígenas y pequeños agricultores. Datos consultados de Privado 2017; Castillo Huertas 2015.

²⁷ Cardamomeros de Guatemala, CARDEGUA.

²⁸ BANGUAT. Guatemala en cifras 2020. Pag. 30.

https://www.banguat.gob.gt/sites/default/files/banguat/Publica/guatemala_en_cifras_2020.pdf

²⁹ MINTRAB Guatemala. <https://www.mintrabajo.gob.gt/index.php/dgt/salario-minimo>

no se cumple lo estipulado en la regulación nacional, y de acuerdo a la especialización, el rubro y el tamaño de las unidades productivas, este encuentra variaciones, sobre todo por la informalidad del trabajo rural, que en la mayoría de casos es por día y/o por labores. Esta situación se da por la falta de control institucional y por una muy alta oferta respecto a la demanda de trabajo en dicho sector.

14. **Situación COVID19, la producción de alimentos y el acceso.** Sin lugar a dudas, la pandemia produjo un fuerte impacto generalizado en la economía nacional. Para el sector agroalimentario (agrícola y pecuario) en aspectos productivos significó restricciones para el acceso a insumos productivos, principalmente. La cadena logística fue priorizada por el gobierno disponiendo de garantías para la movilización, caso contrario a otras actividades que se vieron cerradas por completo en los meses más críticos. Sin embargo, para la población en general significó dificultades para el acceso, sobre todo por el aumento de precios de algunos productos, generados por la especulación y el acaparamiento, en algunos casos. Sobre esto, en el CCA se indica que "variaciones importantes en los precios de productos agrícolas como el frijol y el maíz bajo un contexto como el COVID19, en la cual se presentaron pérdida de empleos y por consiguiente de ingresos, puso en riesgo la seguridad alimentaria, sobre todo por ser parte importante de la canasta básica, principalmente en el área rural".

Factores limitantes y desafíos para aumentar la producción

15. **Asistencia técnica y capacitación productiva.** Derivado del ajuste estructural del estado a mediados de los años 90 y 2000, la asistencia técnica productiva por parte del estado disminuyó sustancialmente, incluso los servicios de investigación y transferencia de tecnología, esto trajo consigo la baja capacidad productiva de pequeños productores, por no contar con recursos suficientes para cubrir la necesidad de asistencia técnica, por un lado, pero por otro, por el alto costo de los insumos productivos que provee el mercados (semillas, insumos agrícolas).
16. Actualmente el MAGA implementa el Sistema de Nacional de Extensión Rural a nivel nacional y también dispone de entrega de insumos agrícolas como semillas y abono, aunque dicho apoyo encuentra limitantes para cubrir a la totalidad de productores y las especializaciones requeridas por los mercados.
17. **Potencial hídrico y riego.** Para 2014³⁰, el MAGA estimaba que en el país se cuenta con un potencial enorme para el desarrollo de sistemas de riego en aproximadamente 26,223 km² del territorio. Además, se registró que la utilización de agua para riego paso de 3,775 millones de metros cúbicos en 2003 a 5,969 millones de metros cúbicos en 2010 (58% de aumento).
18. Además, derivado de las constantes sequías prolongadas que afectaron al país en años posteriores desde 2012, el sector agroalimentario sufrió pérdidas importantes que impactaron en la seguridad alimentaria en el país. Entre 2014-2016, el MAGA impulso la reinversión y aumento de áreas bajo riego financiados con programas FIDA, PNDR-Oriente (ID. 1100001317) y Prodenorte (ID. 1100001473), ambos proyectos se implementaron en regiones con importante déficit de agua de lluvia.
19. **Problemática y/o conflicto social por acceso a tierra.** Los temas de conflicto social por el acceso a la tierra son muy latentes en el país. La problemática tiene que ver con el despojo de tierras comunales en manos de pueblos indígenas, pero también por invasiones ocasionadas por la falta de acceso a dicho recurso. Se han observado importantes avances en materia de reconocimiento de derechos posesorios de tierras en manos de pueblos indígenas, aún persisten disputas que

³⁰ Perfil del Agro y la Ruralidad de Guatemala 2014. Situación actual y tendencias. IICA, IARNA, URL.

- limitan, por un lado, el acceso a la tierra para producción de alimentos, por otro lado, la expansión de monocultivos en dichas tierras.
20. Entre otros de las limitantes y desafíos que enfrenta el sector, aunque de mucha importancia, resaltan: el limitado acceso a financiamiento para inversión productiva; deficiente desarrollo de microempresas y emprendimientos rurales; las presiones fitosanitarias de algunos cultivos (langosta Centroamérica – que impacta pastos, granos básicos-, la raza 4 de Fusarium para las musáceas, el HLB en cítricos, la roya en el café, las pestes y/o gripes para aves y cerdos; por mencionar algunas plagas y enfermedades que ponen en alerta la producción agrícola y pecuaria); el deficiente proceso de transformación y acceso a los mercados; entre otros.
 21. **Agricultura y recursos forestales:** La degradación de los recursos naturales se encuentra íntimamente relacionado con el avance de la frontera agrícola. Guatemala es de vocación forestal, se estimaba que en 2015 el 33% estaba cubierto de bosque, pero en constante presión por utilizar suelos con cultivos agrícolas y ganadería, suelos que son de vocación forestal con altas pendientes. Prácticas inadecuadas ponen en manifiesto el riesgo de pérdida de fuentes de agua y suelo productivo por medio de erosión potencial. Según registros de IARNA, se pierden 299 millones de m³/año de suelo erosionado por prácticas agrícolas convencionales. Lo anterior implica mayores volúmenes de suelo erosionado y de sedimentos cuyo destino final son los cuerpos de agua³¹. En el Apéndice IV se profundiza el análisis de las principales causas de la degradación de los recursos naturales y sus impactos.
 22. **Instituciones públicas y políticas públicas de apoyo al sector agropecuario: características de los marcos normativos y regulatorios.** Como se aborda a lo largo del COSOP, el Plan Nacional de Desarrollo K´atun 2032, es la política de estado a largo plazo, que entre otros pone de manifiesto el desarrollo del área rural. Asimismo, dicho instrumento busca contribuir a la Agenda 2030. El MAGA cuenta con su Plan Estratégico institucional 2021-2026, el cual orienta su accionar público y la importancia que resalta el sector. Importante también la Política Institucional para la Igualdad de Género y Marco Estratégico de Implementación 2014-2023 del MAGA, política que contó con importante aporte del FIDA.
 23. Por su parte, el Ministerio de Economía, MINECO, está liderando la Política Nacional de Competitividad 2018-2032, que prioriza es parte de sus ejes el sector de agricultura, ganadería, caza, silvicultura y pesca. La nueva operación del FIDA en el país que se ejecutará cofinanciada por el Banco Mundial -GUATEINNOVA-, espera contribuir a los esfuerzos por desarrollar las microempresas y emprendimientos en el área rural. La SESAN es otra institución con importante presencia en el sector rural sobre acciones de seguridad alimentaria y nutricional.
 24. Por otro lado, otras instituciones públicas, sus planes, estrategias y políticas tienen estrecha relación con el sector agrícola y en algunos casos regulan las operaciones como tal, entre ellos podemos mencionar al MARN con la Ley de Conservación, Protección y Mejoramiento del Ambiente y Recursos, así como del reglamento de gestión ambiental, que, entre otros, incluye las actividades del sector agrícola. Otras con importante vinculación sin entrar en detalle de cada una: la Política de Cambio Climático, la Política Nacional de Diversidad Biológica -VISAR- del MAGA-, y, Política para el Manejo Integral de las zonas Marino Costeras de Guatemala, la Política para el Desarrollo de los Recursos Hidrobiológicos; la Estrategia Financiera

³¹ IARNA, URL. Situación de los recursos hídricos de Guatemala.

- de Gestión de Riesgos del Ministerio de Finanzas Públicas (MINFIN), por mencionar algunas importantes.
25. A pesar de contar con diversidad de instrumentos regulatorios y normativos, su aplicación y buen uso depende mucho de la capacidad operativa de las instituciones del estado, que en muchos de los casos son limitados.
 26. El **sector privado** dispone de una infraestructura y capacidad institucional de fuerte presencia y acción estratégica en el país. El sector organizado a través del CACIF y sobre todo la Cámara del Agro, que es parte del primero, aglutina principalmente a productores dedicados a la agroindustria (producción extensiva e intensiva), así como de procesamiento y transformación de productos agrícolas, aunque a un segundo nivel en las cadenas productivas. Por su parte, el sector agroexportador agremiado en la AGEXPORT cuenta con un rol articulador, progresista e innovador, con el cual el FIDA ha tenido experiencia previa con programas de encadenamiento a pequeños productores, tal es el caso del programa PROMERCADOS implementado en Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua.
 27. Con respecto a la función en la prestación de servicios técnicos rurales, se dispone, por un lado, la Asociación del Gremio Químico Agrícola, que se dedica a la distribución y venta de insumos productivos, provee servicios de atención al manejo y uso seguro de pesticidas. Por otro lado, otras empresas se dedican a la investigación privada en innovación y tecnología, misma que transfieren por medio de la venta a los productores, por otro lado. Sin embargo, esta organización dispone atención más a grandes productores, limitándose a los servicios e insumos agrícolas por medio del acceso privado al resto de los productores, servicios que en algunos casos son de alto costo y no permite una cobertura a todo nivel. Es importante mencionar que existen asociaciones -de carácter público-privado- para cultivos específicos, como el caso de ANACAFE (café), CARDEGUA (cardamomo), ARROZGUA (arroz) por mencionar algunas, mismas que aglutinan pequeños productores, en el cual si disponen de servicios de asistencia técnica.

Estudio de antecedentes en el marco de los PESAC

Introducción

1. El objetivo del presente estudio es efectuar un análisis de los riesgos y oportunidades sobre los aspectos sociales, ambientales y climáticos que inciden en el sector ambiental, social y económico del Guatemala, de tal manera que permitan establecer orientaciones estratégicas para ser abordadas en el diseño del RB-COSOP del país.

2. El presente apéndice contiene: (i) una síntesis de los desafíos sociales, ambientales y climáticos identificados como prioridades de transversales para el FIDA (ii) un análisis de las capacidades institucionales y (iii) las principales recomendaciones para dar solución a las dificultades relacionadas con los grupos vulnerables (que incluyen a las mujeres, los jóvenes, los pueblos indígenas, las personas con discapacidad y las que sufren subalimentación) ante el cambio climático, la degradación de la tierra y otros desafíos de carácter ambiental.

Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos

1.1 Situación socioeconómica y causas subyacentes

3. **Economía.** De acuerdo al Banco Mundial (2020), en los últimos cinco años Guatemala ha experimentado una estabilidad económica atribuida a una gestión fiscal prudente, políticas para el control de la inflación y un tipo de cambio flotante administrado³². No obstante, no se ha traducido en una reducción de la pobreza y la desigualdad. El PIB per cápita de US \$ 4.549, coloca a Guatemala como la quinta economía más pobre en América Latina y el Caribe, asociadas con tasas de pobreza y desigualdades altas¹.

4. Los bajos ingresos del gobierno central (11% del PIB en promedio en años recientes y 9.7% estimado en 2019) limitan las capacidades de inversión pública del Estado en programas de desarrollo económico¹. Aunado a lo anterior, se espera que la economía guatemalteca se contraiga por efectos de la pandemia del COVID-19 y se prevé que los efectos económicos y sociales sean sustanciales, aumentando las vulnerabilidades existentes, principalmente en¹: (i) afectaciones a las MIPYMES, las cuales proporcionan más del 90% de los empleos en el sector privado debido a las medidas de cierre, caída de la demanda, restricciones en el suministro y la disminución de la liquidez a medida que los ingresos colapsan; (ii) se espera que la pérdida de empleos sea mayor en los sectores de construcción, servicios (incluido el turismo), transporte y comercio; (iii) caída de los ingresos de los trabajadores permanentes y temporales por cuenta propia así como trabajadores de los sectores indicados anteriormente; y (iv) la recesión de los Estados Unidos afectará las exportaciones y remesas, siendo las principales fuentes de ingresos en divisas para el país. Se prevé que estos factores ocasione un aumento de aproximadamente un millón de personas más en condición de pobreza, aumentando la tasa de pobreza a nivel nacional hasta seis puntos porcentuales adicionales, dependiendo de la profundidad y duración de la emergencia sanitaria así como la velocidad de recuperación económica¹.

5. **Pobreza.** De acuerdo al censo poblacional más reciente (INE, 2018³³), en el país existen 14,901,286 personas, de las cuales el 51.5% son mujeres y el 48.5% restante son hombres, los cuales se distribuyen en 3,275,931 hogares (en promedio por 4.5 personas por hogar), donde el 75.7% de estos hogares los hombres son jefes de hogar y el 24.3%

³² Banco Mundial, 2020. Guatemala, panorama general. Disponible en: <https://www.bancomundial.org/es/country/guatemala/overview>, consultado el 06 de mayo del 2021.

³³ INE, 2018. XII Censo Nacional de Población y VII de Vivienda 2018. Instituto Nacional de Estadística de Guatemala. Disponible en: <https://www.ine.gob.gt/ine/poblacion-menu/>, consultado el 06 de mayo del 2021.

son mujeres. De acuerdo al Gobierno de Guatemala³⁴, en promedio el 61% de los guatemaltecos son pobres en las distintas dimensiones de la pobreza (vivienda, servicios básicos, estándar de vida, educación, empleo y protección social), donde se estima que el 80% de la población indígena es pobre mientras en zonas urbanas es del 40%. El 78% de los niños y adolescentes del país viven en condiciones de pobreza multidimensional y el porcentaje de la población infantil indígena es del 89.4%³⁵ (el último dato corresponde al 2014).

6. La CEPAL estimó para el 2020³⁶, que el 21.4% de la población se encuentra en condiciones de pobreza extrema³⁷, provocada por (i) los efectos de la pandemia del COVID-19, el cual se prevé que aumentará la pobreza extrema en dos puntos porcentuales; (ii) las reducciones del envío de remesas provenientes de los Estados Unidos, reduciendo los ingresos familiares; (iii) bajas inversiones del Estado en programas de desarrollo social, incluido la provisión de servicios públicos -desde salud hasta el acceso al agua¹; (iv) reducción y cierre de fuentes de empleo por la contracción de la economía guatemalteca¹ -influido por la emergencia sanitaria del COVID-19; (v) la desaceleración del consumo local y nacional¹ y (vi) por eventos meteorológicos extremos provocados por la variabilidad climática¹.

7. RIMISP (2019) estima que el 63% de la superficie total del país es rural³⁸ y aproximadamente el 75% de su población vive en condiciones de pobreza y dependen de la agricultura de subsistencia³⁹. El sector rural del país presenta dos dinámicas bien diferenciadas: la zona norte se caracteriza por presentar el mayor porcentaje de la población indígena con alto grado de pobreza, mayor desigualdad social así como menores niveles de consumo de bienes y servicios; y las zonas sur y sur-oriente, con población mayoritariamente mestiza-ladina, con mayor actividad económica agrícola (RIMISP, 2019)⁷. Los principales factores que influyen en las condiciones de pobreza en la población rural son (i) el bajo nivel educativo, (ii) baja calidad nutricional, (iii) la tenencia de activos, (iv) aislamiento geográfico y (vii) la vulnerabilidad a desastres naturales⁷.

8. **Género.** En términos porcentuales según el censo 2018, las mujeres representan el 51,53% de la población total de Guatemala (7,678,190), sin embargo, respecto a condiciones se siguen perpetuando grandes brechas en equidad, desarrollo de derechos y autonomía económica, por ejemplo, hay una proporción mayor de mujeres en situación de pobreza, y estas representan 1/3 de la población económicamente activa, sus ingresos promedio alcanzan apenas 67% en relación a los ingresos que perciben los hombres⁴⁰. En general el 80.6% está dedicado a actividades de bajo nivel de productividad (CEPAL 2019b) o en el mercado informal, sumado a que una alta proporción de mujeres son trabajadoras domésticas y carecen de acceso al salario mínimo y sistemas de protección

³⁴ El Economista, 2019. Guatemala afronta una pobreza multidimensional del 61%. El Economista. Disponible en: <https://www.economista.net/actualidad/Guatemala-afronta-una-pobreza-multidimensional-del-61-20191126-0028.html>, consultado el 08 de mayo del 2021.

³⁵ ICEFI y UNICEF, 2016. Pobreza multidimensional infantil y adolescente en Guatemala: privaciones a superar. Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales, Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia. 62 P.

³⁶ CEPAL, 2020. El desafío social en tiempos del COVID-19. Alicia

³⁷ Para el Gobierno de Guatemala, la pobreza extrema es el nivel en el que se encuentran las personas que no alcanzan a cubrir el costo del consumo mínimo de alimentos. La línea de pobreza extrema representa el costo de adquirir las 2,246 calorías mínimas recomendadas para el área urbana, y 2,362 calorías mínimas recomendadas para el área rural. El valor de la línea para 2011 es Q. 4,380.0 por persona al año.

³⁸ RIMPISI, 2019. Territorios funcionales rural-urbanos en Guatemala: "La causa de la pobreza no es la ruralidad, sino el abandono que el Estado ha tenido históricamente a esas áreas". Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural. Disponible en: , consultado el 9 de mayo 2021.

³⁹ Banco Mundial. Guatemala: en 44% de los municipios rurales, tres de cada cuatro personas viven en pobreza. Nota de prensa, disponible en: <https://www.bancomundial.org/es/news/press-release/2013/04/30/mapa-de-pobreza>, consultado el 8 de mayo 2021.

⁴⁰ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

social. Se recalca el hecho de que el 97.2 % de personas dedicadas exclusivamente al cuidado del Hogar eran mujeres y el 2.8 por ciento hombres; en resumen, las mujeres dedican siete veces más tiempo que los hombres a actividades de cuidado no remuneradas, un promedio de 32.7 horas por semana que no se contabilizan como aporte a la economía del país y que suponen un valor equivalente a 20 por ciento del PIB (CEPAL 2019b). La situación es aún más crítica en zona rural, donde las mujeres en su mayoría desempeñan exclusivamente tareas domésticas y de cuidados. A ello se suma que, a pesar de que algunas mujeres tienen cultivos de traspatio para consumo familiar, en general no son dueñas ni heredan, y generalmente no se les permite trabajar las tierras de su familia o su comunidad porque se considera que esas labores deben ser hechas por los hombres (ONU, 2020). Aunado a esto enfrentan obstáculos adicionales para acceder a créditos bancarios, barreras que se incrementan si son analfabetas, monolingües y viven en entornos rurales, lo que las hace aún más económicamente dependientes de sus padres, esposos o convivientes (ONU Mujeres 2019; BID 2019: 16)⁴¹.

9. Bajo esta línea, se puede definir que Guatemala es un país con enorme disparidad de género en participación laboral: la participación masculina es superior al doble de la femenina, y las mujeres presentan mayores indicadores en informalidad y subempleo. En promedio las mujeres ganan un 85% del salario promedio de los hombres, y en el sector agropecuario un 64% (ONU, 2020).

10. En otros ámbitos, a pesar del avance en el marco normativo e institucional, los niveles de violencia contra las mujeres siguen siendo alarmantes. 48 426 denuncias por violencia contra la mujeres (PDH 2018: 22)⁴², 1 126 alertas de mujeres desaparecidas⁴³. Además, Guatemala registra una de las tasas más altas de muertes violentas entre las mujeres en el mundo, con 5 veces la tasa global, siendo el feminicidio una de sus causas con tasas de impunidad superiores al 90% (ONU,2020). Por otra parte, se registraron 5 823 víctimas de trata y delitos de explotación sexual entre 2010 y 2014; 57 % fueron niñas entre 12 y 17 años y 30 por ciento entre 18 y 30 años (CICIG y UNICEF 2016). En 2018, el MP registró 10 811 casos de violencia sexual y, según la PNC, 58 de cada 100 víctimas de violación fueron menores de 18 años (MP 2018)⁴⁴.

11. En cuanto a la participación política a nivel nacional (ONU Mujeres, 2020), para 2011 las mujeres constituyeron el 69.3% de los votantes. El salto más significativo en la participación de las mujeres, donde además se dio la inclusión de 6 mujeres candidatas en los 11 binomios presidenciables, tres como candidatas a presidente y tres como candidatas a vicepresidente incluídas dos mujeres indígenas. Por primera vez en la historia política de Guatemala, se eligió a una mujer como Vicepresidenta, sin embargo, a la fecha ninguna mujer ha ocupado la presidencia del Organismo Ejecutivo, lo que sí ha sucedido en los Organismos Legislativo y Judicial. En lo relativo a lo local, la participación política de mujeres en el Sistema Nacional de Consejos de Desarrollo es el mayor espacio de incidencia pues, para el año 2009, 190 mujeres participaban en los CODEDES (53 de ellas indígenas) junto a 881 hombres, más sin embargo, su participación se da todavía en los puestos de menor toma de decisiones⁴⁵.

⁴¹ Citados por: ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁴² 23 421 fueron por violencia psicológica, 17 774 por violencia física, 324 por violencia económica y 6 689 que no registraron la manifestación o tipo de violencia contra la mujer" (PDH 2018: 22).

⁴³ Según los datos del MP, entre el 6 de agosto de 2018 y el 26 de abril de 2019 se activaron 1 126 alertas Isabel Claudina, de las cuales 675 fueron desactivadas y 452 siguieron activas (ONU Mujeres 2019)

⁴⁴ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁴⁵ ONU Mujeres (2020) "Donde Estamos, Guatemala". Descargado de: [Guatemala | ONU Mujeres – América Latina y el Caribe \(unwomen.org\)](https://unwomen.org)

12. **Juventud.** En base al Censo 2018, las juventudes comprendidas entre los 13 y 30 años representan poco más de la tercera parte del conjunto de la población nacional (35.6%) con un patrón similar al nacional respecto a la distribución por sexo de mujeres (51.4% son mujeres. La población nacional total del país es mayoritariamente urbana (53.9%) mientras que la Juventud Rural representa el 43,4%, de la población Joven total, donde el 44,2% son personas cuya identidad corresponde a los pueblos originarios maya, xinka y garífuna⁴⁶.

13. En términos de alcance en educación, derechos y desarrollo económico, sigue existiendo una brecha en un país cuya pirámide poblacional sigue teniendo sus bases situadas en la población joven económicamente activa. Por ejemplo al menos el 11.3% de la población juvenil ejerce la jefatura de hogar y encabeza aproximadamente 2 de cada 10 hogares⁴⁷, una responsabilidad tradicionalmente asociada a la etapa vital adulta ⁴⁸, y sin embargo de las personas jóvenes de 13 a 30 años, 9 de cada 10 reportó no contar con afiliación a algún servicio de salud, mientras solo 1 de cada 12 declaró contar con atención en el IGSS⁴⁹. Se destaca en este ámbito la existencia de brechas sustantivas de acceso por género: mientras 1 de cada 10 hombres cuenta con esta atención en salud, solamente 1 de cada 15 mujeres, elemento que se agrava si se relaciona con temas de identidad (poblaciones indígenas) y de sector (rural o urbano) (CONJUVE-UNFPA, 2020).

14. En lo relacionado a educación (Censo 2018), el 80.8% de la población de 15 años y más reporta saber leer y escribir, lo que se traduce a que al menos 2 de cada 10 carecen de estas habilidades básicas. Sin embargo, entre las juventudes de 13 a 30 años estas proporciones muestran una tendencia diferente respecto de la población general pues sólo el 6.8% es analfabeta El promedio de años de escolaridad del conjunto de la población a nivel nacional es de 6.2 años, es decir cubriría aproximadamente la temporalidad necesaria para aprobar el nivel primario (Censo 2018)⁵⁰. Entre los jóvenes de 16 a 18 años, se observa que en ninguna de las categorías descriptivas-sexo, identificación étnica, y área de residencia- alcanza el parámetro mínimo de 9 años de escolaridad que indicaría un nivel básico completo. De hecho, en todas las categorías el promedio de años de escolaridad es menor a 8, indicando un nivel básico incompleto. Los datos indican también que quienes pertenecen a pueblos originarios y a la población rural presentan promedios de escolarización que rebasan ligeramente los 6 años que se necesitan para completar el nivel primario (CONJUVE-UNFPA, 2020).

15. La tasa de desempleo juvenil es el doble de la tasa de desempleo nacional, y los jóvenes son aún más afectados que los adultos por el subempleo, la informalidad, los bajos ingresos y la inactividad. Guatemala presenta niveles muy altos de empleo no remunerado para los jóvenes (20% del empleo total). El desempleo juvenil femenino es el doble que

⁴⁶ CONJUVE-UNFPA (2020). Documento Analítico de Juventudes en Guatemala. Guatemala.

⁴⁷ Cabe destacar que la mayoría de jóvenes jefes(as) de hogar se concentran en los grupos de edad de 25 a 30 años (67.3%) y en el de 19 a 24 años (30.7%), y de manera marginal entre aquellos de 16 a 18 años (1.9%) y de 13 a 15 años (0.1%).

⁴⁸ Según el Censo 2018, las jóvenes guatemaltecas de entre 13 y 30 años reportaron un promedio de edad de 19.2 años al nacimiento de su primer(a) hijo(a) (Tabla 14), siendo este levemente menor entre mujeres pertenecientes a pueblos originarios (19.1 años) o que habitan en zonas rurales (18.8 años). En 2015 al menos el 20.7% de las jóvenes entre 15 y 19 años eran madres (ENSMI, 2015), una tendencia confirma los datos del Censo 2018 analizados en el apartado previo. Es importante señalar que el embarazo en la adolescencia, además de comprometer el curso de vida de las mujeres jóvenes, puede conllevar violencia sexual.

⁴⁹ No obstante, existen matices y diferencias en el acceso a la seguridad social, en tanto no es un derecho universal, sino que está asociada al estatuto del trabajo formal asalariado. Por ejemplo, una proporción aproximadamente diez veces mayor de jóvenes en los rangos de 19 a 30 años respecto de jóvenes de 13 a 18 años declararon tener filiación al IGSS. Es probable que estos últimos tengan acceso de manera indirecta como beneficiarios de sus padres

⁵⁰ CONJUVE-UNFPA (2020). Documento Analítico de Juventudes en Guatemala. Guatemala.

el de los hombres (70.8% de los hombres se encuentran dentro de la PEA⁵¹ y, de manera inversa, el 68.7% de las mujeres declaró encontrarse dentro del PEI⁵²)⁵³. Casi la totalidad de los jóvenes guatemaltecos asalariados tienen un ingreso inferior al costo de la canasta familiar y en las zonas rurales sufren de precariedad en la economía informal (80% sin contrato) y la mitad del salario nacional mínimo, lo que les empuja cada vez más a emigrar a las zonas urbanas o al extranjero⁵⁴ (CONJUVE-UNFPA, 2020); adicionalmente, la mayoría de ellos nunca han tenido un trabajo. Las juventudes suelen experimentar mayores niveles de precariedad en comparación con la población general. Por ejemplo, se observa que casi tres cuartas partes (73.9%) de las juventudes ocupadas asalariadas reportaron trabajar sin el respaldo de un contrato que formalice su relación laboral. Además, entre quienes sí laboran bajo un contrato, al menos 1 de cada 6 es de carácter temporal o por obra determinada (CONJUVE-UNFPA, 2020).

16. Es necesario mencionar que Guatemala, como otros países de la región, ha sido parte de las zonas con mayor incidencia en temas migratorios en 3 líneas: alta migración campo ciudad, migración internacional y sector de paso/acogida a migrantes inter e intrarregionales por ser zona de tránsito hacia Norteamérica⁵⁵. Dicho fenómeno aqueja principalmente a jóvenes en edad productiva de zonas rurales, y es producto de la desarticulación de estos territorios como consecuencia de las políticas e inversión pública, que favorecen a las ciudades, falta de desarrollo económico, educativo y cultural en las zonas, poca tenencia de tierra, la violencia general y elementos relacionados a Desastres y Cambio Climático. Por ejemplo, para 2002 el censo reportó que el número de migrantes internos pasaba del millón de personas, en una comparativa porcentual en 2002 y 2013 la Población Rural se redujo del 53,9% al 48,2%⁵⁷. En cuanto a la migración Internacional, a pesar de la ralentización del flujo de salidas, la Oficina de Aduanas y Protección Fronteriza estadounidense informó que en abril de 2021 se reportaron más de 30.000 encuentros con migrantes guatemaltecos en la frontera suroeste, en total se estimó que para 2019 1,368,431 salieron del país hacia otros lugares, de los cuales 16,9% son niños, niñas y jóvenes hasta los 19 años. Sin embargo la misma situación COVID ha generado un paulatino “regreso” de personas migrantes tanto al país, como a sus zonas de nacimiento, con un dato de cerca de 45,572 personas retornadas⁵⁸.

17. **Trabajo infantil.** Guatemala tiene una de las tasas más altas de trabajo infantil del hemisferio occidental. Se calcula que la mano de obra guatemalteca incluye aproximadamente un millón de niños entre 5 y 17 años. La mayor parte del trabajo infantil se ha detectado en las zonas rurales indígenas. Los sectores informal y agrícola emplean

⁵¹ Población Económicamente Activa

⁵² Población Económicamente Inactiva

⁵³ CONJUVE-UNFPA (2020). Documento Analítico de Juventudes en Guatemala. Guatemala.

⁵⁴ Al menos el 66.8% del total de hogares del país reportaron migrantes jóvenes, también se ha acelerado el ritmo de salida del país, el promedio anual de jóvenes migrantes es aproximadamente 3.2 veces mayor en el período 2017-2018 respecto del período 2002-2006. También se ha incrementado el peso proporcional de las personas jóvenes en el conjunto global de la migración internacional entre el período inicial y el final observados. Si para el período 2002-2006 las juventudes de 13 a 30 años integraban aproximadamente 6 de cada 10 migrantes, para el período 2017-2018 representan casi 7 de cada 10 (ONU, 2020).

⁵⁵ Para 2002, el 49% de inmigrantes²⁶ que llega a Guatemala es de origen centroamericano, y el 51% restante proviene de otras nacionalidades

⁵⁶ En Julio 2019 también fue firmado como “Tercer País Seguro” en convenio decretado por Trump y Morales, convirtiéndolo en sector de acogida para personas migrantes extraditadas por USA. Este acuerdo sin embargo fue derogado por Biden en febrero de 2021.

⁵⁷ Este no es un indicador de desplazamiento únicamente, pero sí de como la migración y otros factores han transformado la dinámica rural y urbana en composición poblacional.

⁵⁸ Según OIM, casi un 60% de la niñez retornada desde México y Estados Unidos, identifica su origen en uno de los 22 pueblos mayas guatemaltecos. Entre enero y junio del 2021, las autoridades migratorias en Guatemala registraron 2 623 retornos de niñas, niños y adolescentes migrantes no acompañados, el 96.8% corresponde a retornos desde México, el 3% de Estados Unidos y el resto a otras localidades. 6 de cada 10 chicos retornan vía terrestre a la ciudad de Quetzaltenango, en el altiplano, y el resto vía aérea. El 79.4% son niños y el 20.6% niñas.

regularmente a niños menores de 14 años, normalmente en pequeñas empresas familiares.² En este sentido, la necesidad de integrar las preocupaciones sobre el trabajo infantil en la labor de los empleadores, los trabajadores y las organizaciones de pequeños productores, al tiempo que se llega a los trabajadores no organizados y a los pequeños productores se considera esencial. Cabe destacar que el FIDA es uno de los miembros fundadores de la Asociación Internacional para la Cooperación sobre el Trabajo Infantil en la Agricultura (IPCCLA) que comprende la OIT, la FAO, el IFPRI, el CGIAR y la UITA.

18. La Constitución política de la República de Guatemala prohíbe el trabajo de niños menores de 14 años. Guatemala ha hecho avance significativo en erradicar el trabajo infantil en últimos años. Resultados principales significativos incluyen: Ratificación e todas las convenciones internacionales para la eliminación del trabajo infantil; desarrollo del Plan Nacional para la eliminación del trabajo infantil incluyendo mecanismo para el monitoreo y evaluación así como sistemas de protección social y modelos invocadores para la atención a los niños, niñas y adolescentes. Ha promovido varias campañas para la prevención del trabajo infantil y para operar la ejecución y coordinación en nivel departamental se ha impulsado la creación de comités en nivel departamental Agro Cámara ha sido premiada por la Organización Internacional de trabajadores por sus constantes esfuerzos en eliminar el trabajo infantil.

19. **Pueblos indígenas.** Los pueblos indígenas constituyen 43.5 % de la población (Censo 2018), uno de los porcentajes más altos en América Latina (INE 2019). Además, 0.2 % se auto identifican como población afrodescendiente (INE 2019). La situación de los pueblos indígenas en Guatemala presenta discrepancias en la protección de los derechos, a pesar de su reconocimiento formal a partir de los Acuerdos de Paz de 1995, los pueblos Maya, Xinka y Garífuna enfrentan una continua exclusión económica, política y social. Las mujeres indígenas de 15 años o más presentan la tasa de participación laboral más baja, el porcentaje más alto de población ocupada en el sector informal (87.7%) y el ingreso promedio laboral más bajo⁵⁹.

20. Entre los pueblos indígenas, el índice de pobreza alcanza 79.2 %, a pesar de que Guatemala mantenga un crecimiento económico de 3.5% del PIB (Consejo de Derechos Humanos 2016: 12-13, 2017: 5). De cada 10 niñas, niños y adolescentes indígenas, 8 viven en pobreza; 60% de niñas y niños indígenas menores de 5 años sufren de desnutrición crónica; y de cada 10 niños, niñas y adolescentes indígenas, solo 6 terminan la primaria, 2 la secundaria y 1 accede a la universidad (ONU, 2020).

21. Es necesario mencionar que las Poblaciones Indígenas carecen de suficientes mecanismos para auto identificarse en los distintos instrumentos estadísticos y administrativos de las instituciones públicas del país. Además, estos pueblos son objeto de numerosos desalojos forzosos de sus territorios, aunado al uso excesivo de la fuerza pública, la ausencia de políticas de reubicación digna y compensación adecuada, la criminalización y las amenazas en su contra por defender y administrar sus tierras, territorios, trabajo y recursos naturales⁶⁰. De igual forma, los pueblos indígenas continúan enfrentando retos en el ejercicio del derecho a la consulta previa, libre e informada ante toda medida legislativa y administrativa que les afecte directamente, en particular en

⁵⁹ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁶⁰ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

relación a inversiones sobre sus tierras y territorios. Durante los últimos años se llevaron a cabo numerosos desalojos forzados, principalmente en el marco de proyectos conservacionistas y de inversiones que afectaron en su mayoría a personas indígenas, sin que se hubieran tomado en cuenta la situación de tenencia colectiva-ancestral de la tierra y la capacidad de conservación tradicional de recursos naturales de los pueblos indígenas (Consejo de Derechos Humanos 2018b: 9–12).

22. **Grupos marginados.** Con respecto a educación, las personas en la zona rural cuentan con menores posibilidades de educación: a nivel país solamente una cuarta parte de los estudiantes que inician sus estudios en la primaria llegan al ciclo diversificado, pero cerca de la mitad de los hombres y mujeres rurales solo han aprobado la educación primaria. La tercera parte de las mujeres rurales son analfabetas, así como una cuarta parte de los hombres rurales (ONU, 2020).

23. En temas complejos como la educación para la sexualidad, una quinta parte de las mujeres mayores de 15 años no saben cómo evitar un embarazo, ni la mitad de las mujeres indígenas. Una quinta parte de las mujeres guatemaltecas entre 15 y 19 años es madre o ha estado embarazada. Guatemala tiene una de las tasas más altas de fecundidad de ALC en niñas y adolescentes, elemento que también puede estar vinculado al abuso y a situaciones de relaciones de abuso de poder (ONU, 2020).

24. Sobre la educación digital existen barreras para el uso de las TIC, pues del total de personas censadas con 7 años o más, el 37% no usa celular; el 78% no usa computadora y el 69% no usa internet⁶¹. La brecha digital es todavía más notoria en el uso combinado de conexión y dispositivos, ya que menos de la tercera parte de las personas censadas utilizan celular e internet, y una quinta parte pueden combinar computadora e internet; celular y computadora, o celular, computadora e internet. La capital duplica a Alta Verapaz en el acceso al celular, y la cuadruplica en el uso de la computadora y de internet. Las mujeres reportan menor acceso en los tres dispositivos (ONU, 2020).

25. En el ámbito migratorio la cantidad de personas que sale del país va en aumento —en 2016 la tasa de migración fue de 14.1 por ciento, sobrepasando la de 2010, que corresponde al 10 por ciento— con altos costos para las personas migrantes, especialmente para las mujeres y las personas LGTBIQ, en términos monetarios y de seguridad (ONU, 2020). Guatemala también es un país de origen de personas refugiadas: a diciembre de 2017 había aproximadamente 16 000 personas refugiadas guatemaltecas, y entre 2010 y 2016 el número de personas guatemaltecas solicitantes de asilo se incrementó en 776 por ciento. La cantidad de personas retornadas también ha aumentado, y hay un gran número de personas desplazadas internamente en Guatemala —muchos de los cuales son motivados por los desalojos—, así como de personas en tránsito migrantes y refugiadas⁶².

26. Respecto a personas con discapacidad, cerca del 10.4% de la población total nacional reporta alguna dificultad para ver, oír, caminar, comunicarse, concentrarse/recordar o realizar actividades de cuidado personal, es decir que experimenta alguna discapacidad.

⁶¹ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁶² Sobre esto último, se estima que por lo menos 375 100 personas transitaron por Guatemala entre enero y diciembre de 2018, parte de las cuales se movilizaron dentro de las llamadas “caravanas” o movimientos masivos de personas surgidos desde finales del año 2018 (ONU, 2020)

Esta proporción se reduce a casi la mitad entre la población joven del país (5.0%) (INJUVE.UNFPA, 2020).

27. Seguridad alimentaria y nutrición. Guatemala tiene la cuarta tasa más alta de desnutrición en el mundo y la más alta de ALC. En 2019, Guatemala ocupó el 68° lugar en seguridad alimentaria de 113 países, y solo 40 % de los hogares guatemaltecos tenían seguridad alimentaria⁶³. Aproximadamente 77% de los hogares tienen una dieta deficiente o inadecuada, caracterizada por un elevado consumo de cereales (maíz) y un bajo consumo de alimentos de origen animal, y de frutas y verduras. La desnutrición crónica infantil (retraso del crecimiento) es muy elevada: según la Organización Mundial de la Salud, afecta a 47% de todos los niños menores de cinco años, a 58% de los niños indígenas y a 66 % de los niños del quintil de bienestar más bajo, mientras que, por otro lado, el sobrepeso y la obesidad afectan a más del 50% de la población adulta (ONU, 2020).

28. Otros factores que contribuyen a los altos niveles de retraso del crecimiento son la poca formación y apoyo en hábitos nutricionales y prácticas de alimentación infantil (solo el 50 % de los bebés y los niños reciben una dieta mínima aceptable), además de deficiencias en la salud ambiental (más de 30 % de los hogares carecen de acceso a saneamiento seguro) (ONU; 2020). Pero además, y no menos importante, existe una importante dependencia de las familias con respecto a las remesas, especialmente en familias rurales encabezadas por mujeres. A lo que podemos sumar los prevalentes niveles de pobreza y pérdida del poder adquisitivo de los salarios, así como al aumento del costo de la canasta básica alimentaria (ONU, 2020).

29. En promedio, los hogares en el área urbana en el año 2017 solo pudieron acceder a 72.4% de los alimentos requeridos y en el área rural a 44.8% (por ejemplo, entre las mujeres mayas a diciembre de 2017 el salario promedio solo les permitía comprar 28.3 por ciento de la canasta básica alimentaria)⁶⁴. La desnutrición crónica también está ligada a la alta vulnerabilidad a enfermedades que afectan el aprovechamiento biológico de los alimentos, particularmente enfermedades prevenibles como la diarrea e infecciones respiratorias, cuyas raíces están en la falta de acceso a agua potable y saneamiento mejorado, sumándose a la escasa protección social y bajo gasto público en desarrollo social, exacerbado por la problemática del cambio climático, degradación ambiental y fenómenos geodinámicos, así como la expansión de monocultivos (Hurtado 2008 citado por ONU, 2020), lo cual ha afectado especialmente a las poblaciones cuya subsistencia depende primordialmente de la agricultura. Es alarmante el reciente repunte de casos de desnutrición aguda con un crecimiento de 12 382 casos en 2018 a 13 198 casos registrados hasta mediados de octubre de 2019 (SIINSAN 2019).

1.2 Contexto medioambiental y climático, tendencias y repercusiones

30. Biodiversidad. Guatemala tienen una extensión continental de 10.86 millones de hectáreas (Mha), con amplia diversidad de paisajes y recursos naturales, siendo reconocido por la Convención de la ONU sobre la Diversidad Biológica como un país mega diverso, situada en el lugar 19 a nivel mundial, por poseer 7 biomas, 14 ecorregiones, 14 zonas de vida y siete humedales, donde se distribuyen en total 18,398 especies de flora y fauna⁶⁵. Esta amplia biodiversidad mantiene un vínculo directo con la rica interculturalidad

⁶³ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁶⁴ ONU (2019). Análisis común país: Guatemala. Guatemala

⁶⁵ MARN, 2017. Informe Ambiental del Estado.

de los pueblos originarios y comunidades lingüísticas presentes en el país, quienes históricamente mantienen profundos conocimientos ancestrales en el uso y manejo de la diversidad biológica del país, donde el 43.75% de la población total de Guatemala es indígena⁹.

31. **Principales usos actuales de la tierra.** De acuerdo a la FAO en su informe sobre la "Evaluación de los recursos forestales mundiales 2020, informe Guatemala", reporta que el 33.9% de la superficie total del país está cubierta por bosques; el 22.6% por matorrales, 22.2% la agricultura, 15.2% pastizales (incluye áreas para la ganadería) y el 6.1% restante en otros diversos usos del suelo (Cuadro 1). Estos datos indican que el porcentaje de las tierras del país que se dedican a la actividad agropecuaria es superior 3.5 puntos porcentuales a las tierras cubiertas por bosques, lo que denota el peso específico que tiene el desarrollo de las actividades agrícolas y ganaderas en el país.

Cuadro 1. Usos del suelo para Guatemala en el 2020.

Uso del suelo	Superficie		Uso del suelo	Superficie	
	ha	%		ha	%
Bosques	3,685,308.28	33.9	Cultivos permanentes de plantas o tallos **	97,718.82	0.9
Matorral	2,451,871.64	22.6	Hule	82,457.70	0.8
Pastizales *	1,654,487.46	15.2	Árboles dispersos	68,319.38	0.6
Agricultura anual **	1,206,461.23	11.1	Zonas agrícolas heterogéneas **	54,298.27	0.5
Café **	457,654.61	4.2	Cultivos permanentes herbáceos *	51,981.34	0.5
Caña de azúcar **	350,474.94	3.2	Suelo sin determinar su uso (por nubosidad)	51,179.91	0.5
Cuerpos de agua	178,996.72	1.6	Banano-plátano **	49,729.21	0.5
Urbano	139,060.60	1.3	Espacios abiertos sin o con poca vegetación	35,730.61	0.3
Palma africana **	111,572.66	1.0	Cultivos permanentes arbóreos **	31,116.98	0.3
Humedales	106,880.99	1.0	Cultivos permanentes arbustivos **	3,601.46	0.03
Subtotal (a)	10,342,769.13		Subtotal (b)	526,133.68	
Superficie total (a+b):	10,868,902.81				

* Actividades clasificadas para el sector pecuario.

** Actividades clasificadas para el sector agrícola.

32. **Agricultura.** En el 22.2% del territorio nacional se desarrollan las actividades agropecuarias (2.41 Mha)⁶⁶, pero debido a la importancia que tiene la agricultura para la

⁶⁶ FAO, 2020. Evaluación de los recursos forestales mundiales 2020: informe Guatemala. Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura. 65 pág.

sobrevivencia de la población, se estima que este porcentaje puede ser mayor⁹. De acuerdo al Ministerio del Ambiente, más del 80% de la superficie de las tierras donde se cultivan granos básicos no son aptas para la agricultura, los cuales son la base alimentaria del país⁹. Tomando en cuenta el número y tamaño de las fincas así como la clasificación de productores agrícolas del país (Cuadro 1), indican que el 92.05% de los productores agrícolas son de infra subsistencia y subsistencia, siendo dueños sólo del 22% de la superficie total de las fincas censadas, lo que representa una dificultad el acceso a la tierra y coincide que la mayor parte de estos productores se localizan en tierras no aptas para la agricultura y de pobreza⁹.

Cuadro 1. Número de fincas por tamaño, superficie total y clasificación de productores agrícolas para Guatemala.

Tamaño de la finca	Número de fincas	Número de fincas en %	Superficie de la finca en ha	Superficie en %	Clasificación de los productores
Menores de 1 mz *	375,70	45.23	120,689.10	3.24	Infra-subsistencia
De 1 a menos de 2 mz. *	185,196	22.29	169,619.10	4.56	Subsistencia
De 2 a menos de 5 mz *	157,681	18.98	314,607.30	8.45	
De 5 a menos de 10 mz *	46,099	5.55	208,627.30	5.61	
De 10 a menos de 32 mz	39,599	4.77	472,220.70	12.69	Excedentarios
De 32 a menos de 64 mz	10,929	1.32	329,501.90	8.85	
De 1 caballería (Cab) a menos de 10	14,593	1.76	1,288,898.10	34.64	Comerciales
De 10 Cab a menos de 20	610	0.07	359,109.80	9.65	
De 20 Cab a menos de 50	222	0.03	282,524.20	7.59	
De 50 Cab y más	47	0.01	175,288.40	4.71	
Total	830,684	100	3,721,086.60	100	

* Criterio potencial para la focalización de la población objetivo para el ciclo del COSOP 2022-2027.

33. Los análisis espaciales realizados por GIMBOT (2014)⁶⁷, indican para el periodo 2001-2010, la pérdida de la cobertura forestal fue de 437,827 y el incremento de la superficie dedicada a la agricultura fue de 419,757 ha, lo que evidencia la presión y expansión de la frontera agrícola en áreas de los bosques nativos.

34. Como ha sido indicado anteriormente, más del 50% de la población total del país habitan en zonas rurales, presenta los mayores índices de pobreza, exclusión social, limitado acceso a la tierra, y es donde ocurre la mayor parte de la actividad agrícola, y aunque estas dinámicas sociales y económicas no son los únicos factores, si son impulsores

Box 1

Uno de los mayores problemas de Guatemala es el acceso a la propiedad por parte de las familias del medio rural sin tierra o con tierra insuficiente para su desarrollo y bienestar, para lo cual el Congreso de la República creó el Fondo de Tierras mediante Decreto Ley 24-99 para atender dicha problemática. Este factor resulta preponderante considerando que las inversiones que realice el FIDA y el Gobierno de Guatemala a través de proyectos o programas en el presente ciclo del COSOP, requiere que la población objetivo cuente con acceso a tierras que potencie algunas de las inversiones a realizarse, sobre todo del tipo de infraestructura y equipamiento fijo.

clave que ejercen presión sobre los ecosistemas, provocando la pérdida de suelo, la pérdida del potencial natural de los suelos y la contaminación de los recursos hídricos⁹.

⁶⁷ GIMBOT, 2014. Mapa de bosques y uso de la tierra 2012 y Mapa de cambios en uso de la tierra 2001-2010 para estimación de emisiones de gases de efecto invernadero.

35. **Recursos hídricos.** Guatemala cuenta con tres grandes vertientes hidrográficas: Golfo de México, Atlántico y Pacífico, las cuales están conformadas por 38 cuencas hidrográficas y 194 cuerpos de agua. El país se ubica en el rango medio a nivel mundial del índice de pobreza hídrica (con valores entre 56 y 61)⁹.

36. A nivel de disponibilidad de agua, se estima que las cuencas hidrográficas del país generan anualmente 97,120 millones de m³ (Mm³), distribuyéndose en los siguientes sectores: 59.5% para uso agrícola (57,786 Mm³); 18% se encuentra en cuerpos de agua (17,482); 15.4% producción de energía (14,956 Mm³); 2.9% para la actividad industrial (2,816 Mm³); 1.1% uso domiciliario (1,068 Mm³), 0.2% para uso en la construcción (0.194 Mm³) y el 2.90% restante (2,816 Mm³) en otros usos⁹. De estas cifras, es notorio que el sector agrícola es el que demanda el mayor uso del volumen de agua. Por otra parte, el mayor número de cuencas hidrográficas de Guatemala, la calidad del agua es muy baja, donde se estima que el 40% de los municipios del país descargan las aguas residuales en los ríos; otro 40% provienen de las actividades agropecuarias (uso de agroquímicos, principalmente plaguicidas y fertilizantes); el 13% de las industrias y el 7% restante de las agroindustrias⁶⁸.

37. **Bosques.** Según el Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARN), el 65% de la superficie total del país es de vocación forestal, sin embargo, sólo el 33.9% de la superficie actual está cubierta por bosques. Cerca de la mitad de esta superficie boscosa está dentro de áreas naturales protegidas (ANP) y el resto fuera de éstas, lo que indica la relevancia de los bosques en las ANP.

38. La importancia económica de los bosques es significativa para el país, principalmente por los bienes en maderas preciosas que cubre la mayor parte de la demanda del mercado interno de la industria forestal, estimada en 800,000 m³/año; el consumo de leña para los hogares, principalmente en el medio rural se calcula en 11 millones m³/año, lo que indica que los hogares demandan 13.7 veces más madera que la industria forestal.

39. En 1990, la superficie boscosa del país era de 4,781,200 ha y para el 2020 es de 3,527,800 ha, mostrando una reducción neta de 1,253,400 ha. De acuerdo a los análisis de deforestación realizado por la FAO para el periodo 1991-2016, se estima que la tasa de deforestación durante el primer periodo de análisis 1991-2001 fue de 73,148 ha/año; para el segundo periodo 2001-2006 fue 48,048 ha/año; en el tercer periodo 2006-2010 se perdieron 41,139 ha/año y finalmente en el cuarto periodo 2010-2016 la pérdida anual fue de 18,045 ha/año.

40. En términos generales, se observa que en promedio para el periodo 1991-2016 se perdieron 45,095 ha de bosque por año; sin embargo, es notoria la tendencia en la reducción de la deforestación analizada entre los cuatro periodos evaluados, donde pasó de 41,139 ha/año en 1991 a 18,045 ha/año en el 2016. La mayor parte de la pérdida de los bosques ocurre en la parte norte del país (región del Petén).

41. Los principales impulsores de la deforestación identificados para el periodo citado son: (i) la expansión de la frontera agrícola y ganadera; (ii) uso de la leña en los hogares rurales como principal fuente de energía -se estima que el 65% de los hogares del país dependen de la leña para la cocina-; (iii) incendios forestales; (iv) invasiones en áreas naturales protegidas y (v) plagas y enfermedades forestales.

42. **Perfil de la vulnerabilidad climática del país.** En el contexto internacional, de acuerdo al Germanwatch en su reporte del Índice de Riesgo Climático Global 2021, para el periodo 2000-2019, Guatemala se ubica en el lugar 62 a nivel mundial con los impactos más severos por eventos climáticos extremos.

⁶⁸ Méndez Mora, 2013.

43. A nivel nacional, Guatemala es un país susceptible al cambio climático, donde la mayor parte de su territorio presenta un alto nivel de vulnerabilidad, definido en gran medida por los altos niveles de pobreza de la población, la inequidad social y crecimiento poblacional, los cuales inciden para que la población (particularmente rural) no tengan capacidad de respuesta y de adaptación contra los eventos climáticos extremos (sequías, huracanes, tormentas tropicales y frentes fríos principalmente). Se estima para el periodo 1998 al 2014, los daños y pérdidas acumuladas para el sector de infraestructura, agricultura y de salud fue de USD 3,500 millones (de este monto USD 1,850 millones correspondió al sector agrícola).

44. Para el periodo 1971-2014, se observó que la temperatura promedio anual como la precipitación total anual, mostraron un incremento en general sobre estas dos variables climáticas de interés. Lo notable es que la temperatura aumentó en las regiones más frías del país, mientras que en las regiones más cálidas del país disminuyó la temperatura. Las proyecciones para el 2050 indican que continuarán incrementando la temperatura media anual entre 2.5 y 4.1 °C.

45. Respecto a la precipitación total anual, se observan cambios en todas las regiones del país: en la región norte incrementó la precipitación en un 48%; en las regiones del caribe y transversal el incremento fue menor (2.3% y 9.6% respectivamente) y en el resto de las regiones el incremento en promedio fue del 18%. Las proyecciones al 2050 indican una reducción entre el 9.5% al 12.4%.

46. **Impactos del clima en los sistemas productivos.** En términos generales, los impactos de la variabilidad climática en diferentes sectores del país han sido significativos: (i) para el sector energético, hasta el 2010 se registró una reducción de la generación de energía hidroeléctrica del 34% por las sequías provocadas por el fenómeno de El Niño y en (ii) el sector agrícola, principalmente en los pequeños productores, perdieron en promedio, el 55% de su producción de granos básicos por las sequías, debido en gran medida, a la baja capacidad de respuesta de los productores (se estima que a nivel nacional, sólo el 16% de los productores implementan acciones para adaptarse a los efectos del clima).

47. En lo particular, eventos extremos recurrentes como sequías prolongadas y/o huracanes y tormentas tropicales han sido los principales fenómenos hidro-meteorológicos relevantes del país que han impactado negativamente todos los sectores económicos y sociales. Por ejemplo, el fenómeno de sequías prolongadas recurrentes en el periodo 2012-2018, o tormentas y huracanes desde 1998 con el Mitch, pasando por la tormenta Stan y Agatha de 2007 y 2010 respectivamente, que juntas sumaron estragos lamentables al sector con pérdidas económicas importantes.

48. Estimaciones del MAGA en dicho informe, dan cuenta estimada de un área dañada de 136,761.20 hectáreas, y 204,500 familias afectadas. Con una importante estimación de pérdida económica de Q. 897,160,992.35. Los cultivos más afectados fueron maíz, frijol, plátano, banano, tomate, cebolla y brócoli, sumando daños en cardamomo y café; cultivos referentes de la zona, así como impacto al sector ganadero de la región.

49. También impacta con el incremento de precios de productos de consumo diario. El MAGA reportó incremento en el frijol hasta un 30% respecto a los registros previos a los eventos climáticos extremos. Aunque sin detallar, se indica que también el maíz, el plátano y el banano presentaron aumento de precios, sobre todo por haber afectado a productores del área norte del país dedicadas a su producción. Para el caso de la producción pecuaria, se estima un total de 1, 124,076 animales muertos y 6,922 familias afectadas.

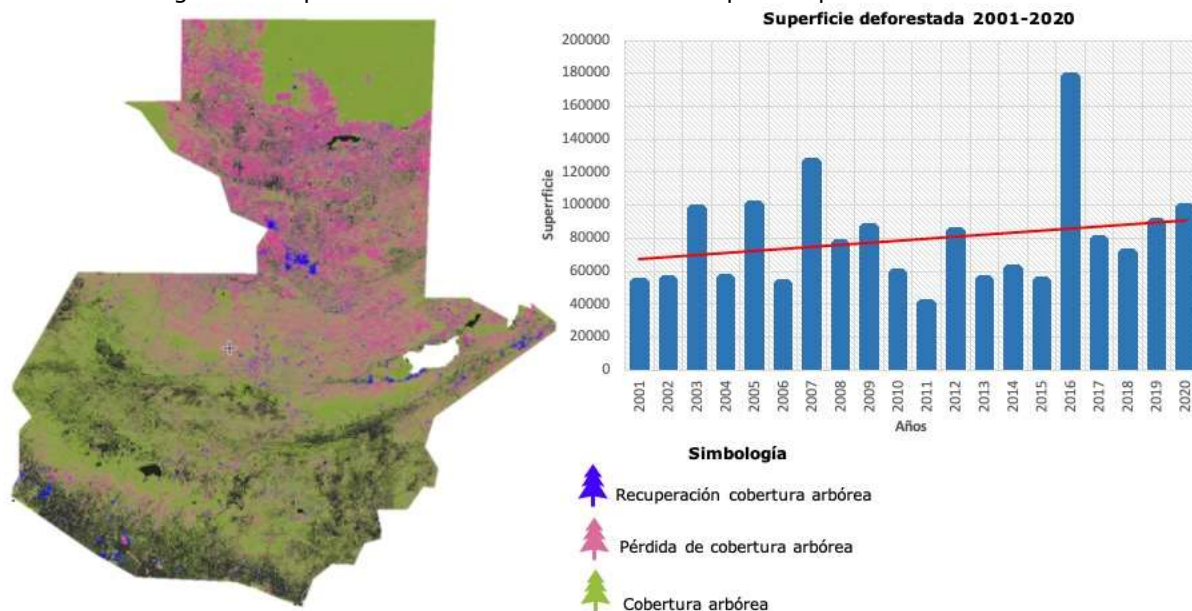
50. UNOCHA 2017, consultado en el CCA, indicó que para 2017, se estimaba que alrededor de 900,000 personas enfrentaban inseguridad alimentaria moderada a severa debido a los efectos del fenómeno El Niño, canícula prolongada y sequía. Esta situación se

agrava para familias de agricultores de infra subsistencia y subsistencia, quienes, derivados de dichos impactos negativos, se han visto obligados a vender sus activos agrícolas, como herramientas de labranza, animales e insumos, impidiéndoles reiniciar un nuevo ciclo agrícola que les permita recuperarse (PMA, SESAN y UNICEF 2018).

51. Las proyecciones de los impactos en los **recursos naturales** prevé una reducción en la disponibilidad de los recursos hídricos debido a la reducción en la precipitación anual asociada al incremento de la temperatura en el mediano y corto plazo, estimándose al 2050 que reducirá entre el 5% al 30% respecto al periodo base (2010), siendo las más afectadas la región del Corredor Seco y en el Petén, ambas en zonas fronterizas con El Salvador y Honduras. También se espera para el 2050, que los bosques secos y muy secos se extiendan en un 20% debido a los cambios en el clima y por el contrario, los bosques húmedos, muy húmedos y pluviales se reduzcan en un 60% respecto a su superficie actual.

52. **Riesgo de deforestación.** Fue analizada la deforestación para el periodo 2001-2020 con base a la información generada en la plataforma del Global Forest Watch⁶⁹. Los resultados indican que desde el 2001 hasta 2020 el país perdió en total 523 mil hectáreas de bosque primario húmedo (bosques intactos). En relación a la cobertura de bosques naturales denominados de segundo crecimiento o que sufrieron alguna alteración (para diferenciarlos de los bosques primarios), la pérdida estimada para ese mismo periodo fue de 1.59 millones de hectáreas (Mha) (ver figura 1). Como se puede observar en el mapa, es notorio que la deforestación se concentra principalmente en la zona centro y norte del país.

Figura 1. Mapa de deforestación de Guatemala para el periodo 2001-2020.



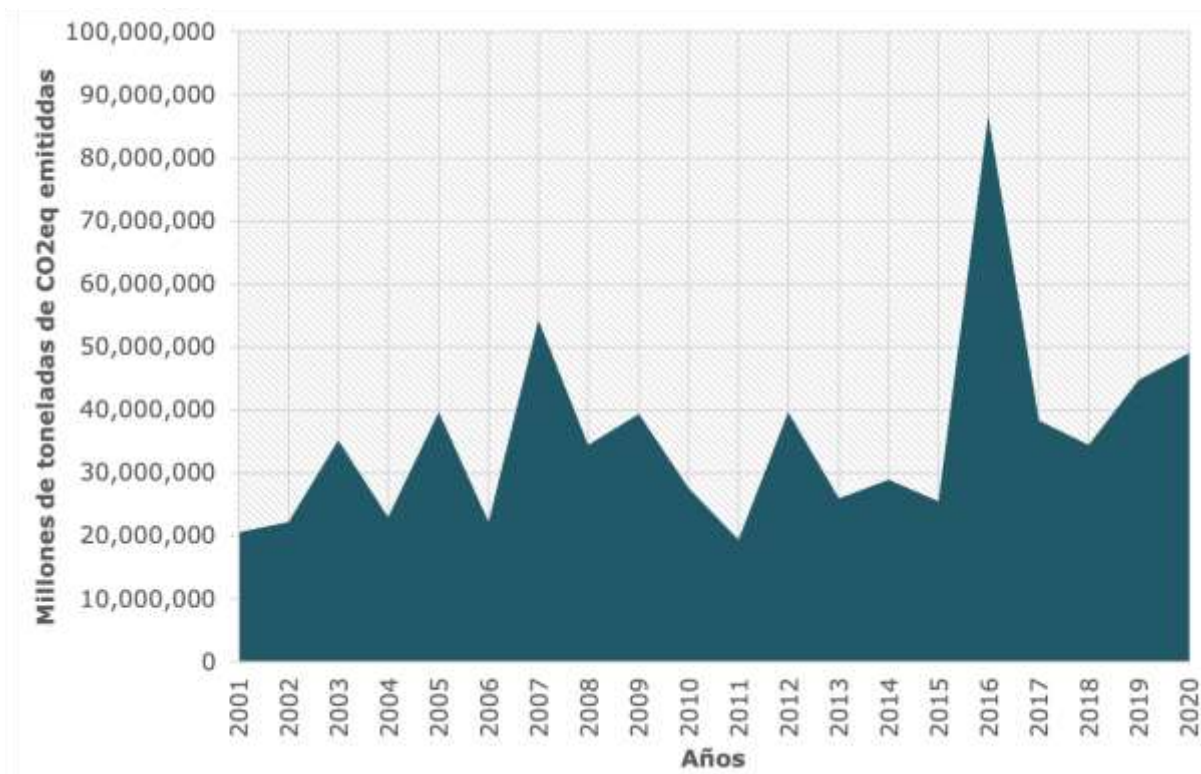
Fuente: elaboración propia con datos e información generada y procesada en Global Forest Watch, 2021.

53. Las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) asociadas a la deforestación de áreas boscosas analizadas para el periodo 2001-2020 fue de 731 millones de toneladas de carbono equivalente (MtCO₂eq). De acuerdo al análisis de la figura 2, la mayor cantidad

⁶⁹ <https://www.globalforestwatch.org>

de emisiones liberadas fue en el año del 2015 y el resto de los años presenta una tendencia a la alza, aunque no muy pronunciada.

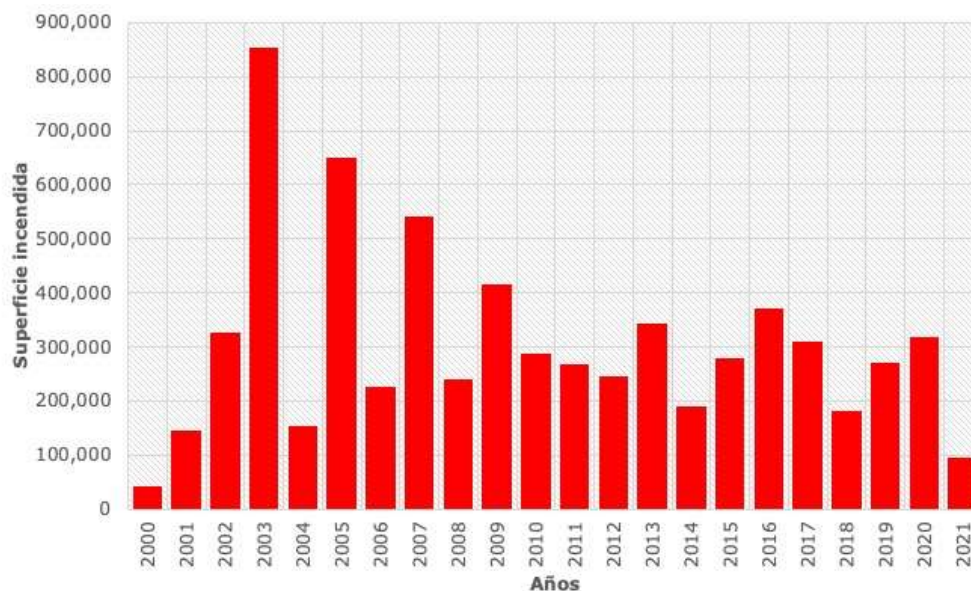
Figura 2. Emisiones de GEI emitidas por deforestación para el periodo 2001-2020 en Guatemala.



Fuente: elaboración propia con datos e información generada y procesada en Global Forest Watch, 2021.

54. Los procesos que impulsan la deforestación se concentran principalmente por los incendios forestales y la expansión de la frontera agrícola. Para el periodo 2001-2020, los incendios forestales afectaron a más de 6.7 millones de hectáreas. El 2003 fue el año donde se registró la mayor cantidad de superficie siniestrada por los incendios forestales, con 850 mil ha (ver figura 3.).

Figura 3. Superficie afectada por incendios forestales durante el periodo 2001-2020.



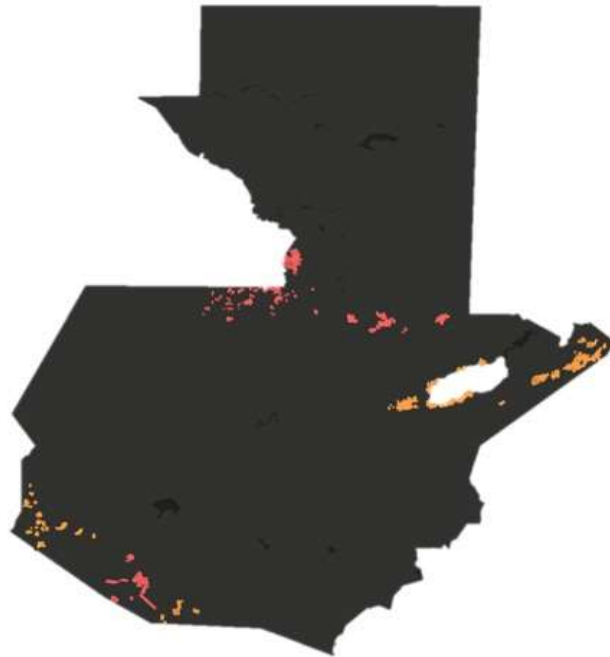
Fuente: elaboración propia con datos e información generada y procesada en Global Forest Watch, 2021.

55. Respecto a la expansión de la frontera agrícola en las áreas boscosas (tanto de bosques primarios como bosques alterados), los impulsores de la deforestación están relacionados con satisfacer las necesidades de los hogares del país (el detalle se describe en el párrafo 41 de la presente sección) pero también está impulsada por un proceso reciente del sector agrícola: el cultivo de la palma de aceite.

56. Conforme a los datos registrados por Global Forest Watch (GFW), para el 2019 las concesiones otorgadas por el Gobierno de Guatemala para las plantaciones de la palma de aceite se focalizan puntualmente en dos zonas del país: en la región sur y en la franja central -en color rojo y naranja- (ver figura 4). La palma de aceite se cultiva en la costa sur de Guatemala así como en los departamentos de Petén, Izabal, Quiché y Alta Verapaz en el norte. La producción de palma de aceite como la caña de azúcar se solapa principalmente con las áreas protegidas⁷⁰ del norte (ver figura 5). La alta valoración de estas tierras para su uso productivo ha contribuido a la progresiva privatización de las tierras protegidas. GFW señala que existen hasta el 2020, 20 fábricas para procesar el aceite de palma ubicadas en las dos zonas ya señaladas anteriormente.

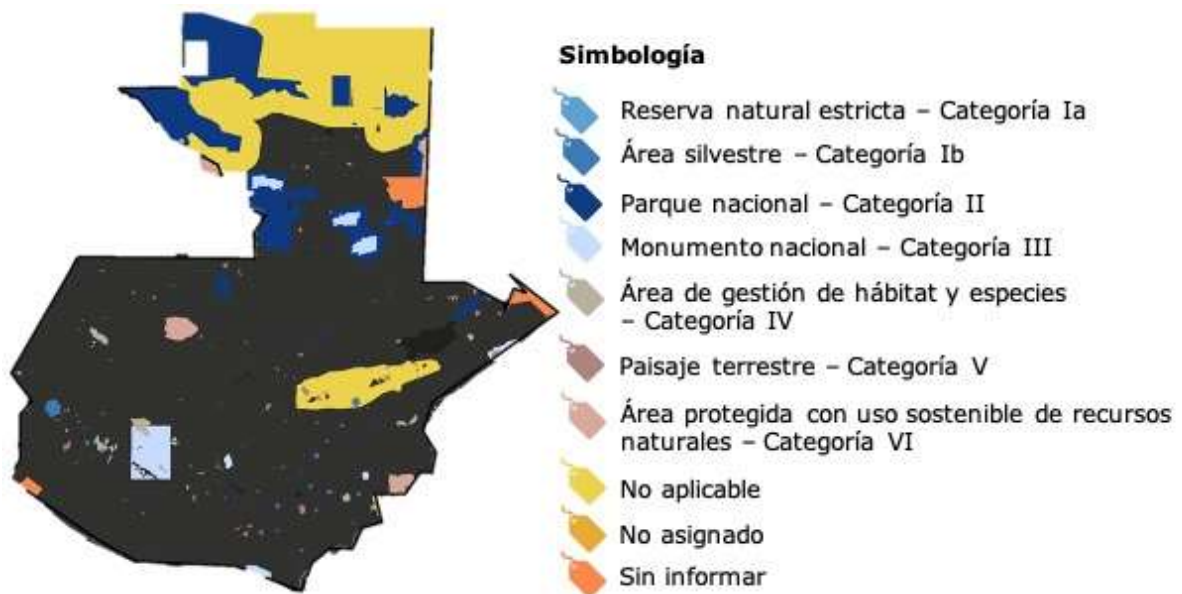
⁷⁰ Guatemala tiene 14 sitios de categoría II de la UICN, 13 de categoría III, 31 de categoría IV y un sitio del Patrimonio Mundial Natural de la UNESCO.

Figura 4. Concesiones para el cultivo de la palma de aceite en 2019.



Fuente: elaboración propia con datos e información generada y procesada en Global Forest Watch, 2021.

Figura 5. Distribución de las áreas naturales protegidas de Guatemala.



Fuente: elaboración propia con datos e información generada y procesada en Global Forest Watch, 2021.

Parte 2: Instituciones y marco jurídico

2.1 Instituciones

2.1.1 Instituciones estratégicas del sector social

57. Se describen las principales instituciones nacionales del Estado que tienen mandato directo sobre pueblos indígenas, nutrición, mujeres, infancia y juventud, los cuales representan socios potenciales para colaborar con el FIDA.

- a. Fondo de Desarrollo Indígena Guatemalteco (FODIGUA):** es la institución gubernamental rectora y encargada de asesorar y promover el desarrollo integral de los Pueblos Indígenas en el marco de su cosmovisión. Además, es el ente responsable del mecanismo para desarrollar y obtener el consentimiento libre, previo e informado.
- b. Secretaría de Seguridad Alimentaria y Nutricional (SSAN):** el Estado de Guatemala tiene el mandato constitucional velar por la seguridad alimentaria y nutricional de la población, haciendo prevalecer la soberanía alimentaria y la permanencia del bien común sobre el particular, para lo cual crea por decreto la SSAN, quien tiene la responsabilidad de ejecutar la política nacional y conducir el Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional. Por su carácter, la SSAN establece comunicación y coordinación con los Ministerios e instituciones del Estado para emitir lineamientos y programas que ayuden a la seguridad alimentaria y nutricional, en particular con el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación y el Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social.
- c. Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social (MSPAS):** es la entidad del Estado que le corresponde formular las políticas y hacer cumplir el régimen jurídico relativo a la salud preventiva y curativa y a las acciones de protección, promoción, recuperación y rehabilitación de la salud física y mental de los habitantes del país y a la preservación higiénica de medio ambiente; a la orientación y coordinación de la cooperación técnica y financiera en salud y a velar por el cumplimiento de los tratados y convenios internacionales relacionados con la salud en casos de emergencias por epidemias y desastres naturales.

Dentro de la estructura del MSPAS se encuentra la Unidad de Atención de la Salud de los Pueblos Indígenas e Interculturalidad en Guatemala (UASPIIG), el cual es el órgano asesor del despacho ministerial en políticas de salud de los pueblos indígenas e interculturalidad. Es responsable de trasladar lineamientos y recomendaciones a todas las dependencias del MSPAS relacionadas con el modelo de atención en salud desde la cosmovisión de los pueblos indígenas.

- d. Secretaría Presidencial de la Mujer (SEPREM):** Es la entidad del Gobierno de la República al más alto nivel que asesora y coordina políticas públicas para promover el desarrollo integral de las mujeres. SEPREM es una institución de asesoría técnica y funciona bajo la conducción inmediata de la Presidencia de la República para orientar y brindar acompañamiento técnico y metodológico a la institucionalidad pública, tanto a instancias centralizadas, descentralizadas, autónomas, semiautónomas y gobiernos locales, para la gestión de instrumentos de política pública vinculados con la equidad entre hombres y mujeres, con el desarrollo integral de las mujeres y con el cumplimiento de sus derechos humanos. Por tanto, se constituye como una institución asesora y no como una unidad ejecutora. Bajo este contexto, las entidades elegibles para ejecutar la política nacional sobre género son todas las entidades del gobierno central, gobiernos locales y consejos de desarrollo rural, las cuales están incluidos los sectores ambiental y agropecuario.
- e. Consejo Nacional de la Juventud (CONJUVE):** es un órgano adscrito a la Presidencia de la República responsable de las políticas sobre juventud para establecer procesos sistemáticos que faciliten el consenso entre sectores organizados de jóvenes la construcción de marcos jurídicos y políticas públicas que respondan a las múltiples demandas de las juventudes de Guatemala.

- f. Secretaría del Bienestar Social (SBS):** es un órgano administrativo gubernamental, dependiente del Organismo Ejecutivo que tiene a su cargo la formulación, coordinación y ejecución de las Políticas Públicas de Protección Integral de la Niñez y Adolescencia guatemalteca, contribuyendo al bienestar familiar y comunitario. Impulsa a través de los programas el respeto y promoción de los derechos de la niñez y la adolescencia guatemalteca, llevando a cabo planes de acción derivados del marco jurídico establecido. Es competencia de la Secretaría de Bienestar Social, coordinar las acciones que desarrolla la Comisión Nacional de la Niñez y de la Adolescencia (CNNA), así como impulsar y ejecutar todas las acciones que tiendan al bienestar social de la familia como base fundamental de la sociedad y de los grupos sociales más vulnerables sin discriminación alguna.
- g. Coordinadora Nacional para la Reducción de Desastres (CONRED):** Creada en 1996 como la entidad encargada de prevenir, mitigar, atender y participar en la rehabilitación y reconstrucción de los daños derivados de la presencia de los desastres. Por el Decreto 109-96 del Congreso de la República. Es el ente responsable legal de la Coordinación para la Reducción de Riesgos a Desastres, con compromisos y responsabilidades a nivel nacional, regional y mundial. Adopta acciones concretas para promover la reducción del impacto de eventos adversos y sus efectos en el desarrollo sostenible y en el incremento de la pobreza. Tiene la obligatoriedad de coordinar con otras Organizaciones del estado para definir las "normas mínimas vinculadas a la RRD", así como participar en la "Mesa Nacional de Dialogo" que es un esfuerzo interinstitucional, con marco programático definido, donde convergen diferentes sectores del país para lograr estructuralmente la RRD, conformada por cuatro comisiones de trabajo: identificación y monitoreo de riesgo, reducción de riesgos, planificación y fortalecimiento institucional y estrategia financiera.

2.1.2 Instituciones estratégicas del sector ambiental y climático

58. De acuerdo a la Constitución Política de la República de Guatemala, las instituciones más relevantes del país que tienen una incidencia directa con la gestión del medio ambiente, los recursos naturales y cambio climático y que pueden ser socios claves del FIDA para cumplir con los objetivos corporativos de ODS así como ayudar al país a cumplir sus compromisos ambientales y climáticos internacionales son:

- a. Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARN):** es el Ministerio responsable de formular y cumplir las políticas, planes y programas concerniente a la conservación, protección, sostenibilidad y mejoramiento del ambiente y los recursos naturales, así como al derecho humano a un ambiente saludable, ecológicamente equilibrado, previendo la contaminación del ambiente, disminuir el deterioro ambiental y la pérdida del patrimonio natural. Además, es un mandato del MARN coordinar con el MAGA para establecer los principios de ordenamiento, sostenibilidad y conservación para el desarrollo agropecuario y alimentación del país.

Dentro del organigrama del MARN se ubica el Viceministerio de Recursos Naturales y Cambio Climático, donde a su vez está insertada la Dirección de Cambio Climático, quien tiene la responsabilidad para diseñar e implementar planes, programas, proyectos y estrategias en atención a la Ley Marco para regular la reducción de la vulnerabilidad, la adaptación obligatoria ante los efectos del cambio climático; mitigación y reducción de emisiones de gases de efecto invernadero a nivel local y regional.

- b. Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación (MAGA):** parte de su mandato es formular y cumplir políticas, planes y programas que rija la producción agrícola, pecuaria e hidrobiológica, que contribuyan a mejorar las condiciones alimentarias de la población, la sanidad agropecuaria y el desarrollo productivo

nacional. También tiene el mandato de coordinar con el MARN en materia de actividades agrícolas, pecuarias, fitosanitarias, pesca y recursos hidrobiológicos para incorporar lineamientos de ordenamiento territorial así como para conservación, protección y sostenibilidad del ambiente.

Parte de los mandatos del MAGA está implementar acciones de protección ambiental y de gestión socio-ambiental en todos los programas y proyectos que promueva y ejecute el Ministerio así como contribuir a la reducción de la vulnerabilidad y gestión de riesgos y proveer información agroclimática a los productores y sociedad guatemalteca en general.

- c. Consejo Nacional de Áreas Protegidas (CONAP):** este consejo depende directamente de la Presidencia de la República. Tiene autonomía funcional y presupuesto designado por el Estado, además que puede recibir financiamiento directo de otros organismos nacionales e internacionales. Está en su responsabilidad, formular políticas y estrategias para la conservación, protección y mejoramiento de las áreas protegidas (AP), aprobar reglamentos y normas para el funcionamiento del Sistema Guatemalteco de Áreas Protegidas (SIGAP), administrar y aprobar el aprovechamiento de los recursos naturales y patrimonio natural dentro de las AP conforme a lo establecido en las Leyes, Reglamentos y Normas y establecer comunicación y coordinación con el MARN para el cumplimiento de la normatividad ambiental correspondiente.

Parte de la estructura de la CONAP se encuentra la Unidad de Pueblos Indígenas y Comunidades Locales, el cuales relevante dicha unidad considerando que la mayor parte de las áreas protegidas se encuentran dentro de los territorios indígenas.

- d. Instituto Nacional de Bosques (INAB):** es un organismo estatal descentralizado y autónomo y es el órgano de dirección y autoridad competente del sector público agrícola en materia forestal. Parte de su mandato es ejecutar las políticas forestales del país, desarrollar programas y proyectos para la conservación de los bosques y colaborar con las entidades que así lo requieran así como promover y fomentar el desarrollo forestal mediante el manejo sostenible de los bosques en la base natural y productiva, industria y protección de las cuencas hidrográficas.

2.1.3 Puntos focales para organismos multilaterales

59. **Ambiente y cambio climático.** El Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales es el punto focal operativo y político de Guatemala ante el *Global Environment Facility* (GEF). También este Ministerio es la Autoridad Nacional Designada por Guatemala ante el *Green Climate Fund* (GCF), representados por el Ministro, Viceministro de Recursos Naturales y Cambio Climático y la Dirección de Cooperación internacional.

2.2 Marcos reglamentarios y de políticas públicas

2.2.1 Políticas sociales y marcos regulatorios

60. **Pueblos indígenas.** En los artículos 66 al 69 de la Constitución Política de la Republica de Guatemala, establece que es obligación del Estado emitir normas y disposiciones orientadas a promover el desarrollo económico y social de los pueblos indígenas de ascendencia Maya. Bajo este contexto, en 1995 se firma el Acuerdo sobre la Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas, donde se reconoce que la nación guatemalteca tiene un carácter multiétnico, pluricultural y multilingüe, y que los pueblos indígenas incluyen a los pueblos Maya, Garífuna y Xinka constituyen más del 75% de la población. En 1997 entró en vigencia en Guatemala el Convenio 169 sobre pueblos indígenas y tribales en países independientes, de la Organización Internacional del Trabajo

(O.I.T.) que es el instrumento internacional de derechos humanos específico más relevante para los derechos de los indígenas.

61. **Género e inclusión social.** En la Constitución Política de la Republica de Guatemala, en los artículos 1o, 2o y 4o define que el Estado de Guatemala se organiza para proteger a la persona y a la familia y como un deber fundamental le asigna el de garantizar la libertad, la justicia, el desarrollo integral y la igualdad total en dignidad y derechos del hombre y de la mujer. Bajo este contexto, en 1996 se promulga la Ley para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Intrafamiliar (Decreto 97-1996), donde el Estado proteger a las víctimas y trabajar para erradicar la desigualdad en el ámbito familiar anteponiendo el respeto y la dignidad de las personas, ya que las víctimas de este tipo de violencia que ocurre en el núcleo familiar, pueden estar dirigida tanto a las mujeres, como a las hijas e hijos o ancianos y ancianas, entre otros. La Ley de Dignificación y Promoción Integral de la Mujer (Decreto 7-99-1999) tiene por objeto promover el desarrollo integral de la mujer y su participación; y los derechos fundamentales recogidos en la constitución y en los pactos, convenciones y planes de acción internacionales aprobados y ratificados por Guatemala. También cuenta con la Ley contra el Femicidio y otras formas de Violencia contra las mujeres, promulgada mediante el Decreto 22-2008.

62. Es necesario resaltar la existencia de la "Política Nacional de Promoción y Desarrollo Integral de las Mujeres y Plan de Equidad de Oportunidades 2008-2023" cuyo plan busca promover el desarrollo integral de las mujeres Mayas, Garífunas, Xincas y Mestizas en todas las esferas de la vida económica social, política y cultural. Bajo los ejes principales de (i) desarrollo económico y productivo con equidad, (ii) recursos naturales, tierra y vivienda (iii) equidad educativa con pertinencia cultural, (iv) equidad en el desarrollo de la salud integral con pertinencia cultural, (v) erradicación de la violencia contra las mujeres, (vi) equidad jurídica, (vii) racismo y discriminación contra las mujeres, (viii) equidad e identidad en el desarrollo cultural, (ix) equidad laboral, (x) mecanismos institucionales, (xi) participación socio-política, y (xii) identidad cultural de las mujeres mayas, garífunas y xinkas.

63. **Trabajo infantil;**, Guatemala ha ratificado el Convenio de la OIT 138 sobre la edad mínima de admisión al empleo, y ha adecuado su marco legal en la Ley de Protección Integral de la Niñez y Adolescencia (LPINA), el cual se mantiene vigente. El marco normativo es muy amplio para el país: Guatemala ha suscrito y asumido cuatro tratados internacionales (Convenio de los Derechos del Niño; Convenio 138 de edad mínima de admisión al trabajo; Convenio 182 de la OIT sobre la prohibición de las peores formas de trabajo infantil y la acción inmediata; y Recomendación 190 de la OIT sobre las peores formas de trabajo infantil) y a nivel nacional son seis instrumentos legales, incluyendo su carta magna (Constitución Política de la República de Guatemala; Código Penal; Decreto Número 17-73 del Congreso de la República de Guatemala; Ley Contra la Violencia Sexual, Explotación y Trata de Personas; Decreto Número 09- 2009 del Congreso de la República de Guatemala; Ley de Protección Integral de la Niñez y Adolescencia; Decreto Número 27-2003 del Congreso de la República de Guatemala; Código de Trabajo, Decreto Número 1441 del Congreso de la República de Guatemala; Acuerdo Gubernativo 250-2006; y Reglamento para la aplicación del Convenio 182 de la OIT).

64. **Nutrición y seguridad alimentaria.** En el Artículo 2 de la Constitución Política de la República de Guatemala se fundamenta la política de seguridad alimentaria y nutricional del país. En 1998, el Ejecutivo promulga el Acuerdo Gubernativo No. 278-98 donde el Estado se compromete a mejorar las condiciones alimentarias de la población. En dicho acuerdo se establece como mandato explícito al Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación para atender los asuntos concernientes al régimen jurídico que rige la producción agrícola, pecuaria, forestal e hidrobiológica, así como aquellas que tienen por objeto mejorar las condiciones alimentarias de la población, la sanidad agropecuaria y el desarrollo productivo nacional.

65. Bajo este contexto legal, en el 2005 se promulga la Ley del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (mediante Decreto 32-2005) y en el 2006 se establece su Reglamento (Decreto 75-2006), el cual permite a las instituciones del Estado a través de la Secretaría de Seguridad Alimentaria y Nutricional, proporcionar un marco estratégico coordinado y articulado, eficiente y permanente, entre el sector público, sociedad civil y organismos de cooperación internacional, que permita garantizar la seguridad alimentaria y nutricional.

66. **La Ley de Alimentación Escolar (Decreto 16-2017)** tiene como objetivo mejorar la calidad de la alimentación “enfocándose en el aprendizaje, el rendimiento escolar y la formación de hábitos alimenticios saludables de los estudiantes” (art. 10). Por otra parte, establece que el 50% de los recursos financieros destinados al programa de alimentación escolar (PAE) deben destinarse a la compra de productos provenientes de la agricultura familiar. Transcurridos cinco años, este monto debe aumentar al 70% (art. 15). Para el año 2018, la asignación que el Gobierno transferirá a las organizaciones de padres de familia (OPFs) para la alimentación escolar será de US\$210 millones, y de estos al menos US\$ 105 millones deberán ser destinados a compras a productores de la agricultura familiar. El planteamiento de la ley constituye una oportunidad para dinamizar la economía campesina a través de las compras locales de los productos agropecuarios pesqueros y acuícolas, producidos por agricultores catalogados como de agricultura familiar.

67. **Juventud.** La Política Nacional de Juventud fue elaborada por el Consejo de la Juventud de Guatemala (CONJUVE) y se aprueba mediante el Acuerdo Gubernativo número 173-2012. La política parte del análisis de la situación de la juventud en Guatemala para definir su especificidad como grupo poblacional y definir sus necesidades prácticas y sus intereses estratégicos, de modo que se contribuya a su desarrollo integral como personas y se conviertan en motores de avance de sus comunidades. En la Política Nacional de Juventud se considera “jóvenes” a las personas comprendidas entre los 13 y los 30 años. Establece como jóvenes adolescentes al grupo de entre 13 y 18 años y jóvenes, a las personas de entre 18 a 30 años y tiene como objetivo general “*Promover la vigencia, plena de los derechos de las y los jóvenes para mejorar sus condiciones y calidad de vida, privilegiando su desarrollo integral y el ejercicio pleno de la ciudadanía como sujetos de derechos y actores estratégicos del desarrollo*”.

68. En específico sobre la Juventud Rural cabe mencionar la existencia de la “Estrategia para la Juventud Rural 2016-2020” del MAGA, cuyo objetivo general es promover la equidad e inclusión social de la juventud rural, así como el acceso a servicios de extensión, recursos, activos y oportunidades que les permitan desarrollar capacidades y ampliar su participación en instancias decisorias y sociales para el ejercicio pleno de todos sus derechos. Mediante los 5 Ejes principales de (i) Fortalecimiento institucional de la DICORER-MAGA para el sector juventud; (ii) Apoyo a jóvenes productores y empresarios; (iii) Ampliación de la cobertura e innovación de las herramientas de intervención del Centro de Aprendizaje para el Desarrollo Rural (CADER); (iv) Comunicación para el desarrollo y la juventud rural y (v) Colaboración interinstitucional y multi-actor en el marco del Sistema Nacional de Extensión Rural SNER.

69. **Derechos de la infancia.** Ley de Protección Integral de la Niñez y de la Adolescencia (Decreto 27-2003), tiene por objeto que el Estado proteja a la niñez y a las y los adolescentes para favorecer su desarrollo integral, al tiempo que hace operativo las normativas internacionales y normas superiores al ordenamiento jurídico de Guatemala contra el abuso físico, abuso sexual, abuso emocional, descuidos o tratos negligentes.

70. **Personas con discapacidad.** La política nacional en discapacidad tiene su sustento en las normativas nacionales e internacionales. Dentro del marco jurídico nacional, la política se sustenta en lo que establece la Constitución Política de la República de Guatemala, La ley de Atención a las Personas con Discapacidad, Decreto 135-96; la

Ley del Organismo Ejecutivo, Decreto 114-97; la Ley de Desarrollo Social, Decreto 42-2001; Ley de Consejos de Desarrollo Urbano y Rural, Decreto 11-2002; el Código Municipal, Decreto 12-2002; y la Ley General de Descentralización, Decreto 14-2002. Además, se utilizarán leyes específicas como el Código de Salud, el Código de Trabajo y la Ley General de Educación, para sustentar los temas sectoriales.

71. En el marco internacional, el país suscribió el Convenio 159 y asumió la Recomendación 168 de la Organización Internacional del Trabajo, OIT; Readaptación Profesional y Empleo para Personas Inválidas; La Convención Interamericana para la Eliminación de todas las Formas de Discriminación Contra la Personas con Discapacidad y las Normas Uniformes sobre la Igualdad de Oportunidades para las Personas con Discapacidad, aprobadas por la Comisión de Desarrollo Social de las Naciones Unidas en 1993.

72. **Gestión para la reducción del riesgo.** En el espacio institucional la política nacional suscribe las reglamentaciones y estrategias internacionales como el Marco de Sendai para la Reducción del Riesgo de Desastres (UNDRR) y la Política Centroamericana de Gestión Integral del Riesgo de Desastres (PCGIR) del Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres en América Central (CEPREDENAC). Particularmente se ha construido la "Política Nacional para la Reducción de Riesgo a los desastres en Guatemala", aprobada por el Consejo Nacional de CONRED en febrero 2011, según Acuerdo 06- 2011; es el resultado del trabajo realizado por varias instituciones y organizaciones, tanto públicas como privadas, que coordinadas por la Secretaría Ejecutiva de la CONRED. De igual manera es de resaltar la Estrategia Financiera de Gestión del Riesgo que reconoce el uso de diversas herramientas financieras tales como el seguro a nivel macro y micro para gestionar riesgos en el país.

73. Particularmente en temas de Desarrollo Rural, la Política Nacional establece en su eje de Gestión (mitigación, transferencia y adaptación), la "*Incorporación de la gestión de riesgos en el proceso de extensión agrícola y de desarrollo productivo rural orientado a reducir la vulnerabilidad ambiental y el riesgo de inseguridad alimentaria*". De forma vinculada propone la "La inclusión de la gestión de riesgo en el funcionamiento de la micro, pequeña y mediana empresa a nivel nacional, apoyada por instituciones financieras públicas y privadas".

2.2.2. Marco normativo y de políticas ambientales y climáticas

74. **Marco normativo para la gestión ambiental y de recursos naturales.** El Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARN) le corresponde formular y ejecutar las políticas relativas a su competencia. Al respecto, han sido aprobadas 10 políticas públicas ambientales que a continuación se enlistan: (i) Política Marco de Gestión Ambiental; (ii) Política de Conservación, Protección y Mejoramiento del Ambiente y los Recursos; (iii) Política para el Manejo Integral de las Zonas Marino Costeras de Guatemala; (iv) Política Nacional de Producción más Limpia; (v) Política para la Desconcentración y Descentralización de la Gestión Ambiental en Guatemala; (vi) Política Nacional para la Gestión Ambientalmente Racional de Productos Químicos y Desechos Peligrosos en Guatemala; (vii) Política de Equidad de Género en el Sector de la Gestión Ambiental 2008-2023; (viii) Política Nacional para el Manejo Integral de los Residuos y Desechos Sólidos y (ix) Política Nacional de Educación Ambiental de Guatemala.

75. **Marco normativo para las políticas climáticas.** A nivel de marco nacional, Guatemala cuenta con su (i) Ley Marco del Cambio Climático; (ii) Política Nacional de Cambio Climático y el (iii) Plan de Acción Nacional de Cambio Climático. En los compromisos internacionales, el país se regula en el marco del Acuerdo de París, donde presentó su Contribución Prevista y Determinada a Nivel Nacional (iNDC) en septiembre

del 2015. En enero del 2017 ratificó su iNDC, por lo que oficialmente se convirtió en una Contribución Nacionalmente Determinada (NDC). En 2015, el país presentó su Segunda Comunicación Nacional sobre Cambio Climático y está en proceso la formulación de la Tercera Comunicación Nacional sobre Cambio Climático y el primer reporte bienal (BUR) como parte de los compromisos ante la CMNUCC.

76. Al respecto, se presentan en el siguiente cuadro las metas no condicionada y condicionadas del país en mitigación y adaptación al cambio climático de acuerdo al NDC vigente de Guatemala:

Componente	Metas No Condicionadas	Metas Condicionadas
Mitigación	Reducir el 11.2% de sus emisiones GEI totales del año base 2005 proyectado al año 2030. Esta reducción del 11.2% implica que las emisiones, en un escenario tendencial (BAU por sus siglas en inglés)	Reducir hasta el 22.6% de sus emisiones GEI totales del año base 2005 proyectado al año 2030 en un escenario BAU.
	Periodo de cumplimiento: 2016-2030	
Adaptación	Guatemala, a través de varios instrumentos nacionales, promueve la reducción transversal de la vulnerabilidad y mejoramiento de los procesos de adaptación en los siguientes sectores clave:	
	<ul style="list-style-type: none"> • Salud humana • Zonas marino costeras • Agricultura, ganadería y seguridad alimentaria • Recursos forestales • Áreas protegidas • Conservación y gestión de ecosistemas estratégicos 	<ul style="list-style-type: none"> • Infraestructura • Gestión integrada de los recursos hídricos • Calidad de la infraestructura productiva • Protección del suelo • Gestión integral de reducción de riesgo de desastres

2.2 Programas y asociaciones

77. **Seguridad alimentaria y nutricional.** A través del MAGA, se implementan los siguientes programas relevantes en seguridad alimentaria y generación de ingresos: (i) Apoyo para el Consumo Adecuado de Alimentos; (ii) Asistencia para el Mejoramiento de los Ingresos Familiares y (iii) Apoyo a agricultores familiares en la prevención de la desnutrición crónica. Con la SSAN se lleva a cabo el programa nacional "Gran Cruzada Nacional por la Nutrición".

78. **Programas específicos para pueblos indígenas.** Los programas principales de FODIGUA son: (i) Apoyo y participación en el Desarrollo Integral de los Pueblos Indígenas; (ii) Centros de Recursos Tecnológicos Educativos; (iii) Programa Gestión para el Buen Vivir; (iv) Formación comunitaria; (v) Fortalecimiento de los sistemas de autoridades indígenas y ancestrales; (vi) Formación de Líderes y Lideresas Indígenas; y (vii) Apoyo y participación en el desarrollo integral de los pueblos indígenas.

79. **Medio ambiente y recursos naturales.** Las prioridades del Gobierno se basa en la implementación de su Plan Estratégico Institucional, para lo cual ordena sus intervenciones para responder a las siguientes prioridades institucionales: (i) gestión ambiental, el cual busca mejorar la aplicación de los programas que incentiven el uso de los instrumentos ambientales generados por el MARN para los usuarios, intensificar el monitoreo ambiental, implementar el cumplimiento legal establecido en su marco normativo; y (ii) gestión integrada de recursos naturales, para lo cual impulsa programas para el manejo de los desechos sólidos; gestión integrada de los recursos hídricos;

combate a la desertificación y programas para la conservación y protección de ecosistemas.

80. **Cambio climático.** Los principales programas del Gobierno de Guatemala en materia de cambio climático para lo cual el FIDA deberá tomar en cuenta como marco de acción para el presente ciclo del COSOP son los siguientes:

- Contribución Nacionalmente Determinada
- Fondo Nacional de Cambio Climático
- Estrategia Nacional REDD+
- Desarrollo Sostenible de los Recursos Naturales Renovables (implementado por el MAGA)
- Atención por Desastres Naturales y Calamidades Públicas (MAGA)

81. Estos programas están directamente articulados con el MAGA y MARN. El MAGA tienen mandato explícito sobre el desarrollo agropecuario y agroalimentario del país y también coadyuva a implementar la política climática dentro de su sector y por otro lado, el MARN, institución responsable del país para diseñar, implementar y administrar la política pública climática.

82. De acuerdo al análisis de la situación social, ambiental y climática abordados en el Capítulo 1 de la presente nota así como el marco legal y las instituciones clave identificadas en el Capítulo 2, para el presente periodo del COSOP las áreas de oportunidad identificadas son:

- a) **Mitigación:** contribución en las metas no condicionadas en la reducción de emisiones de GEI provenientes el sector forestal, alineado a la política forestal del país en términos de conservación, restauración, protección y gestión sostenible de los bosques.
- b) **Adaptación:** reducir la vulnerabilidad al cambio climático en tres sectores estratégicos del país: (i) agricultura, ganadería y seguridad alimentaria; (ii) recursos forestales y (iii) gestión integral de los recursos hídricos.

83. Es importante indicar que actualmente, Guatemala cuenta con cuatro proyectos aprobados y en proceso de ejecución con el *Green Climate Fund* por un monto total de USD 322.5 millones para beneficiar a 1 millón de personas. Dos proyectos son regionales (México y Centroamérica), uno intercontinental (con África) y un proyecto más es nacional. La cartera está balanceada en igual número de proyectos en mitigación como adaptación. Las entidades acreditadas responsables en su ejecución son: Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE), Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN), Banco Interamericano de Desarrollo (BID) y el Banco Europeo de Inversiones (BEI).

Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico

3.1 Enseñanzas extraídas

84. A partir de la evaluación del COSOP correspondiente al ciclo anterior, fue analizado y descrito el contexto en el cual se implementó la cartera de programas financiados por el FIDA, donde se identificó los principales retos y condiciones socioeconómicas del país prevalecientes que influyeron en los resultados alcanzados, mismos que se describen a continuación:

3.1.1 Retos

85. **Debilidades institucionales.** El sector público en general muestra importantes debilidades institucionales: carencia de servicio civil, procesos burocráticos y arbitrarios, débiles procesos de reclutamiento de personal temporal, retos en materia de transparencia y corrupción, limitado espacio fiscal, limitada capacidad de asignación de contrapartida en efectivo, entre otros.

86. **Retos en el diseño de nuevas operaciones.** En el diseño de nuevas operaciones, se ha identificado una serie de medidas para afrontar lo anterior, donde destacan: i) contratos institucionales para la delegación de parte de la ejecución en entidades privadas; ii) armonizar lo más posible los procedimientos del MOP a los procedimientos nacionales; iii) no considerar fondos de contrapartida desde el Gobierno Central y iii) utilizar una delegación directa de los planes de negocios en las organizaciones beneficiarias.

87. **Coordinación interinstitucional.** La coordinación interinstitucional y multidisciplinaria ha traído beneficios multiplicadores en material de impacto sobre la pobreza, aumento de sostenibilidad y oportunidades de ampliación de escala. Por ejemplo con los grupos de ahorro y crédito comunitario, los viveros municipales, sistemas de micro-riego con tecnologías ahorradoras de energía, entre muchos otros.

3.1.2 Contexto en la implementación

88. **Población en condiciones de pobreza.** En 2014 aproximadamente el 60 % de la población total vivió en pobreza. La vulnerabilidad es particularmente alta en los pueblos indígenas, cuyos índices de pobreza y pobreza extrema estimada fue casi entre el 80% y 50%, respectivamente.

89. **Desigualdad.** La desigualdad de ingresos es alta, y el coeficiente Gini fue de 0,49 en el 2014. En 2017, alrededor 48 % de la población total de Guatemala vivía en zonas rurales, donde el nivel de pobreza es considerablemente superior (76%) al de las zonas urbanas (42 %).

90. **Desnutrición.** Guatemala tiene el sexto índice más alto de desnutrición crónica en el mundo y el más alto de LAC; la desnutrición es especialmente marcada en las zonas indígenas y rurales. El hambre y la desnutrición en Guatemala cuestan más de ocho millones de USD por día; en 2017, esta cifra representó más de 4 % del PIB del país.

91. **Aporte de la agricultura al PIB.** Guatemala es el noveno país más afectado por el cambio climático en todo el mundo. La agricultura primaria representa el 10 % del PIB y tiene un importante efecto multiplicador cuando se toman en cuenta todos los eslabones hacia adelante y hacia atrás en el sistema agroalimentario (desde los insumos en finca a la venta de alimentos al por menor); y emplea al 30 % de la población.

3.2 Orientación estratégica

92. **Género:** incorporar en los programas y proyectos de desarrollo del sector rural la inclusión financiera y el empoderamiento económico de las mujeres, así como la participación en espacios organizacionales de toma de decisión, en actividades que agreguen valor a la producción para promover la reducción de la brecha de género. Es crucial que en las nuevas operaciones del FIDA se establezcan acciones para la prevención de la violencia de género y la implementación de la CEDAW así como abordaje integral de las normas sociales y relaciones del poder como causas estructurales de la desigualdad de género

93. **Pueblos indígenas:** antes de cualquier incidencia e inversiones con los pueblos indígenas de descendencia Maya, Xinka o Garífuna se obtener el consentimiento libre, previo e informado; desarrollo de programas específicos para las poblaciones indígenas en zonas de alta marginación, aislamiento geográfico y pobreza extrema (incluidos aspectos de nutrición, salud, educación y acceso a recursos).

94. **Juventud:** integrar lineamientos y criterios específicos para generar oportunidades de empleo, emprendimiento, fortalecimiento técnico y educativo, acceso a servicios financieros especiales, acompañamiento especializado y desarrollo local, para reducir la migración, subempleo, desempleo, exclusión y asegurar su bienestar. En términos de migración específicamente (además de las actividades anteriormente descritas), deben fortalecerse políticas sectoriales específicas para zonas de alta migración, focalizar el acceso a jóvenes en riesgo de salida a los servicios de proyectos productivos y educativos, y fomentar actividades de reintegración económica de jóvenes “retornados”.

95. **Nutrición y seguridad alimentaria:** fomentar el desarrollo de proyectos familiares en el área rural para concientizar, educar, producir y generar alimentos con alto valor nutricional, y promover el rescate y visibilidad de la dieta ancestral a partir de técnicas agroecológicas y conocimientos tradicionales o ancestrales.

96. **Trabajo infantil.** El FIDA es uno de los miembros fundadores de la Asociación Internacional para la Cooperación sobre el Trabajo Infantil en la Agricultura (IPCCLA). Se debe integrar en los diseños de las carteras de proyectos en Guatemala las preocupaciones sobre el trabajo infantil en la labor de los empleadores, los trabajadores y las organizaciones de pequeños productores, al tiempo que se llega a los trabajadores no organizados y a los pequeños productores con acciones específicas. Esto se puede lograr al establecer una colaboración con instituciones nacionales que tengan el mandato o cuenten con la experiencia en la materia así como organismos internacionales (puede ser el caso de la IPCCLA como socio estratégico).

97. **Población con discapacidad:** fomentar la visibilización, integración y análisis de condiciones de las personas con discapacidad en la zona rural para implementar medidas y proyectos encausados a su integración económica, educativa, desarrollo autónomo e inclusión en espacios de toma de decisión con especial énfasis en el derecho a la accesibilidad, armonización de la legislación nacional con la internación y operativización de la legislación en nivel departamental Las estrategias para la inclusión efectiva de las personas con discapacidad deben contemplar acciones integrales que incluyen las familias de las personas con discapacidad.

98. **Cambio climático:** de acuerdo a los principales riesgos identificados, a las prioridades climáticas del país, a los compromisos nacionales establecidos en su principal política nacional (Plan de Acción Nacional de Cambio Climático) así como las metas internacionales definidas en su NDC, para el presente ciclo del COSOP, el FIDA definirá su contribución estratégica al país para el diseño de las nuevas operaciones considerando el siguiente marco de referencia:

Principales riesgos climáticos	Sectores priorizados para la política nacional	Metas del país para cumplimiento internacional (NDC)	Líneas estratégicas para orientar las inversiones FIDA 2022-2027
Mitigación al cambio climático			

Principales riesgos climáticos	Sectores priorizados para la política nacional	Metas del país para cumplimiento internacional (NDC)	Líneas estratégicas para orientar las inversiones FIDA 2022-2027
<p>1. Cambio en el uso del suelo - emisiones de GEI-</p> <p>2. Residuos líquidos y sólidos - emisiones GEI</p>	<p>Reducir el 11.2% de las emisiones de GEI de forma no condicionada a través de los siguientes sectores:</p> <p>1. Sector agropecuario - Nuevas formas de producción - Incentivar investigación - Recuperación prácticas ancestrales</p> <p>2. Sector uso de la tierra, cambio uso del suelo, la tierra y silvicultura - Fortalecer los programas del gobierno - Mecanismos de control y normas para evitar la deforestación - Sensibilizar uso de la leña y buscar alternativas.</p> <p>3. Desechos y residuos - Tratamiento de desechos - Acciones para fortalecer la institucionalidad - Desarrollo de normas y mecanismos de implementación.</p>	<p>Reducir el 11.2% de sus emisiones GEI totales del año base 2005 proyectado al año 2030 (meta no condicionada). Parte de los sectores estratégicos para el ciclo COSOP 2021-2025 es:</p> <p>1. Sector LULUCF (uso de la tierra, cambio uso del suelo, la tierra y silvicultura). Este sector incluye el agropecuario.</p>	<p>Línea estratégica: reducir las emisiones e incrementar los almacenes de carbono sobre la base de los recursos naturales y las unidades de producción de los pequeños agricultores</p> <p>1. Desarrollo de diálogos sobre la implementación de la política pública en materia de mitigación al cambio climático.</p> <p>2. Fortalecimiento institucional para la implementación de la política pública en mitigación al cambio climático.</p> <p>3. Reducir emisiones provenientes del sector LULUCF.</p> <p>4. Incrementar los almacenes de carbono para el sector LULUCF.</p> <p>5. Reducir emisiones provenientes de la generación de residuos líquidos y sólidos provenientes de los sub-sectores agropecuario y forestal.</p> <p>6. Reducir las emisiones mediante la mejora en la eficiencia energética (tecnología) en los sub-sectores agropecuario y forestal.</p>
Adaptación al cambio climático			

Principales riesgos climáticos	Sectores priorizados para la política nacional	Metas del país para cumplimiento internacional (NDC)	Líneas estratégicas para orientar las inversiones FIDA 2022-2027
<p>1. Ciclones tropicales: inundaciones, subidas, desbordamiento de ríos, flujo de lodos y escombros, daño infraestructura productiva y comunicación</p> <p>2. Vientos fuertes: erosión y pérdida de suelo, colapso de infraestructura, daños a cultivos</p>	<p>1. Agricultura, ganadería y seguridad alimentaria:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incrementar la producción de alimentos - Reducir pérdidas y daños por eventos climáticos - Desarrollar cultura sostenible mediante el enfoque agroecológico y de adaptación al cambio climático <p>2. Recursos forestales, ecosistemas y áreas protegidas</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restauración ecológica - Reforestación - Manejo del bosque <p>3. Gestión integrada de los recursos hídricos</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestión eficiente - Manejo sostenible en zonas de recarga - Acceso al agua - Tratamiento aguas residuales 	<p>Reducción transversal de la vulnerabilidad y mejoramiento de los procesos de adaptación. Los sectores priorizados en adaptación son:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Seguridad alimentaria 2. Ganadería 3. Agricultura 4. Recursos forestales, ecosistemas y áreas protegidas 5. Gestión integrada de recursos hídricos 	<p>Línea estratégica: reducir la vulnerabilidad climática de los pequeños agricultores y sus unidades de producción ante shocks por eventos climáticos extremos mediante los siguientes ejes estratégicos:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Gestionar los riesgos ocasionados por eventos hidrometeorológicos para el sector agropecuario y forestal a través de estrategias integradas de gestión de riesgo que incluyan servicios financieros tales como seguros, crédito y ahorro. 2. Incrementar la capacidad adaptativa de los productores, de sus sistemas de producción

Principales riesgos climáticos	Sectores priorizados para la política nacional	Metas del país para cumplimiento internacional (NDC)	Líneas estratégicas para orientar las inversiones FIDA 2022-2027
<p>3. Sequías: daños a cultivos agrícolas, producción pecuaria, consumo humano</p>			<p>agropecuarios y forestales.</p> <p>3. Incrementar la capacidad de resiliencia en los sistemas de producción ante impactos adversos de los eventos hidrometeorológicos a través de estrategias integradas de gestión de riesgo que incluyan servicios financieros tales como seguros, crédito y ahorro.</p> <p>4. Gestionar de manera integral los recursos hídricos en las áreas geográficas y sectores más vulnerables por sequías y baja disponibilidad hídrica.</p>

3.3 Medidas estratégicas y focalización

99. De acuerdo al contexto nacional, a la situación actual de la población rural y los impactos generados por el COVID-19, el bajo acceso de la población a tierra, fuentes de empleo, ingresos, alimentos de calidad nutricional, la degradación de los recursos naturales y los efectos adversos generados por los eventos climáticos extremos, éstos se encuentran alineados a los temas transversales del FIDA en género, juventud, pueblos indígenas, nutrición, medio ambiente y cambio climático, por lo que ofrece una alineación de la situación actual y prioridades del país con las políticas, estrategias y metas del FIDA.

100. Por lo tanto, las recomendaciones estratégicas sobre los conceptos y acciones para el desarrollo e implementación del presente COSOP se enfocan en las siguientes medidas:

3.3.1 Medidas estratégicas para la inclusión social

101. **Medidas de focalización y habilitantes:** se utilizarán estrategias para garantizar que se lleguen a los grupos objetivo y se les integre plenamente en los programas y servicios de la financiación del FIDA. Metodologías propuestas a tener especialmente en cuenta: metodologías participativas en el hogar que incluyan aspectos de cambio de comportamiento tales como: modelos de rol, habilidades para la vida, micro incentivos adaptados a mujeres y jóvenes, mujeres, jóvenes y líderes indígenas/formación de

capacitadores, grupos de apoyo, redes de jóvenes así como análisis de brechas caracterizadas de las cadenas de valor, considerando las oportunidades laborales tanto agrícolas como no agrícolas. Las estrategias para abordar las desigualdades en el acceso a las habilidades, el conocimiento y las oportunidades laborales se aplicarán a nivel organizativo, de relaciones de poder y de normas sociales. Se utilizarán medidas de habilitación para promover un entorno político e institucional basado en el fortalecimiento de las políticas, estrategias y planes nacionales, así como en la promoción de los intercambios a través de los SSTC, que sea favorable a la orientación de las personas que viven en condiciones vulnerables.

102. Se recomienda integrar como parte de los objetivos de desarrollo del COSOP, mejorar la alimentación y seguridad nutricional de los hogares de los pueblos indígenas y de los pequeños productores.

103. Se recomienda contribuir a los programas prioritarios del país para el fortalecimiento económico y social, construcción de residencia y uso de mecanismos integrales de transformación e inclusión efectiva de mujeres, jóvenes, pueblos indígenas y personas con discapacidad en los niveles organizacionales, de normativa social así como en nivel de políticas públicas en las regiones más vulnerables en lo social, ambiental y climático.

Trabajo infantil. Se recomienda promover la operación del Plan Nacional para la Eliminación del Trabajo Infantil y orientarse también con los principios de la OIT a ser aplicados en nivel departamental y reforzar acciones para: empoderamiento a las mujeres económicamente, generar empleo para mujeres, empoderar a los jóvenes, generar empleo para jóvenes, apoyar a las organizaciones rurales de productores integrar normativa para la eliminación del trabajo infantil, sensibilizar a los padres sobre las desventajas del trabajo infantil y la importancia de tener acceso a las escuelas y mantenerse en el sistema educativo; facilitar el acceso a los servicios de protección social y en particular a la educación y reforzar el programa de alimentación escolar para asegurar que los niños y niñas se mantienen en las escuelas.

3.3.2 Medidas estratégicas en cambio climático

104. Considerando que durante las consultas de formulación del COSOP tanto del Gobierno de Guatemala, a las agencias internacionales del sistema UN, algunas de las organizaciones de pueblos indígenas así como a los compromisos nacionales e internacionales en cambio climático, se recomiendan las siguientes líneas para orientar las intervenciones del FIDA en el presente ciclo del COSOP:

105. **Medida estratégica 1.** Integrar un objetivo estratégico de desarrollo para el COSOP que permita alinear las intervenciones del FIDA para contribuir a incrementar la capacidad de adaptación y resiliencia de los hogares y comunidades rurales al cambio climático, el cual considere incorporar en la programas, aspectos de gestión del riesgo climático a través de un enfoque integrado del riesgo que contemple herramientas financieras de gestión de riesgos, incrementar la capacidad adaptativa y de resiliencia.

106. **Medida estratégica 2.** Fortalecer la institucionalidad del Gobierno para implementar la política pública en materia de cambio climático que permita una articulación efectiva entre los actuales instrumentos y mecanismos con que cuenta las instituciones con la población rural más vulnerables y marginada geográficamente. El espacio de diálogos en política pública climática resulta importante para contribuir con las metas nacionales y compromisos internacionales establecidos al 2030 en mitigación como adaptación al cambio climático.

107. **Medida estratégica 3.** Incorporar en la cartera de programas del FIDA para el presente ciclo del COSOP, actividades para reducir emisiones de gases de efecto invernadero y para incrementar los almacenes de carbono (mitigación) así como

incrementar la capacidad adaptativa, resiliencia y gestión del riesgo de origen climático de manera articulada a los componentes que integran tradicionalmente los diseños de los programas del FIDA, incluyendo presupuesto e indicadores corporativos climáticos definidos por el FIDA como parte de los marcos lógicos que acompañan dichos diseños. Esta acción es insumo clave que será transversal a los Planes de Gestión Ambiental y Social que sean diseñadas en su dimensión climática.

3.3.3 Medidas estratégicas en recursos naturales y medio ambiente

108. Considerando los impulsores de la degradación de los recursos naturales del país, se recomienda en la gestión de la cartera de proyectos o programas a ser financiados por el FIDA y las contrapartes, integren las siguientes salvaguardas ambientales con el fin de mantener la salud de los bosques, la provisión de los servicios ecosistémicos, reducir la degradación y promover la restauración ecológica:

- i) Impulsar el modelo forestal comunitario, el cual establece como base la gestión integral del aprovechamiento, protección, conservación y restauración del recurso forestal por parte de las comunidades concesionarias o dueñas de la tierra. Este modelo de gestión parte de promover al acceso de la tierra y control de sus recursos asociados (sean poseedores o concesionarios) para generar beneficios económicos, sociales y ambientales como un mecanismo sostenible en el tiempo.
- ii) Soluciones basadas en la naturaleza (SbN). Este enfoque está basado en un conjunto de acciones o políticas que aprovechan los procesos de la naturaleza para abordar algunos desafíos o problemáticas ambientales. Las SbN busca proteger, restaurar y gestionar de manera sostenible los bosques y que permita a su vez, incrementar su resiliencia, salvaguardar la biodiversidad, los servicios ecosistémicos y el bienestar de la población. Ejemplos de este enfoque es impulsar acciones de conservación de suelos mediante pequeñas obras retenedoras en la parte alta y media de la cuenca, reforestar áreas degradadas con especies nativas de rápido crecimiento, establecimiento de sistemas agroforestales, promover viveros comunitarios para la producción de planta nativa, combate de plagas y enfermedades, promover tecnologías en bajas emisiones de GEI (como eco-fogones o paneles solares), entre otras acciones.
- iii) Prevención y combate incendios forestales. Impulsar la formación, capacitación y equipamiento de brigadas comunitarias para las actividades de prevención y combate de incendios forestales. Esta medida se puede complementar con acciones de vigilancia, comunicación y monitoreo de los incendios para una rápida respuesta y control de los incendios. Dependiendo de los niveles de organización de las comunidades o de la población, se pueden promover la formulación e implementación de planes de manejo del fuego para regular su uso en las actividades agrícolas y pecuarias a escala familiar o local.
- iv) Lista de actividades prohibidas. Es importante establecer como salvaguarda el listado de las actividades que no son elegibles para desarrollar o destinar los recursos financieros del FIDA debido a que puedan ser factores que fomenten los procesos de degradación de los recursos naturales. Ejemplos de estas actividades son: (i) no usar los recursos para deforestar terrenos con vegetación cubierta por bosques para implementar las actividades del proyecto; (ii) no se financian la adquisición de agroquímicos prohibidos por la legislación nacional vigente o de la Organización Mundial de la Salud (OMS); (iii) no se usará recursos para la adquisición y uso de organismos genéticamente modificados; (iv) no se financiará actividades en cualquier etapa del ciclo agrícola o pecuario que implique la

conversión de nuevas tierras boscosas al cultivo; entre otras actividades similares que puedan ser un riesgo para la salud y servicios ecosistémicos de los bosques.

109. Focalización para la dimensión climática. La población será aquella que sea rural, pueblos indígenas y grupos vulnerables (mujeres, jóvenes, personas con discapacidad) ya sea que se encuentre en proceso de organización o grupos ya organizados; que estén involucrados directa o indirectamente en el desarrollo de actividades agropecuarias de subsistencia o micro-economías (que genere excedentes para la comercialización local, regional o nacional); que formen parte de alguno de los diferentes eslabones de la cadena de valor; y que se encuentren en condiciones de vulnerabilidad climática o en zonas hot-spot en generación de emisiones de GEI (deforestación o degradación forestal).

3.5 Seguimiento

110. Para asegurar que se logren los resultados esperados en lo social, ambiental y climático, es importante que la cartera de proyectos desarrolle e implemente un Plan de Gestión Ambiental y Social (PGAS) de acuerdo a las directrices y procedimientos del FIDA (SECAP). Para realizar el monitoreo de los avances y resultados logrados en el ciclo del COSOP 2022-2027 para los pueblos indígenas, población rural, estado ambiental (incluye recursos naturales) y clima, se establecerán indicadores clave de desempeño en el Marco Lógico de Gestión de Resultados del COSOP.

Proceso de elaboración del COSOP

1. El equipo de ejecución del COSOP (CDT por sus siglas en inglés) elaboró un plan para la formulación del COSOP en estrecho diálogo con el Gobierno de Guatemala y el Equipo País de Naciones Unidas en Guatemala en marzo de 2021, el cual fue aprobado por la Directora de la División de América Latina del FIDA. El plan de formulación contempló un periodo de trabajo entre abril y agosto 2021, con el objetivo de presentar el COSOP a examen a la Junta Ejecutiva en diciembre de 2021.
2. Los hitos principales del proceso de COSOP fueron los siguientes: i) marzo de 2021 - Preparación y acuerdo de un plan de formulación para el nuevo COSOP; ii) abril y mayo 2021 - Recolección de información y finalización de estudios complementarios; iii) mayo de 2021 - Misión de formulación del COSOP y consultas en el país con asociados e interesados; iv) julio 2021 - Presentación del COSOP a OSC; v) agosto 2021 - validación por parte del Gobierno; y vi) diciembre de 2021 - Junta Ejecutiva: presentación del COSOP.
3. El COSOP se elaboró mediante un proceso consultivo, que incluyó a funcionarios del Gobierno de Guatemala, representantes de los niveles nacional y municipal y otras partes interesadas clave, incluidos asociados para el desarrollo, instituciones de investigación, otras instituciones financieras internacionales, organismos de las Naciones Unidas, organizaciones de productores rurales, instituciones financieras privadas, sector privado, así como pueblos indígenas, organizaciones de jóvenes y mujeres. Además, el CDT identificó posibles alianzas, por ejemplo, con ANACAFE, PROCASUR, CIAT, IICA, BANRURAL, empresas participantes en el Pacto Mundial de la ONU, entre otras. Así como el refuerzo de la importante alianza con el Banco Mundial y OFID como cofinanciadores.
4. El CDT identificó la necesidad de preparar tres importantes estudios de antecedentes, uno relacionado con los requisitos del SECAP, otro relacionado con las posibles actividades de la SSTC y otro previsto originalmente para el MOP de GUATEINNOVA sobre inclusión de personas con discapacidades en el sector agroindustrial.

Asociaciones estratégicas

<i>Objetivos de asociación</i>	<i>Asociados/redes/plataformas</i>	<i>Resultados y efectos directos de la asociación</i>	<i>Justificación de la asociación</i>	<i>Supervisión y presentación de informes (completar para el examen de los resultados y el examen final del COSOP)</i>
Participar en la formulación de políticas e influir en las agendas de desarrollo	Grupo de Resultados del eje 1 "Desarrollo Económico" del Marco Estratégico de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible	Mejora de la aplicación de la política en materia de generación de oportunidades económicas (OE1 del COSOP)	El FIDA es la agencia colíder del grupo de resultados dentro del Equipo de País, y se ha acordado con el Gobierno que se tendrán espacios de diálogo de política bimestrales	
	Grupo de Cooperantes por la Seguridad Alimentaria y Nutricional en Guatemala	Mejora de la aplicación de la política en materia de nutrición y SAN (OE1 del COSOP)	Las RBAs conforman la representación de la ONU en el grupo con más de 15 agencias de cooperación que impulsan el tema con el sector privado y el Gobierno	
	Asambleas del Programa de Desarrollo Regional Rural (PDRR) de la región SICA	Acceso de la población rural pobre a la tierra y al aumento de la inversión pública en desarrollo rural.	El FIDA y la FAO han apoyado la plataforma regional conjuntamente desde hace 5 años, y fue el espacio de incidencia para la formulación de la Política de Agricultura Familiar Campesina, Indígena y Afrodescendiente Regional 2018 – 2030 (PAFCIA)	
	Asociación Internacional para la Cooperación sobre el Trabajo Infantil en la Agricultura (IPCCLA).	Se puede operativizar las estrategias e instrumentos de mitigación de riesgo de trabajo infantil en la implementación de operaciones financiadas por el FIDA y sus socios.	El FIDA es miembro fundador y participa junto a la OIT, la FAO, el IFPRI, el CGIAR y la UITA.	
Movilizar cofinanciación	Banco Mundial	USD 150 millones de cofinanciación aprobada para el Programa GUATEINNOVA	Asociado principal en el Programa GUATEINNOVA. Aparte de la cofinanciación, la alianza es valiosa para posicionar temas en materia de diálogo de políticas.	
	Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)	USD 25 millones a ser movilizados para una nueva operación del FIDA	Muestra un gran interés y compromiso de trabajar en asociación a través del Acuerdo Marco de Cofinanciación del FIDA y el Reino de España, con base a los lineamientos del Fondo para la Promoción del Desarrollo (FONPRODE)	
	Banco Europeo de Inversiones (BEI)	USD 25 millones a ser movilizados para una nueva operación del FIDA	Muestra un gran interés y compromiso de trabajar en asociación con especial énfasis en inversiones de infraestructura	
	Banco de Desarrollo Rural (BANRURAL)	USD 8.8 millones a ser movilizados para el Programa GUATEINNOVA	Actor relevante en la colocación de microcréditos a pequeños productores del área rural	

<i>Objetivos de asociación</i>	<i>Asociados/redes/plataformas</i>	<i>Resultados y efectos directos de la asociación</i>	<i>Justificación de la asociación</i>	<i>Supervisión y presentación de informes (completar para el examen de los resultados y el examen final del COSOP)</i>
			de Guatemala. En el marco de GUATEINNOVA se consideró que al menos el 50% de la contrapartida de las organizaciones beneficiarias provendría de créditos del sector financiero. Socio con la iniciativa PARM del FIDA, para la incorporación de micro seguros ante riesgos agroclimáticos (en alianza con WFP y FAO).	
Facilitar procesos coordinados por el país	Equipo de Coordinación de las Naciones Unidas	Mejora del seguimiento del Marco Estratégico de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible	En colaboración con el Gobierno, se han efectuado grandes esfuerzos para mejorar la recopilación de datos de los indicadores que ayudarán a realizar el seguimiento de los resultados de los proyectos del FIDA en el eje 1 y en el Grupo Especializado de Género	
Desarrollar y propiciar el conocimiento y la innovación (en particular, la cooperación Sur-Sur y cooperación triangular)	CEPAL	Diálogo de políticas en la región LAC sobre nuevas ruralidades	El FIDA otorgó una donación regional a la institución y la colaboración nos posiciona como actores clave en el tema, el cual es relevante para Guatemala como país de renta media alta	
	PROCASUR	Diálogo de políticas en la región SICA sobre liderazgo de la juventud rural	El FIDA otorgó una donación regional a la institución y la colaboración nos posiciona como actores clave en el tema	
	AGRITERRA	Creación de soluciones digitales para cajas de ahorro y crédito comunitario y comercio electrónico	AGRITERRA ha desarrollado un proyecto piloto financiado por el PRSF del FIDA que apoyará a los resultados del OE1 en acceso a mercados y en el OE2 del COSOP en materia de inclusión financiera	
	CIAT	Gestión del conocimiento y diálogo de políticas en los países del CA4 sobre agricultura climáticamente inteligente	El FIDA otorgó una donación regional a la institución y la colaboración nos posiciona como actores clave en el tema conjuntamente con los Ministerios de Agricultura y Ambiente en los cuatro países	
	IICA	Generación de evidencia científica sobre modelos exitosos de inversiones innovadoras en resiliencia en climas extremos	El FIDA otorgó una donación regional a la institución y la evidencia generada en los nueve países será una buena base para aportar al OE3 del COSOP	

<i>Objetivos de asociación</i>	<i>Asociados/redes/plataformas</i>	<i>Resultados y efectos directos de la asociación</i>	<i>Justificación de la asociación</i>	<i>Supervisión y presentación de informes (completar para el examen de los resultados y el examen final del COSOP)</i>
	ICCO	Creación de estrategias para la inclusión económica y productiva de los jóvenes en el área rural	El FIDA otorgó una donación regional a la institución y la evidencia generada aportará a los diseños de las operaciones en el OE1 del COSOP	
	Programa de Mesoamérica sin Hambre de la AMEXCID	Colaboración en la puesta en marcha de soluciones para mejorar la seguridad alimentaria y nutricional	El programa regional está dando buenos resultados y su escala podría ampliarse a otras zonas de intervención del FIDA, con la colaboración de FAO como parte de una iniciativa de CSSyT	

Estrategia de cooperación Sur-Sur y cooperación triangular

Introducción

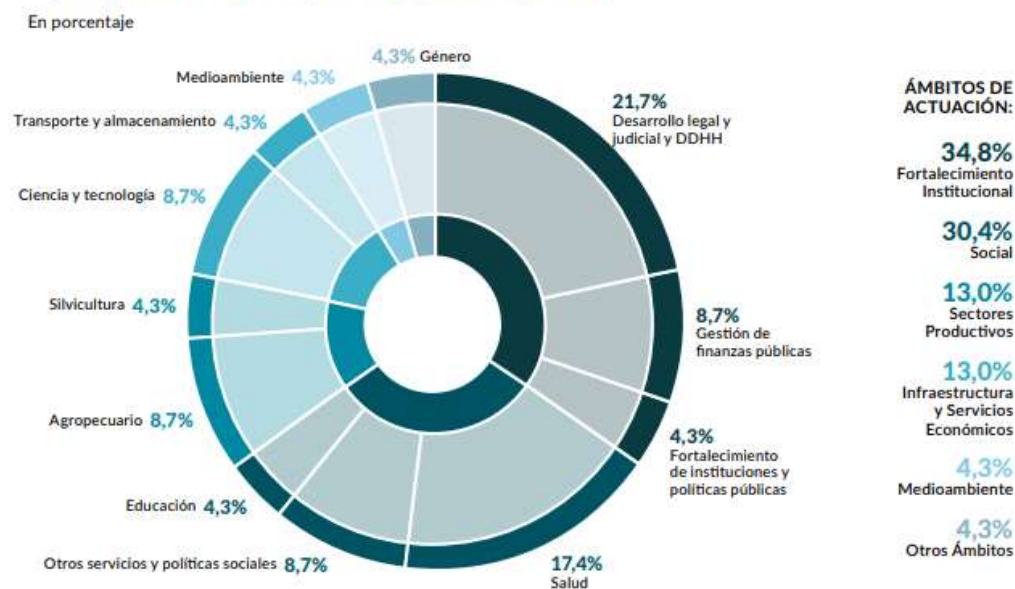
1. La Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) se ha integrado cada vez más en el modelo operativo del FIDA como una forma de maximizar el impacto y ha pasado de una serie de actividades aisladas a un enfoque institucional. El FIDA reconoce a la CSST como una modalidad clave para compartir soluciones innovadoras de desarrollo rural, promover inversiones entre una amplia gama de partes interesadas y establecer alianzas novedosas y otras formas de colaboración que permitan a las partes involucradas desarrollar los términos de su cooperación, tomando en consideración sus características distintivas, capacidades y ventajas comparativas.
2. El FIDA también está poniendo a prueba ampliar nuevos enfoques para promover la cooperación financiera en áreas como los vínculos entre empresas y la intermediación de inversiones entre países en desarrollo. En el contexto del nuevo COSOP de Guatemala para 2022-2027, la CSST se reconoce como un elemento clave para impulsar los resultados de las iniciativas de desarrollo rural centradas en los pequeños agricultores, en particular en los grupos vulnerables e históricamente excluidos como las mujeres, los jóvenes, personas con discapacidades y pueblos indígenas. Este apéndice presenta áreas potenciales para la participación de la CSST en Guatemala, según los sectores de relevancia para el país, así como las oportunidades de asociación que se explorarán durante el período del COSOP.

CSST en Guatemala

3. Guatemala es un país de ingreso medio-alto, y una de las economías más importantes en Centroamérica. Guatemala, por su categoría de ingresos, ha experimentado un cambio importante en los últimos cinco años, en donde se ha observado una disminución importante de la cooperación financiera bilateral no reembolsable que recibe, y a la vez un aumento en la cooperación financiera reembolsable, así como iniciativas de asistencia técnica bajo la modalidad cooperación sur-sur y triangular en. Esta última en especial proviniendo de Brasil, Cuba, El Salvador, India, México, Panamá, Taiwán, entre otros.
4. Segundo el informe anual⁷¹ preparado por la Secretaría General Iberoamericana, acerca del estado de la Cooperación Sur-Sur y Triangular en Iberoamérica, Guatemala participó en 128 acciones, proyectos y programas de cooperación sur-sur y triangular en el año de 2019. El 42% correspondió a iniciativas de CSS Regional (54 iniciativas), el 35% se desarrolló bajo la modalidad Bilateral (45 iniciativas) y alrededor de una cuarta parte (23%) se implementó a través de Cooperación Triangular (29 iniciativas). En la mayoría de estas iniciativas, sus socios también fueron países centroamericanos: Costa Rica, Honduras y El Salvador.
5. El gráfico muestra la distribución de 23 proyectos en los que Guatemala participó en 2019 por área de acción y sector de actividad, indicando que dos tercios de su cooperación se centró en las áreas de Fortalecimiento Institucional (34,8%) y Social (30,4%). Adicionalmente, Guatemala también recibió cooperación (alrededor del 25%) destinada a fortalecer aspectos de sus actividades productivas y económicas, especialmente en materia agrícola y ganadera.

⁷¹ <https://www.segib.org/?document=informe-de-la-cooperacion-sur-sur-y-triangular-en-iberoamerica-2020>

Distribución de los proyectos participados por Guatemala como receptor, según sector de actividad y ámbito de actuación. 2019



Fuente: SEGIB a partir de Agencias y Direcciones Generales de Cooperación

- En general, Guatemala actúa predominantemente como receptor y, bajo este rol, ha logrado fortalecer sus capacidades en diferentes temas relacionados con el desarrollo jurídico y judicial y los derechos humanos, gestión de desastres, medio ambiente y paz, seguridad y defensa pública y nacional, entre otros. Además, participó como primer proveedor en una iniciativa de Cooperación Triangular asociada al sector de Salud.
- Como resultado de los esfuerzos realizados en el marco de estos intercambios, Guatemala logró avances importantes en el ODS 16 (Paz, justicia e instituciones sólidas), ODS 13 (Acción climática) y ODS 9 (Industria, innovación e infraestructura).

Oportunidades para promover la Cooperación Sur-Sur Triangular en inversiones en desarrollo rural

- La Cooperación Sur-Sur y su triangulación son elementos importantes que pueden apoyar el cumplimiento de los objetivos estratégicos propuestos en el nuevo COSOP, ampliando la colaboración con socios tradicionales y nuevos en temas relacionados con el cambio climático, la nutrición, finanzas, tecnología digital para los pequeños agricultores, entre otras prioridades que se identificarán conjuntamente durante el período de implementación del nuevo marco estratégico.
- En este contexto, un paso importante durante la formulación del COSOP, ha sido el mapeo inicial de las partes interesadas y los socios potenciales (es decir, organizaciones internacionales, instituciones de investigación, academia, sector privado, IFI, etc.) para participar en las actividades de CSST, y la identificación de países de los que extraer y proveer experiencia puede ser viable. Además, es importante indicar las áreas potenciales de cooperación, incluidos algunos ejemplos concretos del tipo de actividades de CSST previstas, y garantizar que las principales áreas temáticas identificadas estén alineadas con las políticas y los programas clave en curso en los que el Gobierno está centrando sus inversiones.

10. A la continuación están listados algunos de los programas, actividades y potenciales socios de la CSST y su vínculo con los tres objetivos estratégicos (OE) del nuevo COSOP. Es importante señalar que esta no es una lista exhaustiva, ya que el gobierno puede identificar nuevas actividades y socios de la CSST y / o las partes interesadas pueden sugerirlas durante el período de implementación.

El Programa de Mesoamérica sin Hambre (MsH)

11. El MsH es una iniciativa de AMEXCID con la cooperación de la FAO. A nivel regional se focaliza en la recopilación, sistematización, divulgación e intercambio de conocimientos, experiencias y buenas prácticas, así como en la asistencia técnica y el fortalecimiento de capacidades en los países y la región. Con el acompañamiento técnico de FAO, el MsH tiene un componente CSST a través del cual se promueve la cooperación técnica de las instituciones mexicanas con los países de cobertura del Programa, según necesidades específicas identificadas. Se considera que pueden existir acciones conjuntas para el OE1 y OE3.

El Plan de Desarrollo Integral (PDI)

12. El PDI para El Salvador, Guatemala, Honduras y el sur-sureste de México, diseñado por la CEPAL, es una propuesta innovadora que busca crear un espacio de desarrollo sostenible estimulando el crecimiento económico, promoviendo el acceso universal a los derechos sociales, impulsando la resiliencia al cambio climático y garantizando los derechos durante todo el ciclo migratorio.
13. El PDI contempla el abordaje del ciclo migratorio *origen-tránsito- destino-retorno*, con un enfoque territorial, que a su vez constituyen 4 ejes estratégicos:
 - Gestión migratoria: Implementar programas que garanticen los derechos humanos y protección de las personas migrantes, refugiadas o en busca de refugio.
 - Desarrollo económico: Mejorar el desempeño económico, atraer inversión, incrementar el comercio, mejorar la generación de ingresos y trabajo digno y decente, preferentemente en los territorios con mayor propensión migratoria, para fomentar el arraigo de las comunidades en sus países de origen.
 - Bienestar social: Promover a nivel regional el acceso a los derechos sociales y al bienestar con prioridad en los territorios de mayor índice migratorio.
 - Sostenibilidad ambiental y adaptación al cambio climático: impulsar la sostenibilidad, la resiliencia al cambio climático y la gestión integral de riesgo para mitigar su incidencia como motivo de la migración.
14. Si bien el PDI aún está en proceso de diseño y consulta tanto con donantes como con los países beneficiarios, el Gobierno de Guatemala se muestra muy receptivo a formular instrumentos de desarrollo en ese marco, en donde se pueden alinear esfuerzos con la cooperación bilateral del Gobierno de los Estados Unidos de América, Canadá, México y Centroamérica. Se considera que pueden existir acciones conjuntas para el OE1, OE2 y OE3.
15. El FIDA por su parte, cuenta con una cartera de programas de desarrollo rural e inversiones en fase de implementación tanto en Guatemala, como en países vecinos. Allí las inversiones del FIDA, que atienden a más de 125,490 familias rurales a través de proyectos o programas con un monto de más de US\$ 368 millones, están dirigidas a contribuir a la transformación inclusiva y sostenible de las zonas rurales e incluyen acciones para desarrollar la agricultura familiar, mejorar el acceso al mercado e ingresos, mejorar la nutrición, empoderar a las mujeres, los indígenas y

las niñas del medio rural, ofrecer oportunidades de trabajo a los jóvenes y hacer frente al cambio climático, entre otros.

16. Las actuales inversiones del FIDA, en fase implementación en los países de cobertura del PDI ofrecen una oportunidad no sólo para propiciar articulaciones de las mismas en los países, sino también, para el intercambio de experiencias y fortalecimiento de las capacidades de actores institucionales y de la sociedad civil. Asimismo, ofrecen una plataforma ideal para reforzar las acciones del PDI y darle la posibilidad a Guatemala de ofrecer y recibir capacidades técnicas y experiencia al servicio de territorios rezagados, con alto nivel de marginalización y expulsores de migrantes.

Tabla 1. Inversiones FIDA en fase de implementación en El Salvador, Guatemala, Honduras y México

País	Nombre del proyecto	Monto según fuente (en millones US\$)				No. Familias	Periodo ejecución
		Financiamiento FIDA	Cofinanciación	Aporte Nacional (GOB+Fam)	Total		
El Salvador	Rural Adelante	12.13	5	2.1	19.23	8,300	2019-2024
Guatemala	Proyecto Vinculación de la Agricultura Familiar y la Alimentación Escolar	0.45	0.36	0	0.81	1,600	2019-2022
	GUATEINNOVA	11.33	150	17.67	179	44,550	2022-2027
Honduras	PROLENCA	20.5	3	5.3	28.8	13,500	2013-2022
	PROINORTE	16.33	20	10.15	46.48	15,000	2020-2026
México	PRODEZSA	20.7	15	6.32	42.02	20,000	2012-2020
	PROECOSOCIAL	33.37		19.24	52.61	22,540	2018-2023
Total		114.81	193.36	60.78	368.95	125,490	

17. El Gobierno de México propone replicar en América Central iniciativas de desarrollo rural, tales como el **"Programa de Producción para el Bienestar"**, **"Sembrando Vida"** o **"Jóvenes Construyendo Futuro"** que pueden contribuir al desarrollo territorial en zonas de alta y muy alta marginación, y vincularse claramente al OE1. El desarrollo de intercambio de experiencias y el establecimiento de sistemas de evaluación y monitoreo de resultados, serán aspectos importantes para el fortalecimiento de este tipo de CSST.

El decenio de la agricultura familiar

18. El FIDA junto a la FAO han sido nombrados para liderar el diálogo a nivel global, en relación al decenio de la agricultura familiar. En Guatemala, se ha visto la

oportunidad de priorizar la **vinculación de la agricultura familiar con la alimentación escolar**, para lo cual conjuntamente con el WFP, se ha trabajado con Brasil en materia de gestión del conocimiento en el marco del programa de cooperación sur-sur de dicho país. Esta alianza se continuará fomentando para aportar al OE1 y OE3.

El Fondo de Financiación para Remesas del FIDA (FFR)

19. Desde el FIDA, se ha identificado la oportunidad de vincular al **Fondo de Financiación para Remesas del FIDA (FFR), para contribuir especialmente al OE2**. Esta facilidad del FIDA cuenta con apoyo de múltiples donantes busca maximizar el impacto de las remesas en el desarrollo y promover la participación de los migrantes en sus países de origen.
20. Por medio del financiamiento de casi 70 proyectos en más de 40 países, el FFR está aumentando satisfactoriamente el impacto de las remesas en el desarrollo mediante la promoción de inversiones y modalidades de transferencia innovadoras, el apoyo a los mecanismos de inclusión financiera, el fomento de la competencia, el empoderamiento de los migrantes y sus familias mediante la educación y la inclusión financieras, y el fomento de la inversión y el emprendimiento de los migrantes.
21. El fondo contribuye al diálogo sobre políticas mediante la investigación práctica y el Foro Mundial sobre Remesas, Inversión y Desarrollo (GFRIDs por sus siglas en inglés), reuniendo a las partes interesadas de todo el mundo que participan en el ámbito de las remesas, la migración y el desarrollo, y estimulando la creación de asociaciones y sinergias duraderas entre los sectores público y privado, y la sociedad civil.

La Plataforma para la Gestión de Riesgos Agrícolas (PARM)

22. El FIDA es un aliado y dirige el Secretariado de la **Plataforma para la Gestión de Riesgos Agrícolas (PARM por sus siglas en inglés)**, la cual se centra en hacer de la gestión de riesgos una parte integral de la planificación e implementación de políticas en el sector agrícola de los países en desarrollo.
23. Dado el fuerte mandato de PARM como intermediario y facilitador de conocimientos, la estrategia de Gestión del Conocimiento de PARM está directamente vinculada al proceso en cada país e incluye el desarrollo e intercambio de metodologías y estudios técnicos, la participación en foros internacionales relacionados con la gestión de riesgos agrícolas y la implementación de una estrategia de desarrollo de capacidades. Preliminarmente, se observa la oportunidad de trabajar el tema de seguros agrícolas con apoyo de la plataforma, vinculando las herramientas a los tres objetivos estratégicos, aunque con mayor énfasis al OE2.

INSURED

24. INSURED es un programa de asistencia técnica financiado por la Agencia Sueca de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ASDI). Su ejecución corre a cargo del FIDA, a través de PARM. El objetivo general de INSURED es aumentar la resiliencia de los hogares rurales pobres frente a los riesgos climáticos, desarrollar su capacidad para gestionar los riesgos y fortalecer sus medios de vida. En la práctica, INSURED ayuda a los gobiernos y a los responsables de la toma de decisiones a definir las áreas de inversión en seguros como parte de las estrategias de desarrollo rural; proporciona asistencia técnica para el diseño y la implementación de seguros vinculados a la cartera del FIDA y a las actividades pertinentes de otros actores; crea capacidad en

las instituciones locales públicas y privadas asociadas, y en los equipos de gestión del FIDA en los países; y comparte las lecciones para la ampliación.

Otras oportunidades

25. Se deberán identificar los recursos financieros, que podrían ser de donación, asistencia técnica reembolsable (RTA por sus siglas en inglés) o un componente dentro de las operaciones financiadas con préstamos, o bajo la modalidad de costos compartidos, necesarios para la realización de actividades de CSST.
26. El FIDA, a través de su Centro de Conocimiento y de Cooperación Sur-Sur y Triangular ubicado en Brasilia, buscará oportunidades de colaboración e intercambio con inversiones y donaciones FIDA en la región y promoverá la adopción de experiencias y conocimientos disponibles en su Portal de Soluciones Rurales.⁷²

Conclusiones y recomendaciones

27. La Cooperación Sur-Sur y Triangular responde al creciente interés de los países en desarrollo por compartir lecciones aprendidas, conocimientos, tecnología y experiencia, así como promover el comercio y las inversiones. En este contexto, Guatemala ciertamente se beneficiará tanto de los aspectos de cooperación técnica como de promoción de inversiones potencializados por la CSST.
28. El nuevo COSOP de Guatemala ofrece una gran oportunidad para que el país avance más en la reducción de la pobreza rural, donde la CSST se puede utilizar para obtener resultados más sólidos. Guatemala ya ha desarrollado interesantes iniciativas de CSST en los últimos años y debe aprovechar las experiencias existentes para ampliar escala. En este sentido, será fundamental movilizar y asignar fondos para las iniciativas de CSST.
29. Teniendo en cuenta la Agenda 2030, y reconociendo la gran demanda de conocimientos técnicos y alternativas de inversión expresada por los gobiernos, especialmente en el proceso de recuperación posterior a la pandemia COVID19, el FIDA está dispuesto a seguir actuando como intermediario de conocimientos y a apoyar el intercambio de buenas prácticas y oportunidades de inversión durante el período de implementación del nuevo COSOP.

⁷² <https://ruralsolutionsportal.org/en/home>

Panorama general del país

Region	Latin America & the Caribbean	Member of Country Groups :	
Country	Guatemala	Least Developed country	No
Current Financing Terms	Ordinary	Low-income, food deficit	No
Ranking all Countries	38	HIPC DI Eligible	No
Ranking within region	3		

Country Indicator	Value	Year	Source
Agriculture, value added (% of GDP)	10.06	2017	World Bank
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	4,060.00	2017	World Bank
Human development index (HDI) value	0.65	2017	UNDP
Population, total	16,913,503.00	2017	World Bank
Rural population	8,341,740.00	2017	World Bank

Key Dates

Last RB-COSOP Approved AVP/PMD	
First Project Approved	11 Sep 1984
Last Project Approved	13 Jan 2021

IFAD Interventions	Number of Projects	IFAD Approved USD ('000)
Board/President Approved	1	11,330
Financial Closure	8	114,652
Total IFAD commitment	9	125,982

IFAD Interventions Summary

Project Number	Financing Instrument ID	Currency	Approved Amount	Disbursed	Loan/Grant Status	Project Status	Board Approval	Cooperating Institution
1100000154	1000002014	XDR	4,950,000	94%	Fully Repaid	Closed	11 Sep 1984	IDB
1100000251	1000002122	XDR	5,300,000	100%	Fully Repaid	Closed	07 Dec 1989	UNOPS
1100000296	1000002171	XDR	5,500,000	99%	Fully Repaid	Closed	11 Dec 1991	UNOPS
1100001008	1000002326	XDR	10,450,000	82%	Fully Repaid	Closed	04 Dec 1996	UNOPS
1100001085	1000002418	XDR	10,850,000	98%	Fully Repaid	Closed	08 Dec 1999	IFAD
1100001274	1000002525	XDR	21,550,000	26%	Fully Repaid	Closed	11 Sep 2003	IFAD
1100001317	1000002566	XDR	11,350,000	70%	Closed	Closed	02 Dec 2004	IFAD
1100001473	1000003231	XDR	12,100,000	61%	Closed	Closed	17 Dec 2008	IFAD
1100001473	1000003232	XDR	300,000	61%	Closed	Closed	17 Dec 2008	IFAD
2000002250	2000003688	USD	11,330,000	0%	Approved	Approved	13 Jan 2021	IFAD

Projects in Pipeline

Current Phase	Number of Projects	IFAD Proposed Financing USD ('000)
Total	0	0

Resumen de cuestiones relativas a la gestión financiera

COUNTRY Guatemala						
Project	Financing instrument	FLX Status (1)	Lending Terms	Currency	Amount (million)	Completion date
GUATEINNOVA	2000003688	AAPR	LOAN ORDINARY TERMS	USD	11.33	
(1) APPR – SIGN – ENTF – DISB – EXPD - SPND						
CURRENT LENDING TERMS	Ordinary					
A. INHERENT RISK: HIGH						
<p>TI Index: 25/100 (High) High risk = 0 – 30; Substantial risk Moderate risk = 31 – 55; Low risk = 56 and above.</p> <p>RSP rating: 2.7 (High) High risk = 0 – 3; Substantial risk Moderate risk = 3.1 – 4.0; Low risk = 4.1 – 10.</p>	<p>TI (2020): According to the 2019 Transparency International report, Guatemala ranks 149th (out of 180 countries) with a score of 25/100. This score reflects a decrease by 1 points compared to 2019, but it remains consistently in the high risk range (<i>source: Transparency International</i>).</p> <p>The World Bank Group Country Partnership Framework for the period 2018-2023 assesses Guatemala's fiduciary risk as substantial (in a scale of low, moderate, substantial and high). According to the report, Public Financial Management has systemic weaknesses in areas such as budget preparation and control, liquidity management, automation of financial reporting, internal audit and external audit, which overall create implementation issues at the project level, reducing the possibility of completely relying on country systems.</p> <p>Public Expenditure and Financial Accountability: The latest PEFA assessment was carried out in 2017 by the Inter-American Development Bank and the European Union upon request of the Government of Guatemala. The report concluded management of public finances is aligned with recognized best practices PEFA methodology with weaknesses identified in the areas of policy based fiscal strategy and budgeting, predictability and control in budget execution, accounting and reporting, external scrutiny and audit and in particular management of assets and liabilities</p> <p>Accounting: Guatemala is in process of implementing accrual based IPSAS in a phased approach from 2019 to 2022.</p> <p>Debt distress: Guatemala has sustainable debt. The IMF debt sustainability analysis dated June 2019 indicates that prudent fiscal policy has kept debt low as a share of GDP and contributed to favourable strong macroeconomic fundamentals. Debt is at 24.7% of GDP with increases up to 27-20% projected until 2023. Fiscal position is evaluated as sustainable and resilient to Macroeconomic shocks as per IMF analysis. As per concluding statement of 2021 Article IV mission in May 2021 no new concerns raised around debt sustainability. IMF highlights the swiftly mobilization of financing to enhance healthcare capacity and secure lifelines to businesses and vulnerable households was key in limiting impact of the pandemic. Economic outlook remains positive and IMF recommends monetary policy to remain accommodative <i>as long as inflation expectations remain anchored and the authorities proactively address any unintended financial risks as extraordinary credit support measures are gradually withdrawn.</i></p> <p>GNI per capita: The 2019 GNI per capita in Guatemala is US\$ 4 610 (<i>source: World Bank Country data</i>).</p>					
B. PORTFOLIO, FM RISK & PERFORMANCE						
Project	Project FM risk	PSR quality	PSR audit	PSR disb. rate	Disbursed to	

	rating	of FM			approved
GUATEINNOVA	Substantial	N/A	N/A	N/A	N/A

New GUATEINNOVA project approved by IFAD EB on 23 January 2021. The total cost of GUATEINNOVA Project is US\$179.0 million made of (i) US\$150.0 million World Bank loan (84% of the total cost); (ii) US\$11.3 million from IFAD Loan (6%) , and (iii) US\$17.7 million from cofinancing from beneficiaries (9.8 %).

The Ministry of Economy (MINECO) will be the executing agency of GUATEINNOVA, whereas in previous IFAD projects the Ministry of Agriculture (MAGA) has been institution that responsible for the implementation.

World Bank has adopted in project design the following mitigation measures to be implemented based on experience in previous IFAD funded projects with GoG (i) Implementation of accounting system with tracking expenditure by category, component and funding source and generates automated required for monitoring project implementation and reporting to financiers (ii) Assignment of finance staff to project with experience in managing funds from external sources and an thorough induction process on World Bank Financial Policies and procedures and use of financial systems (iii) Ensure solid procedures are in place around contracts with Organizations including phased disbursements, timely reporting and verification of supporting documentation.

Latest project implemented by Guatemala PRODENORTE with Ministry of Agriculture (MAGA) as implementing agency completion date 30 September 2019 has been closed with significant delay in May 2021 after extensive engagement with GoG on the settlement of outstanding unjustified balances.

C. SUMMARY – APPROVED AND DISBURSED AMOUNTS

APPROVED AMOUNTS (PBAS)

USD million ⁽⁴⁾	2013 - 2015 (IFAD9)	2016 - 2018 (IFAD10)	2019 - 2021 (IFAD11)
PBAS allocation	17.95	21.02	11.34
Amount approved	0.50	0.45	11.33

⁽⁴⁾ Source = GRIPS.

The PBAS allocation in IFAD9 was used only for an institutional strengthening grant for US\$ 0.5 million. At the time, IFAD and GoG agreed not to invest into a new operation and to concentrate efforts towards reactivating the portfolio. PBAS allocation in IFAD10 was used for a UN to UN grant to WFP for a School meal Program for US\$ 0,45 million IFAD10 for a grant to PBAS allocation in IFAD 11 has been allocated for GUATEINNOVA project approved by IFAD EB on 23 January 2021

Replenishment: Guatemala has not pledged contribution for IFAD11 but pledged US\$ 450,000 for IFAD12.

D. AUDIT and SUPERVISION

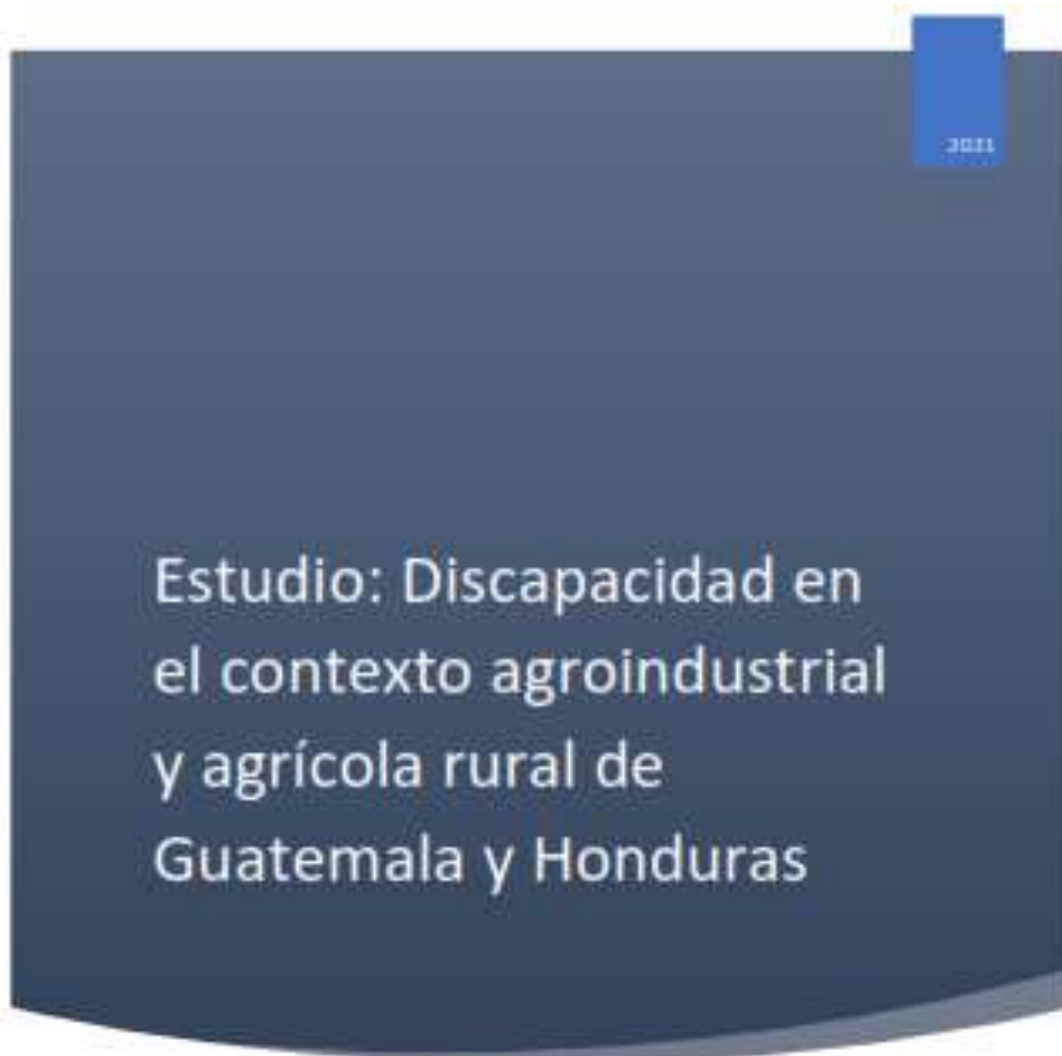
Quality of Financial Management for PRODENORTE executed by MAGA has been evaluated as moderately unsatisfactory driven by issues around staff turnover and newly hired staff without experience with external funding, staff not receiving proper training and in addition weak accounting system which does not allow to tracking of expenditure by category, component and Funding Source

The final audit rating for Project PRODENORTE for fiscal year 2019 (Final Audit) was rated moderately satisfactory, with an unqualified opinion with emphasis on matter (reimbursement of unused funds by organizations received in 2019 but not reflected in Financial statements for the amount of US\$282,244.

Issues around contracts with organization (unacceptable supporting documentation for expenditure) have resulted in an amount of ineligible expenditure of US\$559,584 which has been absorbed by the Government of Guatemala).

E. DEBT SERVICING

There are no arrears for Guatemala.



INFORME DE CONSULTAS



Lista de Acrónimos

ADD	Asociación Danesa de Personas con Discapacidad
ADISA	Asociación de Padres y Amigos de Personas con Discapacidad de Santiago Atitlán
ADPD	Asociación Guatemalteca de Personas con Discapacidad Manuel Tol
AIDEPCE	Asociación Integral de Desarrollo para Personas con Capacidades Especiales
ALPH	Asociación de Limbados Físicos de Honduras
AMHELI	Asociación Mixta Hondureña de Bases Unidas
AARDIS	Asociación Mixta de Personas con Discapacidad
ANADISH	Asociación Nacional de Discapacitados de Honduras
ANDEPCH	Asociación Nacional Para el Desarrollo de las Personas Ciegas en Honduras
APREH	Asociación de Personas con Retos Especiales de Honduras
ASOPEDI	Asociación de Personas con Discapacidad de Aguacatán
ASORD	Asociación Rompiendo Límites
BM	Banco Mundial
BANHYPOVI	Banco Hondureño de Producción y Vivienda
CATTLEVA	Con Amor, Trabajo y Terapia, Logramos Educar y Avanzar
CDPD	Convención Sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad
CISP	Comité Internacional para el Desarrollo de los Pueblos (siglas en italiano)
CODESAN	Consejo Departamental de Seguridad Alimentaria y Nutricional
COHEP	Consejo Hondureño de la Empresa Privada
COMUSAN	Consejo Municipal de Seguridad Alimentaria y Nutricional
CONADI	Consejo Nacional para la Atención de Personas con Discapacidad
CONASAN	Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional
CONOCCOP	Coordinadora de ONGs y Cooperativas
DIOCEPDIS	Dirección General de Personas con Discapacidad y Adolfo Meyer
FAO	Organización para la Alimentación y la Agricultura (siglas en inglés)
FDL	Foro de Desarrollo Local
FENAMPEDISH	Federación Nacional de Padres y Familiares de Personas con Discapacidad
FENOPGH	Federación Nacional de Organizaciones de Personas con Discapacidad de Honduras
FIDA	Fondo Internacional de Desarrollo Agrario
FUNDARISE	Fundación Hondureña de Responsabilidad Social Empresarial
ODH	Observatorio de Honduras
MAIDA	Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación
MIDES	Ministerio de Desarrollo Social
MINECO	Ministerio de Economía
MIPYME	Microempresa, Pequeña y Mediana Empresa
ODECO	Organización de Desarrollo Económico Comunitario
ONG	Organizaciones No Gubernamentales
PMA	Programa Mundial de Alimentos
PNA	Plan Nacional de Accesibilidad

PROENCUS	Programa Educativo Para No Videntes
SEDECCAS	Secretaría de Desarrollo Comunitario, Agua y Saneamiento
SEDIS	Secretaría de Desarrollo e Inclusión Social
SEDEPLAN	Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia
SESAN	Secretaría de Seguridad Alimentaria y Nutricional
SOLID	Secretaría de Gobernación, Justicia y Descentralización
UNOH	Unión Nacional de Ciegos de Honduras
Vecinos Rerokáras	Asociación No Gubernamental de desarrollo rural integral

1. Informe de consultas

El presente análisis se hace con base a la revisión de la información documental recabada, tanto en las secciones del marco conceptual, marco legal y normativo, y el perfil situacional del presente informe, como a partir de la información proporcionada por los actores clave entrevistados. En síntesis, las organizaciones de sociedad civil, incluyendo a las organizaciones no gubernamentales especializadas en el desarrollo agrícola y agroindustrial, las especializadas en personas con discapacidad y agencias multilaterales fueron muy receptivas y abiertas a ser consultadas; las instituciones del gobierno fueron más complicadas para contactar debido a que era necesario tener un contacto personal con algún funcionario para ello; el sector más cerrado y con quienes no fue posible realizar la consulta fue el privado, principalmente la banca privada y las cámaras empresariales, con una sola excepción en Honduras.

A continuación, se despliega el listado de instituciones/organizaciones que recibieron la solicitud para ser consultadas para este estudio, y el resultado.

a. Guatemala

Tipo de institución	Nombre de la institución	Consultadas	
		Si	No
Públicas	Secretaría de Seguridad Alimentaria y Nutricional	X	
	Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación		X
	Ministerio de Desarrollo Social	X	
	Ministerio de Economía	X	
	Fondo de Desarrollo Indígena		X
	Consejo Nacional para la Atención de Personas con Discapacidad	X	
Privadas	Cámara del Agro		X
	Banco de Desarrollo Rural, BARRURAL		X
Especializadas en Discapacidad	Asociación de Padres y Amigos de Personas con Discapacidad de Santiago Atitlán –ADDA-	X	
	Asociación Rompiendo Límites –ASORL-	X	
	Colectiva de Mujeres con capacidad de cuidar a cónyuges	X	
	Trickle-up	X	
	Asociación de Personas con Discapacidad de Aguacatalán –ASOPEDI-	X	
	Asociación Guatemalteca de Personas con Discapacidad Manual Total –AGPD-	X	

	Asociación Integral de Desarrollo para Personas con Capacidades Especiales –AIDEPECE-	X	
Sociedad Civil	Coordinadora de ONG y Cooperativas de Guatemala CONOCCOP	X	
	Asociación de Organizaciones de Los Cuchumatanes –ASOCUCH-		3
Multilaterales	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura –FAO-	X	
	Programa Mundial de Alimentos –PMA-	X	
	Comité Internacional para el Desarrollo de los Países –CISP-	X	
Academia	Dr. Shaun Oreh, sociólogo experto internacional que ha estudiado a profundidad la relación entre la discapacidad y la pobreza en el área rural de Guatemala	X	
	Instituto de Investigación y Proyección sobre Ambiente Natural y Sociedad de la Universidad Rafael Landívar –IRNA-	X	
Personas con Discapacidad Individual	Mujer k'achiquel de 27 años de edad con discapacidad física del municipio de San Andrés Semetabaj, departamento de Solalá	X	
	Mujer k'achiquel de 25 años de edad con discapacidad física del municipio de Solalá, departamento de Solalá	X	
	Hombre k'el de 18 años de edad con discapacidad física del municipio de Nebaj, departamento de Quiché	X	
	Mujer k'el de 37 años de edad con discapacidad física del municipio de Nebaj, departamento de Quiché	X	
TOTAL		21	3

Fuente: Elaboración propia, 2021.

b. Honduras

Tipo de Institución	Nombre de la institución	Consultar:	
		Si	No
Públicas	Secretaría de Agricultura y Ganadería		X
	Secretaría de Desarrollo e Inclusión Social, Dirección de Discapacidad		X
	Secretaría de Estado en el Despacho de Desarrollo Comunitario, Agua y Saneamiento	X	

	Secretaría de Gobernación, Justicia y Descentralización	X	
	Banco Hondureño de la Producción y la Vivienda, BANHPRODVI	X	
	Federación de Asociaciones Cooperativas de Ahorro y Crédito de Honduras, FACACH		X
Privadas	Consejo Hondureño de la Empresa Privada COHEP	X	
	Federación Nacional de Agricultores y Ganaderos de Honduras, FEAGAH		X
	Fundación Hondureña de Responsabilidad Social Empresarial, FUNDARISE	X	
Especializadas en Discapacidad	Federación de Familiares de Padres de Personas con Discapacidad FENAPAPDISH	X	
	Asociación Hondureña de Lectorales, Medulares y Similares AJHMYS	X	
	Asociación Nacional de Sordos de Honduras ASH	X	
	Federación Nacional de Organizaciones de Personas con Discapacidad de Honduras	X	
	Unión Nacional de Ciegos de Honduras, UNCH	X	
	Asociación Mixta Hondureña de Buzos Unidos AMHBU	X	
	Asociación Mixta de Personas con Discapacidad, AMPDG	X	
	Con Amor, Trabajo y Terapia, Logramos Educar y Asistir, CATELETA	X	
	Asociación Nacional de Discapacitados de Honduras, ANADISH	X	
	Programa Educativo Para No Videntes, PROENDVIS	X	
	Asociación de Personas con Talentos Especiales de Honduras, APESH	X	
	Asociación Nacional Para el Desarrollo de las Personas Ciegas de Honduras, ANDEPCDH	X	
	Asociación de Unidos Físicos de Honduras, ALFH	X	
Sociedad Civil	Asociación de Agencias de Cooperación Internacional, ACI		X
	Organización de Desarrollo Ético Comunitario, ODECO	X	
	Asociación Danesa de Personas con Discapacidad ADD	X	
	Voces Honduras	X	
Multilaterales	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura FAO		X

	Programa Mundial de Alimentos PMA	8	
	Agencia de Cooperación Japonesa JICA	8	
Personas con Discapacidad Individual	Mujer, 17 años, con discapacidad intelectual, Mercedes, Crotopetque.	8	
	Hombre 57 años, con discapacidad física, agricultor, Calacamas, Olancho	8	
	Hombre 26 años, desempleada con discapacidad sordina, Juticalpa, Olancho.	8	
	Hombre, 19 años, con discapacidad intelectual, Mercedes, Crotopetque.	8	
	Hombre, 62 años, con discapacidad visual, Miraflores, La Paz.	8	
	Mujer con discapacidad visual, Intibucá	8	
TOTAL		28	8

Fuente: Elaboración propia, 2021.

2. Análisis de las consultas

Es un hecho comprobado que las familias pobres que cuentan con un miembro con discapacidad, enfrentan mayores dificultades que aquellas que no lo tienen. En el primer caso, muchas veces, dependiendo del nivel de la discapacidad, otro miembro de la familia tiene que dedicarse a tiempo completo al cuidado de la persona con discapacidad, reduciendo así que dos personas de un núcleo familiar pretendido de vivir, no tendrán posibilidades de trabajar y contribuir de esta manera al sustento familiar. Si a esto le sumamos la baja escolaridad de las personas con discapacidad y de su núcleo familiar, así los conduce a un interminable ciclo de pobreza y exclusión.

Esta realidad es más impactante en las zonas rurales de los países analizados en el presente estudio, donde la escasez de empleos, la baja calidad de los pocos disponibles, el salario reducido y la falta de institucionalidad y medidas de protección laboral, confluyen en una precariedad laboral general, que se torna mucho más grave aún para las personas con discapacidad, las que, en la mayoría de los casos, ni siquiera son consideradas como una opción por los grandes y medianos empleadores del rubro agrícola y agroindustrial. Estos buscan maximizar ganancias y volver más eficientes sus procesos productivos y cumplir así con normas y estándares para acceder a mercados y nichos económicos. No existen experiencias exitosas que puedan considerarse ejemplares y, aún menos, exitosas, con respecto al empleo de personas con discapacidad en esos ámbitos.

Si la condición de pobreza es grave en términos generales para la población en Guatemala y Honduras, para las Personas con Discapacidad en el área rural, supera por mucho la situación de cualquier otro grupo en condición de vulnerabilidad. Pese a esta realidad ineluctable, no hay iniciativas públicas, ni privadas que aborden la problemática desde una visión integral, que permita a las personas con discapacidad, gozar de su inclusión plena en la vida productiva que puede dignificar y mejorar su calidad de vida y la de sus familias.

Uno de los puntos de partida para intentar acercarse a esta realidad es la necesidad de superar la gran barrera que constituye la falta de información. Esta es clave para entender de forma integral las barreras que impiden a las personas con discapacidad ser incluidas en el sector agrícola y agroindustrial del país. No

solo no existen estudios, documentos de investigación, ensayos, que aborden la temática, uno que, desde lo más elemental, como las estadísticas básicas, son inconsistentes o muy limitadas, invisibilizando a las personas con discapacidad que viven en el área rural. Cualquier iniciativa que se enfoque en esta problemática, deberá aportar a un esfuerzo sistemático que identifique, en detalle, a las personas con discapacidad, su ubicación geográfica, sus medios de vida, su situación social y de salud, así como las problemáticas más graves que les afectan.

Enfocando la problemática desde la dimensión de género, son las mujeres con discapacidad quienes llevan la peor parte en su vida diaria al enfrentar los desafíos que la sociedad rural les impone. Sigue siendo muy común que personas con discapacidad intelectual son mantenidas en un régimen de confinamiento doméstico, casi carcelario, escutas de las miradas y los comentarios del vecindario. Si son mujeres, enfrentan una doble o triple discriminación por ser pobres, mujer y tener una discapacidad. Si a esto le agregamos su procedencia u origen étnico, entonces su situación empeora con creces. Hay un abismo de diferencias entre esta situación y la de los hombres con la misma discapacidad.

Un aspecto que destaca en el agro, es el machismo, que es un factor sociocultural siempre presente en el área rural. Los roles domésticos se asignan a los hombres. Estos llevan la voz cantante a nivel público y doméstico. Este factor se presenta, también de forma determinante, en las familias con personas con discapacidad. Aunque no siempre son visibles, los roles asignados a unos y otras, son claramente desiguales. Pese a que, tanto hombres como mujeres, en general, participan en las actividades para proveer sustento a la familia, son las mujeres que asumen el rol del trabajo doméstico, que no solo es invisible, sino que le impide atender sus necesidades específicas como mujer. En este sentido, mientras las mujeres asumen funciones y roles en el ámbito público como proveedoras y, en el doméstico, realizan múltiples funciones no remuneradas, por el contrario, gran parte de los hombres con discapacidad, dedican el espacio doméstico a su autocuidado y descanso, reproduciendo un marcado patrón de desigualdad.

En las labores agrícolas, hay algunas típicamente realizadas por hombres y otras por mujeres. En la ganadería mayor, por ejemplo, el trabajo directo con los animales, pastores, marpato, descaño, etc., lo hacen hombres. Algunas labores como el ordeño, la sanidad animal y la elaboración de lácteos que antes también las hacían hombres, ahora cada vez de forma más frecuente, las realizan mujeres (SAO, 1999).

En el cultivo de palma africana hay labores que requieren de una fuerza formidable y de una pericia especial, por ejemplo, al deshojar las palmas de gran altura usando el machete¹. Luego las labores de carga, traslado a la planta extractora lo realizan hombres. La pepena² del coquito, la realizan exclusivamente las mujeres (Prado, 2011). En la planta extractora trabajan solo hombres, a excepción de labores de limpieza y administrativas, en las que sí trabajan mujeres. En el proceso industrial de la refinadora, donde salen los productos finales como aceite refinado, margarina, jabón o detergente, el empleo se vuelve en su mayoría femenino, especialmente en las áreas de control de calidad, selección, empaque y administración. En todo el proceso, no existen personas con discapacidad, ni en la parte agrícola, ni en la parte agroindustrial en las

¹ Machete, tubo de metal largo, de hasta 30 pies, que finaliza con una cuchilla curva, lo que se utiliza para cortar las hojas (deshojar) de la palma africana y para cortar los ramos cargados de coquito durante la cosecha. Requiere de mucha fuerza y pericia para utilizarlo. Su nombre proviene de Malasia, donde se ha utilizado extensivamente y desde donde se trajo a las plantaciones hondureñas.

² Pepena es la recolección de coquito que se desprende del racimo al caer desde gran altura. La pepena ayuda a reducir pérdidas importantes en la cosecha.

diferentes plantas. Como en estas plantas agroindustriales hay infinidad de procesos considerados de mucho riesgo, como política, no se contrata mujeres por considerar el peligro y alto riesgo que pueden correr (Prado, 2021).

En otros rubros de la agroindustria como las mieles y grandes facturas avícolas, el empleo en algunas de las grandes áreas es típicamente femenino. Particularmente en las labores de desfile y empaque. No existe evidencia de trabajo de personas con discapacidad en este sector que es muy importante en la economía del país.

La violencia de género está presente en una parte de hogares en los que uno o ambos jefes de familia tienen discapacidad. Esta se expresa -muchas veces, aunque no necesariamente- de manera física. Es más frecuente, al menos, la violencia verbal, psicológica, e incluso, patrimonial. El ciclo de la violencia comienza de esa manera y trasciende hasta la violencia física. Como en otros aspectos relacionados, no hay datos de denuncias por violencia doméstica, contra hombres con discapacidad ni en la ciudad, menos en el área rural. A pesar de esto, se conoce que la violencia de género ejercida contra mujeres con discapacidad puede ser más intensa, generar mayor vulnerabilidad e incluso, puede empeorar la deficiencia, que agrava la situación de discapacidad de la víctima.

Contrario a lo que ocurre en el sector agrícola, en la agroindustria hay procesos productivos en los que se prefieren la mano de obra femenina. Trabajos vinculados al procesamiento y empaque de alimentos para el mercado local o la exportación suelen contratar una gran mayoría de mujeres. En el país, labores como el molido de café, el lavado y empaque de bananas, la higienización y empaque de vegetales chicos, la limpieza y empaque de conservas o salsas, entre otras, son predominantemente, empleos femeninos. No hay evidencia documental de que en estos procesos se contrate personas con discapacidad y es además poco probable, considerando las políticas de las grandes empresas agroindustriales de implementar estándares de producción cada vez más estrictos, en la búsqueda de cumplimiento de metas, en lo que se relaciona, la búsqueda de la calidad total. Esto es prioritario, así otros estándares sociales, como los que se denominan amigables con el ambiente, el género, inclusión, entre otros.

Otro grave problema que más recientemente ocupó la atención pública son los roles de jóvenes y adolescentes niñas y niños, que están abandonando sus zonas de origen para formar el camino de la migración. El fenómeno de las caravanas de migrantes es relativamente nuevo, pues hasta las paradas de los medios a nivel global a partir de 2018, no así los procesos migratorios en Guatemala y Honduras que han tenido altibajos a lo largo del último medio siglo. Con respecto a este flujo migratorio hacia Estados Unidos, pudo constatarse la presencia, en las caravanas de mujeres y niñas de edad de niñas de nuevo, avanzando hacia el norte. Si bien, su número, comparado con el general, era muy reducido, fueron bastante visibles por las dificultades y riesgos que asumieron.

Los procesos migratorios, especialmente aquellos que usan las diferentes tutas de los trenes de carga mexicanos, han provocado un importante número de personas con discapacidad física adquirida, relacionada con los accidentes que suceden cuando intentan subir, bajar o cuando caen de los trenes en marcha y que resultan en amputaciones múltiples o lesiones de personas parapléjicas o cuadrupléjicas. Algunas personas que han resultado con discapacidad han formado asociaciones que buscan reivindicar sus derechos y mejorar su calidad de vida. La mayoría de estos se ubican en las áreas rurales. Estos casos se aglutinaron en una coordinación nacional que se llama Comisión Nacional de Apoyo a los Migrantes

Refugiados con Discapacidad, CONAMUREDOS. Se calcula que había ya para 2013, al menos 700 personas migrantes refugiadas con discapacidad (Carter, 2013). Hay pequeñas iniciativas de fortalecimiento organizativo con las asociaciones de migrantes refugiados con discapacidad y también pequeñas iniciativas económicas impulsadas, sobre todo, por entidades de iglesias y ONG. Una delegación de las AMUREDOS decidió realizar un viaje al norte para pedirle una cita al presidente Obama, para plantearle las necesidades y desafíos que las personas con discapacidad enfrentan, pero el intento fracasó al no poder cruzar la frontera.

Otra arista de esta temática es la vinculación de familiares migrantes que mantienen un flujo constante de remesas para las familias que tienen personas con discapacidad, aliviando, de cierta manera, la búsqueda de recursos para la sobrevivencia y la lucha contra la pobreza. Estas remesas, en su mayoría se destinan al consumo, especialmente alimentos, medicamentos, vestido, pago de servicios. Un pequeño porcentaje se destina a mejora de vivienda, inversión en pequeños negocios, educación de los hijos y, ocasionalmente, al ahorro.

a. Guatemala

A grandes rasgos, en Guatemala las barreras identificadas son de tipo estructural. Empieza con una infraestructura gubernamental casi inexistente, siendo el CONAD la única institución que trabaja en impulsar políticas para las personas con discapacidad. Ninguna de las otras entidades involucradas tiene alguna estructura dentro de la institución que promueva acciones para incluir a las personas con discapacidad dentro de sus planes y acciones. La debilidad es además palpable al constatar que si bien en años anteriores el MIDES coordinaba una mesa temática sobre personas con discapacidad en el gabinete de desarrollo social del organismo ejecutivo, esta mesa de trabajo fue disuelta en el 2020 y las autoridades gubernamentales decidieron que a partir de entonces las personas con discapacidad se incluirían como tema transversal en las demás mesas temáticas que permanecen. El resultado de dicha acción es la invisibilización de las personas con discapacidad, al adoptar la decisión de volverlo un tema transversal, se pierde el enfoque específico que debería para impulsar acciones positivas para su inclusión, siendo así un retroceso.

Por otro lado, el CONADE confirmó que ha firmado convenios de cooperación interinstitucional con estas entidades del Estado y con el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación (MAGA). No obstante, la incidencia ha sido mínima, pues las acciones impulsadas por estas entidades se reducen a capacitaciones acerca de derechos de las personas con discapacidad, dirigidas a lo interno de las instituciones. Las acciones institucionales del MIDES, la SESAN y del MINECO que están dirigidas a la población rural, no están diversificadas a personas con discapacidad, y no cuentan con registros que puedan corroborar si se cuenta con personas con discapacidad dentro de sus beneficiarios. Aunque confirman la importancia que tiene contar con registros precisos, incluso lo consideran una necesidad, todavía no se puede contar con dicha información.

Todas las instituciones del gobierno que fueron consultadas conocen al CONADI y su mandato, saben que hay un marco legal incluyendo la COPD, pero desconocen sus contenidos a profundidad. Solo 2 de 4 (50%)

de las instituciones del gobierno consultadas, el CONADI y el MIDEI informaron tener empleadas a personas con discapacidad.

El mandato del CONADI es ejecutar, coordinar e impulsar políticas en materia de discapacidad. Si bien coordina con otras entidades del gobierno, ha sido metódico en el impulso de políticas sectoriales que estén dirigidas a la inclusión de personas con discapacidad en el área rural, y absolutamente ausente en el desarrollo agrícola y agroindustrial. Esta afirmación se confirma por el desconocimiento que tienen las organizaciones no especializadas en personas con discapacidad, incluyendo las agencias multilaterales, sobre la existencia del CONADI y su mandato. Adicional a esto último, las propias entidades deficiadas que coordinan con el CONADI, afirman que las dificultades para trabajar con personas con discapacidad se deben también a que están mayormente invisibilizadas, que no se cuenta con datos sobre ellas, su caracterización, incluyendo la legislación que protege sus derechos.

El análisis de la Política Nacional en Discapacidad, formulada y aprobada por el CONADI en 2006, y posteriormente aprobada en el Decreto no. 10-2008, no incluye ningún aspecto del desarrollo agrícola y agroindustrial rural del país. Según información obtenida tras la consulta, las acciones impulsadas por esta institución reflejan a que le dan acompañamiento a personas con discapacidad en las estrategias para el éxodo a la pobreza, que incluyen las organizaciones de sociedad civil, como se detalla más adelante en esta sección. Sin embargo, son acciones totalmente insuficientes, no son políticas, no llegan siquiera a constituirse como acciones sostenidas, pues refieren a acciones individualizadas y de mínima cobertura que no tienen impacto viable en la población de personas con discapacidad.

En relación al desarrollo agrícola y agroindustrial rural de Guatemala, las organizaciones no gubernamentales que se han especializado en esto, sostienen en que el modelo de desarrollo que existe en el país es totalmente inequitativo; y que la oferta existente es la de trabajos en donde se requiere gran esfuerzo físico, lo cual excluye a la mayoría de las personas con discapacidad. Si bien Guatemala es un país en donde la mayoría de su población trabaja en actividades agrícolas y agroindustriales, lo hacen como fuerza de trabajo o mano de obra campesina. En las últimas décadas, también ha habido un incipiente mercado de trabajo en la construcción, que ha sido mayormente ocupada por mano de obra de los migrantes retornados, y que también demanda de gran fuerza física. En algunas ocasiones, sin embargo, se ha visto a personas con discapacidades auditivas e intelectuales, siendo más bien explotadas en el trabajo agrícola y de la construcción, dada la desvalorización que se tiene de las personas con discapacidad lo cual las hace fácilmente vulnerables a la extrema precarización y condiciones altamente riesgosas de su trabajo.

En relación a las pocas personas con discapacidad que debido a su fuerza física son empleadas en el trabajo agrícola, prevalece la idea de que sus vidas no tienen valor. Es decir, a los empleadores les interesa explotarlos y que produzcan para ellos, pero si por alguna razón se accidentan o enferman, son fácilmente desechables o descartables, y reemplazables, por lo que un accidente o enfermedad que los pueda inhabilitar para el trabajo temporalmente, suele dejarlos sin trabajo para siempre. La mano de obra en el contexto agrícola y agroindustrial suele ser de personas que viven en pobreza y pobreza extrema, que hacen la mayoría de la población guatemalteca. Eso refuerza en que hoy una sobreoferta de esta mano de obra, mucha competencia que facilita que los empleadores refuercen el modelo de considerarlos desechables y reemplazables.

Hay una ausencia de instrucciones de supervisión. Si bien existen leyes que establecen salarios mínimos y condiciones de trabajo con asistencia social, en el contexto agrícola rural no hay ningún tipo de supervisión, por lo que no se cumple. La explotación de la mano de obra campesina es lo más frecuente, lo que comúnmente se denominan "jornaleto", ya que son trabajadores agrícolas que no cuentan con contratos ni protección social, y son empleadas y pagados por día o jornada, casi siempre menos del salario mínimo. Otra mirada a la discapacidad es solo caritativa, es la facilidad con la que cualquier persona que se desempeña como jornalero adquiere una discapacidad, por lo prioritario de las condiciones laborales, la alta exposición a los accidentes por ausencia de medidas preventivas y equipo adecuado o de protección. El uso indiscriminado de los fertilizantes, así como su aplicación por vía aérea, causan en la población discapacidades visuales y malformaciones en recién nacidos como consecuencia de la exposición directa, o la contaminación de fuentes de agua y cosechas alimenticias. También los accidentes provocados por cortes de machetes, uñas de arboles o en lanchas, han provocado amputaciones o que se adquieren paraplejías o cuadriloplejías que inhabilitan a las personas de la fuerza laboral.

El segundo segmento de la población rural es el de los pequeños productores campesinos. Se constituyen por familias que poseen un pequeño terreno que puede producir algún bien agropecuario, y que dicha producción cubre la cobertura de sus necesidades básicas de subsistencia. El posible éxito de estos pequeños productores radica en la posibilidad de vender sus excedentes, y para hacer eso posible, deben de organizarse, generalmente en cooperativas que logren reunir cantidades significativas de productos y que organizaciones puedan registrarse ante las instancias oficiales del Estado. Esto último con la finalidad de que sean reconocidos como entes jurídicos y puedan obtener así facturas o recibos fiscales, que suelen ser demandados por las empresas que pueden comprar los productos. En términos generales, las personas con discapacidad se encuentran ausentes de este modo de producción, porque también demanda mano de obra (aunque no empleada en esta caso) que cuente con la fuerza física suficiente para trabajar la tierra. Eso no significa, sin embargo, que dentro de este segmento de pequeños productores no haya algunos que dentro de sus grupos familiares tengan a personas con discapacidad.

Es en el segmento de los pequeños productores donde ha habido algún tipo de asistencia técnica del Estado, aunque ha sido limitado. A partir de los últimos tres gobiernos en Guatemala, el MAGA, con el apoyo de la cooperación internacional, instaló el programa de extensionistas agrícolas, con el propósito de apoyar la producción de los pequeños productores. Sin embargo, los expertos coinciden en que, si bien el extensionismo es algo positivo y puede ser de mucha utilidad, el número de extensionistas en todo el territorio guatemalteco es de 400, totalmente insuficiente, y con frecuencia suelen tener estacas de semillas mejoradas y vehículos con gasolina para llegar al campo. Adicionalmente, los centros de formación superior en el país han cambiado el enfoque de la agronomía, si todavía hasta la década de los 1980's los agrónomos se formaban con enfoque en el extensionismo, es decir, en asistir a los agricultores a mejorar su producción, hoy día la formación superior se enfoca en el emprendimiento, con una mirada hacia las grandes empresas agrícolas y agroindustriales.

Por otro lado, es frecuente que los pequeños productores requieran de algún capital para comprar insumos básicos para la producción, tales como semillas mejoradas (no transgénicas) y fertilizantes. Sin embargo, los bancos del sistema consideran que la agricultura a pequeña escala es un ámbito de producción de alto riesgo, debido al cambio climático e inestabilidad del mercado, por lo que no son una posibilidad para los pequeños productores. Toman entonces a prestamistas, que suelen anunciarse como de muy fácil manejo

pero que en realidad suelen hacer préstamos con tasas de interés exageradamente altas; la otra posibilidad se ha visto con créditos blandos que se obtienen a través de la cooperación internacional y que son mediadas por las ONG. Las empresas bancarias han estado ausentes del desarrollo agrícola y agroindustrial rural; excluyendo a las grandes empresas agrícolas, no han ofrecido sus servicios para este fin.

En el ámbito rural y en el contexto de pobreza y pobreza extrema, el que una persona tenga alguna discapacidad impacta la dinámica de toda la familia: si la persona tiene una discapacidad que requiere de cuidados, alguno o varios de los miembros del grupo familiar suelen proporcionarlos, lo cual implica que esos otros miembros dejan de ser parte de la mano de obra disponible para el trabajo. Es así como de ahora en adelante se hará referencia a las familias con discapacidad, por ser un fenómeno que, aunque biológicamente afecte a una persona, socialmente impacta a toda la familia, a veces incluso a la comunidad, y se puede formar una crisis.

En aquellos casos en que las personas con discapacidad requieren de intervenciones de salud frecuentes, o de la compra de artículos fundamentales como medicamentos, sondas, sillas auxiliares, relacionales, las familias que no cuentan con los recursos necesarios para cubrir tales gastos, suelen endeudarse con prestamistas informales, pues siendo personas pobres no son siquiera consideradas por las entidades bancarias formalmente establecidas en el sistema. Estas prestamistas suelen empujar a las familias con discapacidad dentro de una espiral de empobrecimiento del cual no logran salir, debido a las elevadas tasas de interés de los préstamos, que obliga a las familias a desprejarse de todo bien que poseen, por muy pequeño que sea su valor – por ejemplo, televisores, radios, muebles, incluso ganado – con el propósito de ir pagando las deudas, y las coloca en una situación de desesperación que las hace sumamente vulnerables a cualquier tipo de explotación laboral.

Desde un enfoque de género, se ve cómo la mano de obra difiere de ocupación dependiendo del sexo: La mayor parte de mano de obra en las actividades agrícolas y de la construcción son hombres. Las mujeres en ocasiones suelen trabajar apoyando a sus esposos en el campo, generalmente recibiendo un menor salario. Sin embargo, en el desarrollo agroindustrial se ha visto la apertura de oportunidades de trabajo para las mujeres; hay ciertas actividades que se las prefiere porque se les considera tener mayor motricidad fina, lo cual es común en el cultivo de hortalizas y flores, la selección de verduras, el beneficiado del café, en el empaquetado de los productos. Es un mercado altamente demandado debido a que no se requiere de la fuerza física que es necesaria para el trabajo agrícola, y generalmente lleva ciertos requisitos del mercado internacional, al cual, las empresas nacionales aspiran a ingresar, o mantenerse. Es un nicho laboral en el cual habría posibilidades para la inclusión de personas con discapacidad. Sin embargo, debido a la estrechetez de este tipo de trabajo, tampoco es la generalidad de las mujeres quienes lo desempeñan, por lo que también hay mucha competencia.

La otra mirada hacia el trabajo de las mujeres que forman parte de las familias, entre ellas las familias con discapacidad, es el trabajo doméstico. Suele ser lo más frecuente, y también es campo fértil para la explotación y el abuso de parte de los hombres y las mujeres empleadoras. La violencia física y verbal es común en este contexto, particularmente en las áreas rurales en donde las instituciones supervisoras del Estado están ausentes; además, el temor a perder el trabajo, aún si las condiciones son precarias y de mínima paga, suele contribuir al enorme subregistro de este flagelo social.

Las familias con discapacidad se enfrentan a condiciones de pobreza más agudas que sus pares de la comunidad. Esta situación de crisis económica, de disminución de mano de obra debido a los cuidados que pueda requerir la persona con discapacidad, es la que ejerce mayor presión para que los demás miembros familiares se involucren en trabajos de cualquier tipo, incluso aquellos que los o las expone a explotación, violencia física y abusos. La presión y desesperación también genera la búsqueda de oportunidades en Estados Unidos, incluso en los más jóvenes de la familia, los adolescentes. Este deseo no siempre se logra cumplir, pero en aquellos casos en que las familias cuentan con miembros familiares en Estados Unidos, también la presión es para esos miembros. Vale decir que también la ruta de los migrantes, hoy día plagada de peligros de todo tipo, puede causar discapacidades en los migrantes que sufren accidentes o son víctimas de los traficantes.

En este contexto tan complejo, hay algunas buenas prácticas que vale la pena replicar. Tanto en las comunidades de pequeños productores campesinos, como en aquellas comunidades empobrecidas por los fenómenos climáticos devastadores, los grupos de ahorro han tenido éxito generalizado. Las ONG y la cooperación internacional se han orientado al apoyo financiero técnico para la constitución de grupos de apoyo de mujeres, y en algunos casos, de familias de personas con discapacidad. Estos esfuerzos se detallarán mejor a continuación en esta sección.

Las ONG han fomentado la creación de estos grupos de apoyo, con estímulos a grupos de ahorro considerables en un pequeño capital semilla, y el seguimiento técnico con el acompañamiento en la administración, el manejo de los préstamos y sus retornos. Las experiencias evidencian que los préstamos suelen utilizarse para cubrir cuestiones de salud como cirugías, compra de medicamentos y otros artículos médicos, y artículos para la educación de los niños y las niñas.

Las fuentes de financiamiento para la creación de estos grupos de ahorro suele ser la cooperación internacional, los bancos internacionales que hacen préstamos a los gobiernos y luego son colocados en el mercado por las ONG especializadas.

Las organizaciones especializadas en discapacidad hacen esfuerzos importantes para mejorar la calidad de vida de las personas con discapacidad y en el caso del sector rural trabajar de sus familias. Del total de organizaciones consultadas un 71% indica que tiene alguna iniciativa, proyecto o programa sobre actividades agrícolas, de fomento de ahorro o planes de negocio, en su mayoría las acciones que se realizan dentro de los proyectos están relacionadas con huertos familiares y crianza de animales de traspatio, específicamente pollos y gallinas. Asimismo, se realiza la capacitación y formación de grupos de ahorro como procesos de alfabetización o la inclusión financiera comunitaria. Estas iniciativas se han mantenido a través de la gestión de recursos financieros que las organizaciones han hecho a la cooperación internacional.

Para que las personas con discapacidad puedan acceder a participar en estas iniciativas deben cumplir requisitos como ser asociados, en caso de los huertos tener un espacio para poder implementarlas al igual que con los animales de traspatio, comprometerse a realizar las debidas tareas que implica cada actividad. Aunque los proyectos están dirigidos a personas con discapacidad, en algunos casos hay otros requisitos como ser mujer, tener cierta edad. Una de las organizaciones expresó que la mayoría de su trabajo es con niños, por lo tanto, las actividades que se implementan están dirigidas a las familias, al ser estas beneficiadas ayuda en mejorar la calidad de vida del niño o niña con discapacidad. Son las propias organizaciones las

que, a través de estudios, líneas de base o la experiencia del trabajo, quienes identifican a las personas para que formen parte de estas iniciativas de desarrollo. Otro de los aspectos que se priorizaron es que a través de la realización de mapas de pobreza se toma en cuenta a las comunidades con mayores niveles de pobreza, identificando en estas a personas con discapacidad en situación de pobreza extrema.

Sin embargo, hay que tomar en cuenta que la cobertura que tienen estas organizaciones es específica, gira en torno al lugar donde están ubicadas y algunos lugares alejados, en esto también es un determinante los recursos financieros y humanos, por lo tanto, el porcentaje de personas con discapacidad al que llegan es mínimo. Las organizaciones que reportaron tener alguna iniciativa, proyecto o programa sobre actividades agrícolas reportaron que tienen acciones en ciertos municipios de ocho de los veintidós departamentos del país, siendo estos: Chiapas, Oaxaca, Quintana Roo, Yucatán, San Quintán, Baja Verapaz, Baja Verapaz y Petén. Asimismo, señalaron que las personas con discapacidad que son parte de las iniciativas se identifican como indígenas, con una media de 30%, en el caso del tipo de discapacidades que presentan las participantes, la mayoría tienen discapacidad física, seguida por la intelectual y en tercer lugar la auditiva, también hay con discapacidad múltiple y visual.

Respecto a las actividades, en el caso de los huertos familiares se promueve que estos sean diversificados, se cultiva: frutas, hortalizas, plátanos, semillas, plantas medicinales. Para animales de traspatio, se realiza la crianza de gallinas criollas, pollos en menor proporción, y la crianza de cerdos. Los resultados han sido exitosos, se utiliza para el autoconsumo y en algunas ocasiones para la venta en sus propias comunidades. Lo que les genera ciertos ingresos mínimos. A esto se le suma, la formación sobre el valor nutritivo de lo que cosechan o crían y la preparación de estos para consumo como alimento.

En un caso particular de una organización de mujeres, lo anterior ha provocado satisfacción en las participantes y las familias y les motiva, es así que otro aspecto importante que resulta es que el ser parte de estas iniciativas también ha beneficiado su situación emocional, porque les permite tener sus propios sistemas y que son ellas las que pueden tomar las decisiones de qué hacer. También les ha permitido el acceso al conocimiento de las plantas medicinales y el intercambio de saberes que anteriormente no les era transmitido, todo relacionado con la discapacidad, en la coyuntura actual con la COVID-19, estas actividades les han ayudado a manejar de mejor manera el confinamiento, y resulta dentro de estos esfuerzos el autoapoyo entre personas con discapacidad. Un valor agregado es que ha dado a estas mujeres un enfoque de trabajo desde cuestiones agrícolas, semillas nativas, medicinas hechas en casa, y la compra de los insumos desde otras organizaciones con enfoque social.

Para la implementación de las acciones, manifestaron que les ha tocado revisar y buscar las formas para que haya un involucramiento real de las personas con discapacidad, por ejemplo, mencionaron las cosas productivas para que las personas usuarias de silla de ruedas puedan implementar, mantener y mejorarlas sin problemas debido del huerto familiar. De igual manera, derivado de la COVID-19, se han visto en la necesidad de replantear las visitas presenciales, y organizar reuniones virtuales. El cambio hacia la virtualidad ha sido un reto debido al poco acceso a internet en las áreas rurales, además a que implica que las personas tengan teléfonos adecuados y saber de datos disponible para poder participar, también ha conllevado el aprendizaje en la utilización de estas herramientas para las personas participantes.

Durante el desarrollo de las acciones, las organizaciones han coordinado con diferentes instituciones: sector público con el MADA a través de las subsecretarías, quienes han apoyado en brindar asistencia técnica para

el desarrollo de los huertos y formación sobre el cuidado de los animales de compañía, aunque refirieron que no dan el seguimiento adecuado a los procesos. Respecto a otras organizaciones de sociedad civil, hacen coordinaciones para la compra de semillas. Otra de las instituciones mencionadas son las municipalidades, como una manera de vincularlas al tema, porque conocen el territorio y es la más cercana a la población a nivel local, en algunos casos han referido a personas para que sean beneficiarias de los programas.

Todas las organizaciones mencionaron que conocen al CONADI y que en algún momento coordinan o han coordinado acciones con ellos, sobre todo a través de las Comisiones Departamentales de Discapacidad – CODDIS. Algunos mencionaron que han dejado de participar porque la mayoría de las acciones que impulsan lo realizan a nivel de las cabeceras departamentales, y para ellos, siendo personas con discapacidad, es complicado movilizarse, más ahora por razones de la COVID-19. Uno de los representantes expresó que han dejado de coordinar con el CONADI, porque no coinciden con los horarios del trabajo que este ente realiza. Por otro lado, todas las personas representantes de estas organizaciones entrevistadas dijeron continuar sobre la COPD y que es primordial para el trabajo que realizan.

En relación con la situación de las personas con discapacidad en las áreas donde las organizaciones tienen sus intervenciones, expresaron que es precaria: no tienen acceso a servicios básicos, alimentación, educación, salud, y trabajo, entre otros. Se ha enfrentado a la necesidad de dar una respuesta inmediata en temas de salud, porque los servicios públicos no proveen la atención. Por otro lado, manifiestan que existe violencia en contra de las personas con discapacidad, las excluyen de todos los ámbitos de la sociedad, no son incluidos en sus comunidades, las mismas autoridades locales no los tienen en cuenta, y son las mujeres las que viven mayor violencia. Describen que no es lo mismo ser un hombre con discapacidad que ser una mujer con discapacidad, los hombres tienen mayor participación, tienen más oportunidades que las mujeres, y la diferencia es mayor en el caso de mujeres indígenas que viven en áreas rurales. Para estas últimas, las organizaciones de personas con discapacidad explican que, en la mayoría de los casos, no se ha podido incluir a esas mujeres.

La consulta realizada a organizaciones de personas con discapacidad confirmó lo expresado por uno de los expertos: las personas con discapacidad que requieren de apoyo cotidiano lo reciben casi siempre de las madres de familia, lo que implica un recargo de trabajo y responsabilidad para ellas. Indicaron que como resultado de las medidas adoptadas para la protección del Covid-19, la situación de las personas con discapacidad es de muchísima ansiedad y preocupación, el aislamiento es mayor, en algunos casos la situación fue agravada por la violencia psicológica, económica, por despidos, pérdida oportunidades de inclusión, se suspendieron los servicios de rehabilitación, no hubo apoyo del gobierno, y continúa siendo una situación muy fuerte para la mayoría. Respecto a la participación de las mujeres con discapacidad en la agricultura o actividades pecuarias, reportan que en mínima, incluso resaltan casos en donde algunas participantes señalan que todas las mujeres en la familia cuentan con un gallinero, menos la mujer que tiene discapacidad, esto debido a que no se cree que puedan llevar a cabo estas actividades.

Sobre las barreras para la inclusión en el desarrollo, la mayoría identificó barreras físicas. Es difícil para las personas con discapacidad residente en el área rural, es mayormente territorial, con áreas que no son uniformes debido a la topografía de los lugares. Adicionalmente, el transporte en el área rural y en las comunidades es escaso y no favorece las condiciones para transportar a personas con discapacidad, muchas

veces con vehículos de carga estilo pick-up que pasan solo a ciertas horas si existe una demanda. La falta de transporte adecuado y accesible reduce su productividad y conectividad con otros sectores. En ciertas ocasiones, las personas con discapacidad demoran horas para llegar a una carretera principal, lo cual puede ser más prolongado si se trata de solo las malas condiciones climáticas.

En cuanto a las barreras económicas, no se toman en cuenta las realidades de cada región. No se cumple con salarios dignos. Es frecuente la explotación laboral debido a la desvalorización de las personas con discapacidad, que se manifiesta también con la exigencia de estar agradecidas con que se les dé oportunidad de trabajo y la actitud del empleador que se enmarca en el modelo tradicional al asumirlos como un acto de caridad. El empleador no considera la mano de obra de una persona con discapacidad como la de un trabajador con derechos, sino como una acción caritativa y para la cual no está obligado a sufragar sueldos por citas médicas o para sus cuidados. En el caso de las personas sordas, hay una barrera infranqueable de comunicación. Lo anteriormente descrito dificulta significativamente a las personas con discapacidad ser consideradas para algún tipo de trabajo en el área rural, las pocas personas que lo consiguen, deben aceptar malas condiciones laborales.

De igual forma, las organizaciones de personas con discapacidad confirman lo ya expresado por los expertos: que una persona con discapacidad con bajo nivel de escolaridad y sin ingresos regulares tiene pocas oportunidades para adquirir un crédito o préstamo. Suele suceder que quienes logran acceder a oportunidades financieras informales o por medio de préstamos informales, se hacen perder los pocos ahorros con los que pueden contar y terminar en una situación de mayor vulnerabilidad, debido al pago de los altos intereses. La participación de las personas con discapacidad en pequeñas y medianas empresas es muy limitada, se hacen en trabajos operativos, dependiendo de su nivel de educación, capacitación y aprendiz complementarios. El 100% de organizaciones de personas con discapacidad consultadas mencionó que suelen ser personas sordas que trabajan en el área de agricultura, pero que con un número muy reducido. Agregan que la situación para las personas sin discapacidad es difícil en el ámbito agrícola, la dificultad se agudiza para las personas con discapacidad.

La sociedad civil consultada coincide en afirmar que las instituciones públicas están ausentes en el área rural y que no incluyen a personas con discapacidad, las involucran totalmente. Las políticas no dan cobertura a la realidad del país, y aun las políticas dirigidas específicamente a las personas con discapacidad, no son inclusivas. Muchas de las barreras mencionadas son estructurales, esto debido a la falta de información y sensibilización sobre el tema de la discapacidad. Se tiene la creencia que las personas con discapacidad no pueden trabajar, que no son productivas, incluso en algunas comunidades aún se considera que la discapacidad está relacionada con un castigo divino o un pecado. Es importante mencionar que en algunos casos existen barreras desde las familias, debido al desconocimiento, el limitado acceso a la información genera temor, vergüenza y sobreprotección hacia las personas con discapacidad, que puede resultar en su aislamiento.

El 100% de las organizaciones de personas con discapacidad consultadas reportó que si tiene contratadas a personas con discapacidad como parte de su personal, en puestos técnicos u operativos, el mayor número que se indicó tener fue 4 personas. Las discapacidades reportadas son física, auditiva y visual. Se debe tomar en cuenta que las organizaciones en general no cuentan con mucho personal debido a los recursos

financieros limitados que manejan. Las mismas organizaciones informaron que incluyen a personas con discapacidad dentro de sus juntas directivas.

Las personas con discapacidad que fueron consultadas a modo individual, tienen discapacidad física, todas de áreas rurales del país. Reportaron vivir con sus familias, una de ellas indicó tener hijos e hijas. Dos personas confirmaron que dentro de sus familias hay otra persona con discapacidad, y quienes aportan los ingresos con los padres o hermanos. Dos de ellas informaron apoyar con ingresos mínimos a sus familias con las actividades que realizan, que cubren gastos personales, como vestimenta, alimentación o de salud. Informaron que únicamente participan con las organizaciones que les han apoyado en el desarrollo de sus actividades productivas o emprendimientos, una de ellas manifestó que no les toman en cuenta para la participación en organizaciones a nivel comunitario. Solo una de ellas dijo conocer la CDPD.

De las cuatro personas consultadas, únicamente una ha accedido a un préstamo a través de un banco del sistema, después de haberlo intentado varias veces y haberlo logrado en la cuarta solicitud al presentar una garantía. La persona contó que ella tiene la certeza que le negaron el préstamo en los primeros intentos debido a su discapacidad, y que de no haber presentado esa garantía no hubiera el préstamo. Comenta que le ha sido fácil administrarlo y cumplir con los pagos en las fechas indicadas. La experiencia positiva la ha motivado a que si intenta nuevamente, incluso se encuentra en proceso de adquirir un nuevo préstamo con la misma institución, considera que en esta segunda ocasión le será más fácil debido a que ya la conocen y saben que ella sí puede pagar. Otras dos personas informaron que no han intentado solicitar un préstamo porque no pueden cumplir con los requisitos que piden los bancos, y consideran que la discapacidad puede ser una limitante para obtenerlo. Otra de las personas consultadas indicó que se acercó a una entidad bancaria a solicitar un préstamo para su actividad productiva, pero que se le negaron debido a su discapacidad.

Las personas con discapacidad consultadas reportan experiencias negativas para incluirse en actividades agrícolas, informan que siempre se les ha negado la posibilidad para su participación. Una de las personas relató que incluso le fue negada la participación en el desarrollo de un huerto escolar como parte del programa de estudio, sucedió que los funcionarios del MAGA solicitaron que alguna familia pudiera brindar un espacio para implementar el huerto debido a que en el centro educativo no tenía el espacio suficiente. La familia de la persona que relata este hecho, con la intención de que ella fuera parte del proceso, y para apoyar a los demás estudiantes, facilitó el espacio para el desarrollo del huerto en su casa familiar. Pese a ello, los funcionarios del MAGA no la involucraron en las actividades que se desarrollaron y le indicaron que ella no podía hacer esas actividades debido a que es usuaria de silla de ruedas. Esta es la realidad para muchas personas con discapacidad, el desconocimiento del personal de las instituciones, la falta de visión y de innovación les limita sus acciones y el poder involucrar en este caso a personas con discapacidad.

b. Honduras

La SEDIS ha realizado transferencias monetarias a las federaciones de y para personas con discapacidad y sus afiliadas desde 2013. De 2014 a 2020 se entregaron ayudas a un promedio de 15,244 personas con discapacidad por año. En 2020, se entregaron tres mil ayudas técnicas en 15 municipios rurales de Francisco Morazán y en las dos ciudades más grandes del país (SEDIS, 2017).

En el sector gubernamental, se ha subvencionado ofertas de fondos para emprendedores. La SEDIG ha lanzado iniciativas de pequeños emprendimientos con mujeres leales, garifunas y ladinas. Sin embargo, no hay ninguna iniciativa específica destinada para las personas con discapacidad en esos grupos étnicos. Cuando se creó la SEDIG, se trató bajo su mandato a la Dirección General de Discapacidad, que para entonces dependía de la SUCD. Este traslado lo convirtió en una de las nueve direcciones de la subsecretaría de política de inclusión social y en una de las 26 direcciones que tiene la secretaría. Se ubica en el sexto nivel hacia abajo de siete en la estructura funcional y de mando. Para las organizaciones de y para personas con discapacidad, esto lo veen como una disminución del rango de la CODEPEP, lo que, en términos prácticos, ha significado una disminución de la importancia de sus funciones y, además, una limitación sin peer, al no disponer de un presupuesto asignado con manejo directo por parte de esa dirección. Esto le resta movilidad, protagonismo y capacidad de respuesta ante los grandes retos y desafíos que enfrentan las personas con discapacidad. Del total de organizaciones especializadas de y para personas con discapacidad entrevistadas (17), el 85% conocen a la dirección y un poco menos su mandato.

La Ley de Equidad y Desarrollo Integral de las Personas con Discapacidad (decreto 180-2005) ha estado en discusión durante los últimos 8 años, sin que se haya podido lograr, ni su reglamentación, ni su reforma, que daría como resultado una nueva ley. Pese a que las organizaciones de personas con discapacidad tienen una comisión de enlace con el poder legislativo, no se ha logrado este propósito. La política pública para el ejercicio de los derechos y la inclusión social de la población con discapacidad (decreto PCM-053-2013) fue aprobada y publicada en La Gaceta el 17 de agosto de 2013. Sin embargo, nunca se realizó el plan estratégico para ponerla en marcha y, menos, se asignaron recursos para el mismo fin. Ni la Ley, ni la política incluyen ninguna línea de acción, ni iniciativas que se relacione directamente con las personas con discapacidad en los sectores agrícola y agroindustrial.

En términos generales, el modelo de desarrollo agrícola y agroindustrial del país se centra en las grandes empresas agropecuarias y en grandes conglomerados agroindustriales, dejando de lado iniciativas de apoyo a pequeños productores del campo que se ven afectados, además, por la falta de incentivos y las políticas de importación masiva de productos agropecuarios, especialmente maíz, arroz y frijol. La asistencia técnica ha desaparecido de las entidades públicas. El cultivo del café en Honduras tiene características muy particulares que lo diferencian de otros países de la región. La principal diferencia radica en que la mayor parte de la producción nacional, hasta el 85%, proviene de pequeñas fincas distribuidas por todo el país (ADECAFEP, 2006). Son pequeñas plantaciones de 1 hasta 5 hectáreas. Se calcula que hay alrededor de cien mil familias campesinas dueñas de estas fincas. Honduras es hoy el tercer productor de café en América Latina y el quinto a nivel mundial. Este sector productivo tiene la máxima prioridad de la política cafetalera, el IHCAP. Este se encarga de garantizar los canales para dar asistencia técnica, capacitación a los productores, vinculación con los mercados internacionales y garantizar el mejoramiento de la calidad de los cafés especiales. Durante el proceso de consultas, se recibió información de una pequeña experiencia de personas con discapacidad trabajando con café en la zona del departamento de Occidente, pero fue imposible obtener referencias y contactos con dicha organización al cierre de esta informe.

³ Base de datos de elaboración propia con información de las entrevistas realizadas a organizaciones de y para personas con discapacidad.

En entrevista con el experto en políticas agrícolas y cambio climático del gremio empresarial, apunta que ha visto experiencias de personas con discapacidad recolectando tomates y hierbas en San Ignacio, Francisco Morazán, igual ha visto personas con discapacidad manejando yunta de bueyes, arando la tierra, arrojando o seleccionando semillas para la siembra (Dieguera, 2021). Considera al mismo tiempo que, tanto en el sector agrícola como en el sector agroindustrial se podrían realizar proyectos piloto con personas con discapacidad, en Dilicho o en Comayagua por las diferentes facilidades productivas, comerciales de tecnología, etc. que pueden mostrar en el futuro formas y mecanismos para ampliarlos a otras empresas. Sin embargo, menciona que, a pesar que es el estado el que define las políticas y las empresas quienes las implementan, muchas veces depende de la voluntad o la consciencia de los dueños o altos funcionarios de estas (Dieguera, 2021).

Un papel importante en el área agrícola lo juegan las ONG de desarrollo, quienes aguan acuerdos en las zonas donde trabajan, iniciativas de producción, transformación, comercialización, crédito y asistencia técnica. Aunque son proyectos muy valiosos que responden a las necesidades de la población donde se sitúan, su cobertura es muy pequeña en términos de inversión y de alcance territorial y poblacional. Tampoco existen en los programas de las ONG de desarrollo iniciativas específicas para personas con discapacidad con una sola excepción. Esta es la Asociación Derechos de Personas con Discapacidad - ADD, quienes tienen un amplio programa que se ejecuta en el país desde el enfoque basado en derechos humanos, y que busca mejorar las capacidades organizativas de las federaciones y organizaciones nacionales de y para personas con discapacidad, enfocándose en acciones de fortalecimiento institucional e incidencia política para lograr que sus derechos sean garantizados.

ADD también tiene un pequeño esfuerzo dentro de sus acuerdos de asistencia a las organizaciones que apoyan: que denominan Fondo de Desarrollo Local, el que ha funcionado con pequeñas iniciativas de aproximadamente diez mil dólares anuales por organización, al que acuden mediante una propuesta con las prioridades programáticas y administrativas que ellas mismas definen. A partir de la irrupción de la zoonosis COVID-19 e impacto de los huracanes Eta y Iota, ADD comenzó a usar el FDL de cada organización en pequeñas iniciativas en el área rural, para cría de especies menores (cerdos, conejos, gallinas) y pequeñas huertas familiares. Esta experiencia reciente y de pequeña escala ha sido bien recibida y ha sido exitosa para las familias beneficiarias, en tanto, han logrado, no solo mejorar sus dietas alimenticias, sino que también han generado pequeños ingresos que contribuyen a la economía familiar. De las diez organizaciones especializadas que trabajan con personas con discapacidad que fueron entrevistadas, solo tres (30%) dijeron que tenían programas de crédito. Dos tienen cobertura nacional y uno regional. Sin embargo, todos son pequeños fondos que funcionan más bien como lo que se denomina, fondos familiares, por lo cual, no son estrictamente un programa de crédito. Los tres fondos están dirigidos específicamente a personas con discapacidad.

El acceso a la tierra es un tema que define y media la posibilidad de que las personas con discapacidad puedan ser incluidas en la producción agrícola. Los campesinos en tierra, por décadas, a partir del último tercio del siglo pasado, se organizaron y obtuvieron tierras mediante formas que la Ley de Reforma Agraria permitía, por ejemplo, las empresas asociativas campesinas – EAC, o en forma de cooperativas de producción y servicios. Bajo estas modalidades miles de hectáreas de tierra agrícola fueron entregadas a familias campesinas pobres. En contraste, las personas con discapacidad no tienen ni han tenido ninguna figura legal que les permita acceder a la tierra en condiciones de otorgación o con créditos blandos. Esto

además condiciona de forma crítica su acceso al crédito que ya es bastante limitado: si no hay tierra, no hay crédito. Por lo tanto, se encontraron muy pocas experiencias exitosas de personas con discapacidad con acceso al crédito, apenas 3 de 18 consultadas.

Para ser una norma, pero la mayoría de organizaciones y personas con discapacidad consideraron que el acceso al crédito es una misión imposible para las personas con discapacidad. Las razones mencionadas gran alrededor de los prejuicios, el desconocimiento, la discriminación, tal como lo escucharon muchas veces decir a los funcionarios de las áreas crediticias: "...son políticas de la empresa..." (Bartolomé, 2011). En el fondo subyacen barreras que impiden la inclusión plena de las personas con discapacidad en los procesos agrícolas y agroindustriales. Estas van desde las físicas -por ejemplo, no existe en todo el país una red amplia bancaria accesible para usuarios/as de silla de ruedas- las legales, hasta las institucionales y actitudinales, que configuran un patrón de discriminación que muchas veces es sutil, pero muy efectivo para limitar los derechos y la inclusión de las personas con discapacidad.

Las doce (100%) organizaciones especializadas consultadas coincidieron en que existen barreras para la inclusión de las personas con discapacidad en el ámbito agrícola y agroindustrial. Cuando se preguntó sobre las diferentes barreras que ellos consideran existen actualmente, son las actitudinales (87%) y las físicas (42%) las más recurrentes. Fue sorprendente que las barreras legales no fueron mencionadas por ninguna de las organizaciones consultadas. Este dato resulta, cuando consideramos que la Ley de Equidad y Desarrollo Integral de las Personas con Discapacidad, no ha logrado ser reformada en un proceso de casi una década. Tampoco ha podido reglamentarse. Son realidades muy fuertes y contrastes que confirman la compleja realidad que viven las personas con discapacidad.

En cuanto a las barreras físicas, aunque existe el Plan Nacional de Accesibilidad que es un paso adelante, es muy poco lo que se ha logrado hacer, con tan pocos recursos, ante un desafío tan grande. No solo refiere a la accesibilidad física en edificios e instalaciones públicas o privadas con servicios de atención al público, sino de otros aspectos como el acceso y uso del transporte, el acceso a los recursos académicos, el uso de recursos tecnológicos, los apoyos tecnológicos, entre otros (SEIDE, 2011). Aunque para la elaboración del Plan Nacional de Accesibilidad -PNA, se realizaron importantes consultas, con expertos y profesionales de la ingeniería, la arquitectura, el lenguaje de señas, entre otros, para la verificación se concluye que para su cumplimiento falta casi todo.

En el área rural en general, las barreras físicas son diferentes. Las calles de terracería no cumplen con las normas del PNA, los caminos estrechos, los animales desambulando sin control, los vehículos, camiones y maquinaria agrícola estacionados en cualquier parte son barreras que limitan el desplazamiento a las personas con discapacidad física y visual. En las fincas y haciendas ganaderas no se conocen las normas incluidas en el PNA. Esto constituye el reto inicial a abordar para continuar con la consecución de la necesidad de implementarlas para cumplir con la normativa establecida y contribuir a la inclusión de las personas con discapacidad en el ámbito agrícola y agroindustrial.

La consulta incluyó la cuestión de la participación de las personas con discapacidad en las MIPYMES. Nueve (75%) de las 12 organizaciones especializadas respondieron que las personas con discapacidad sí participan en esas pequeñas y medianas empresas. Explicaron además que, en su mayoría, se trata de pequeños emprendimientos familiares motivados por la falta de empleo formal y muchas veces apoyados por sus familias. Estos emprendimientos van desde pequeños comercios de café, elaboración de alimentos,

artesanas variadas, entre otros. Una persona mencionó que en la agricultura no participaba porque era un entorno muy difícil.

Con respecto a las experiencias de los mercados agrícolas, en el país ha habido intentos para desarrollar las pequeñas experiencias productivas, vinculándolas con los mercados de las ciudades. Desde las experiencias más comerciales, hasta las más enfocadas en los modelos de los mercados justos de Europa. La experiencia de COMAL tuvo un relativo éxito en el área de las ferias comunitarias, no así en la comercialización de la pequeña producción campesina y su enlace con consumidores pobres de la ciudad. Si bien, las ferias, desde una perspectiva técnico económica estricta no fueron rentables, sí ofrecieron beneficios a sus socios y las comunidades donde se instalaban. No solo mejoraron el acceso a productos a un precio menor, sino que también sirvieron como centro de reuniones y toma de decisiones para mejorar el desarrollo comunitario. El área de comercio justo, es decir, la conexión pequeñas producciones del campo con consumidores urbanos, fue muy limitada. Una experiencia concreta fueron las pequeñas unidades de producción de la parcela granizada. Esta experiencia sobrevivió solo en una unidad productiva campesina en la zona de Yoro. Se sabe que no hay una experiencia de este tipo con personas con discapacidad, pero se ven estas experiencias a la luz de establecer en algún momento, una experiencia piloto, que pueda tomar las lecciones aprendidas por estos pequeños proyectos productivos y adaptarlas para aplicarlas, con sus propias necesidades a personas con discapacidad. Una posibilidad sería hacer varias experiencias piloto productivas y de comercialización, incluyendo en todo el ciclo a personas con distintas discapacidades (Díazguerra, 2001).

Aunque se menciona de forma limitada arriba, las pocas experiencias desarrolladas en el último año por AOD y las organizaciones de y para personas con discapacidad con el Fondo de Desarrollo Local, vale la pena estudiarlas, aprender de sus errores, sistematizar sus desafíos y logros y tomarlas como modelo para replicarlas a una escala mayor. La SIZIS está haciendo programas similares, pero con población en general y a una escala mayor. En otros países de la región, estos proyectos han tenido relativo éxito. Como lo atestiguan un entrevistado en Marcala, La Paz, "...recibir unas pocas gallinas me llevó a tener hasta 80 ponedoras, las que producen en promedio 21 huevos diarios..." (Díazguerra, 2011). Esto no solo mejoró su dieta y su ingreso familiar, sino que también su autoestima y dignidad, al sentirse allí, productivo y que aportaba económicamente a su núcleo familiar. Aunque puede parecer poco, un ingreso mensual de alrededor de diez mil lempiras mensuales, por venta de huevos, puede hacer la diferencia para una familia en precariedad económica en una zona con mucha pobreza en el campo. En las zonas rurales con escasez de empleos formales, estas son alternativas válidas y pragmáticas para reducir la miseria y la pobreza en que viven las personas con discapacidad. Se informó sobre otra experiencia que llegó a acumular hasta 130 ponedoras, aunque no se logró contactar a la persona de referencia, se incluye en este informe por considerar que es una experiencia valiosa.

Si las condiciones de vida de las personas con discapacidad en el área rural eran ya extremadamente difíciles, la pandemia COVID-19 vino a precarizarlas aún más. En primer lugar, la declaración oficial y las medidas de prevención obligatorias, en particular, el confinamiento, tuvieron un impacto devastador en este grupo de población vulnerable. La dependencia de una gran parte de ellos de la generación de sus ingresos en la calle, principalmente en el pequeño comercio informal, dejó sin ingresos a miles de familias con miembros con discapacidad. El gobierno realizó campañas con medidas de compensación, mediante bonos,

paquetes de alimentos entre otras, pero no siempre fueron suficientes y sostenidas en el tiempo, en el territorio y con la totalidad de las familias con personas con discapacidad.

Este contexto complicado se vino a agravar más con la irrupción de los huracanes Eta y Iota en noviembre de 2020. Esta formación evocó de fenómenos climáticos severos que destruyeron sectores de la zona costeña hundiendo aún a profundizar la crisis que COVID19 ya había generado.

La consulta incluyó la pregunta si había personas con discapacidad laborando en su institución, organización, o empresa. Entre las organizaciones especializadas de personas con discapacidad, 9 de 12 (75%) informaron que sí los emplean; 2 de 3 (67%) de las instituciones públicas lo hacen; 1 de 3 (33%) de las organizaciones de sociedad civil las tienen contratadas; y en las organizaciones internacionales no tienen contratada a ninguna persona con discapacidad.

La Ley de Equidad y Desarrollo Integral de las Personas con Discapacidad en su sección VI relativa al trabajo y en el artículo 22 sobre empleos, incluye una tabla progresiva que indica el número mínimo de personas con discapacidad que debe contratar una institución o empresa de acuerdo al número total de empleados. Esta normativa dice que si una empresa tiene de veinte (20) a cuarenta y nueve (49) trabajadores, deberá contratar al menos una (1) persona con discapacidad; si tiene de cincuenta (50) a setenta y cuatro (74) trabajadores, contratará dos (2) personas con discapacidad; de setenta y cinco (75) a noventa y nueve (99) trabajadores, contratará a tres (3) personas con discapacidad; y, por cada cien (100) trabajadores, contratará cuatro (4) personas con discapacidad. Esta es una norma aplicable, pues está incluida en una ley especial que fue aprobada, publicada y entró en vigencia a partir de ese momento. Sin embargo, no existen los mecanismos para exigir el cumplimiento de la ley, incluso, en las instituciones estatales. En las empresas privadas aun menos. En la zona rural, donde la presencia del estado es bastante limitada, donde las instituciones para personas con discapacidad están ausentes y donde la pobreza es más extrema, es ahí donde menos se cumple con estos mandatos legales.

También se consultó sobre los roles que desempeñaban las personas con discapacidad en donde estaban contratadas. Las respuestas en las organizaciones especializadas incluyeron el más amplio rango desde los puestos directivos gerenciales, pasando por los técnicos, personal de administración hasta conserje y limpieza. En el caso de las instituciones estatales, trabajan en áreas técnicas y de comunicaciones. En la organización de sociedad civil, la persona con discapacidad trabaja en el área financiera administrativa y es la persona con más años méritos académicos de la institución.

Por último, la consulta dejó un espacio abierto para comentarios finales. En el grupo de organizaciones especializadas, al menos 3 personas expresaron, de diferente manera, críticas a estos estudios que se realizan, que solo buscan las opiniones y quienes participan no vuelven a saber nada de los resultados: "...vienen a hacer entrevistas y no conocemos los resultados". La segunda opinión va más en la crítica acerca de que las organizaciones internacionales se han alejado de las organizaciones de base y que gastan más en burocracia que en las personas con discapacidad: "...nos hacen hasta 500 encuestas. Sería bueno que los organismos internacionales vuelvan a trabajar con la base, sin intermediarios. En la burocracia se queda el 50 o 60% de los fondos de los proyectos." La última persona comentó en este sentido, haciendo una crítica con una perspectiva más pragmática: "...vale la pena hacer algo, no sé qué y saber...". Hubo, en este grupo, opiniones muy interesantes: "Quisiera que se aceptaran las personas con discapacidad en las empresas o

instituciones públicas y se cambia el concepto de caridad." En esta misma línea, otra persona dijo que "Me gustaría que nos dieran programas de desarrollo social, para trabajar y depender de nosotros mismos."

Una persona de una institución estatal comentó que será muy importante impulsar el tema de discapacidad. Coincide con los organismos especializados al estar como la Secretaría de Inclusión Social dentro del protagonismo y visibilidad al pasar de la Secretaría de Gobernación a la SEDIS. El experto en políticas agrarias y cambios climáticos del género empresarial sugiere lanzar proyectos piloto con inclusión de personas con discapacidad en el ámbito agrícola y agroindustrial. Una vez hecho eso puede estudiarse y ampliarse a otras empresas y proyectos. Otro comentario interesante lo hizo una persona de una organización no gubernamental. Dijo que había que tomarse en cuenta siempre la interseccionalidad, para abordar de forma integral las desigualdades y las exclusiones.

Para otra persona de una organización de sociedad civil, hay que apostar por fortalecer los liderazgos de las organizaciones de y para personas con discapacidad para que de esa forma puedan participar de manera más proactiva en la formulación de políticas, programas y proyectos, hacer incidencia y gerencias de iniciativas para las personas con discapacidad con mejor suceso. Una tercera persona de sociedad civil, hizo dos comentarios. Primero, la necesidad de mapear a las personas con discapacidad en sus zonas rurales de trabajo, sobre todo jóvenes y adultos, para poder desde su institución lanzar iniciativas para su inclusión. Segundo, la necesidad de poder identificar fuentes de acompañamiento técnico, metodológico y financiero para apoyar a este sector vulnerable de la población. Finalmente, un alto funcionario de un organismo internacional reflexiona que es una temática en la que en su institución les falta demasiado tiempo por recorrer y que le motiva a empezar a trabajar.

3. Barreras identificadas

Las consultas realizadas proporcionan información que se fortalece con algunas de las fuentes citadas en secciones previas de este estudio, especialmente en el perfil de la discapacidad en el contexto rural. Las barreras, además, consisten tanto para Guatemala como para Honduras. Se pueden identificar en distintos tipos de barreras, descritas a continuación:

a. Estructurales

Son aquellas que se encuentran en patrones de conducta social o institucional, que pueden reflejarse en hábitos o prácticas concretas. El conjunto de estas prácticas, patrones de conducta y normas no escritas pero que se entienden tácitamente, constituyen un modelo de desarrollo agrícola extremadamente desigual, que privilegia a los grandes productores y que considera a su mano de obra descartable y fácilmente reemplazable. Este modelo de desarrollo, basado en la extracción de la mayor cantidad de ganancias posible a costa de las grandes mayorías empobrecidas, se fortalece con otros elementos que este estudio identifica también como barreras estructurales y que enumera a continuación:

El desarrollo del sector privado, principalmente las entidades bancarias y crediticias, que no consideran a los pequeños productores agrícolas como sujetos de su oferta bancaria, pues funcionan bajo la misma lógica que los grandes productores, la de la obtención de la mayor ganancia posible. Aun si algunas entidades se publicitan como entidades con enfoque social, la realidad es que tienen como política institucional, no escrita, considerar la actividad agrícola de pequeños y medianos productores como una actividad de alto

Resgü. Adicionalmente, las experiencias compartidas por personas con discapacidad individuales y que contribuyen a este estudio, sugieren que estas instituciones bancarias podrían tener una política discriminatoria de no considerar a personas con discapacidad como clientes potenciales, por motivo de su discapacidad.

El trabajo agrícola requiere de mano de obra que pueda ejercer esfuerzo físico significativo. Esta característica inherente del modelo de desarrollo agrícola de estos países excluye automáticamente a la mayoría de las personas con discapacidad. Si bien es cierto que es una barrera aparentemente insalvable, es posible que, si el agro se modernizara tecnológicamente y mecanizara el requisito de la mano de obra fuerte, se podrían generar brechas de oportunidad que hoy son insalvables.

Otras barreras estructurales identificadas son la pobreza y pobreza extrema de las familias con discapacidad en las áreas rurales. Si bien la situación de pobreza puede ser una consecuencia de las barreras múltiples que enfrentan las familias con discapacidad en el contexto rural, entre ellas los prejuicios y la falta de servicios esenciales como la salud, la relación discapacidad-pobreza es un ciclo vicioso de causa-consecuencia que genera una crisis que afecta a todos los miembros de la familia de una persona con discapacidad, y que sin la asistencia externa de facilitadores de recursos materiales y financieros, pueden sergrar a estas familias en una espiral de pobreza y crisis de la cual les es imposible salir.

A lo anterior se suman los patrones socioculturales machistas, la violencia estereotipada en contra de las mujeres y en contra de las personas con discapacidad, y la explotación laboral y los abusos que esta conlleva. Estos factores configuran en gran medida a la situación de mayor exclusión de las mujeres con discapacidad en el contexto rural, y a la exposición de las personas con discapacidad en general, pero con mayor impacto en las mujeres, de la precarización del trabajo que incluye, pero no se limita, a salarios muy bajos, condiciones de trabajo inseguras y peligrosas, y a la violencia física, verbal y económica.

Por último, dentro de las barreras estructurales se identifica la dificultad que tienen las personas con discapacidad en el contexto rural de obtener su documento de identidad. Esto se da por varias razones: la distancia física y los recursos que implica viajar al centro urbano más cercano en donde se encuentra la oficina del registro de personas es muy onerosa; además que suele implicar la pérdida del día de trabajo; además, las familias consideran que no les va a ser de utilidad ya que los tendrán atados a la educación y otros servicios esenciales, que suele ser la principal motivación para obtenerlo. Sin un documento de identidad, es difícil participar en alguna actividad laboral o de generación de ingresos, además que suelen ser requisito para afiliarse a las organizaciones de sociedad civil en las cuales podrían ser incluidos como sujetos en los programas.

b. Institucionales

En Guatemala y Honduras, las instituciones del Estado se caracterizan por ser débiles, tanto en su capacidad para ejercer el poder como en su capacidad para transferir competencias y capacidades en la población. En materia de discapacidad, es claro que tanto el CONADI en Guatemala como la Dirección de Discapacidad y Adulto Mayor en Honduras, tienen escasa penetración en las poblaciones de los países respectivos, pero lo más crítico es su débil presencia dentro de los aparatos de los Estados. Evidencia de esto es que las personas con discapacidad se encuentran ausentes de las políticas sectoriales, aun de aquellas instituciones que por mandato legal las mencionan como población meta de sus políticas.

Fuera de las organizaciones especializadas en personas con discapacidad, los otros sectores de la sociedad civil tienen poco conocimiento del CONADI o de la ONCEPEDES y de sus mandatos.

En relación a otras barreras institucionales, en ambos países la provisión de servicios esenciales es precaria y muchas veces deficiente, y en el contexto rural incluso ausente. Así describen las personas con discapacidad en relación al acceso a la salud, a la educación, a servicios de rehabilitación, e incluso a otros servicios más dirigidos hacia el desarrollo agrícola. En Guatemala, por ejemplo, las consultas realizadas coinciden en afectar la mínima presencia del MASA, que debería tener un rol fundamental en el desarrollo agrícola y agroindustrial, y en la mejora de la seguridad alimentaria y nutricional.

Otra barrera institucional muy importante es la falta de supervisión en el cumplimiento de las leyes laborales y en la protección en contra de la explotación, el abuso y la violencia. En ambos países se cuentan con leyes laborales que garantizan el salario mínimo en actividades agrícolas, así como las condiciones de seguridad laboral; sin embargo, es de conocimiento popular que en el contexto rural estas normas no se cumplen y no se cuenta con la supervisión institucional que garantiza la protección de estos derechos. Lo mismo sucede con la explotación, la violencia y el abuso, especialmente el que sucede en el contexto del trabajo, y las condiciones tan precarias en las cuales se desarrolla.

La escasez de información sobre el qué hacer institucional, los servicios que ofrecen, los recursos legales disponibles para la protección de derechos, contribuyen a lo anterior. En el contexto rural, la mayoría de las personas con discapacidad se encuentran fuertemente alejadas de las instituciones, y a esto hay que sumar que la falta de acceso a la educación resulta en altos índices de analfabetismo que impide a las familias con discapacidad conocer de la existencia de recursos institucionales, si es que los hay.

c. Legales:

En Guatemala y Honduras hay leyes específicas sobre personas con discapacidad, ambas datan de años previos a la COPD reflejando un modelo clásico y no de derechos humanos, además que son declarativas, no normativas, puesto que no establecen mecanismos para su exigibilidad. Además, además, de reglamentos efectivos. En ambos países la sociedad civil ha luchado por que la legislación nacional relativa a personas con discapacidad se armonice con la COPD, sin lograrlo, principalmente por la oposición que han ejercido las propias instituciones, el CONADI en el caso de Guatemala.

Tanto en Guatemala como en Honduras, las respectivas políticas sobre personas con discapacidad carecen absolutamente de un enfoque interseccional y rural. No hay líneas estratégicas, ni siquiera acciones específicas, dirigidas a los grupos más excluidos como las mujeres, las personas indígenas o aquellas que viven en contexto rural. El desarrollo agrícola y agroindustrial está totalmente ausente.

En relación a legislación que regula el desarrollo agrícola y agroindustrial, son en general, escasas, lo cual refuerza la afirmación de un modelo de desarrollo neopopulista que favorece a los grandes productores y que no requiere de regulaciones, que más bien solo serían obstáculos para el mantenimiento del status quo. Los expertos consideran que el poder que ejercen los grandes productores en estos países es tan hegemónico que, mientras no haya cambios estructurales que aborden las causas profundas de dicha desigualdad, será casi imposible incorporar de manera sostenida la inclusión de los sectores más

vulnerables, entre personas indígenas, afrodescendientes, mujeres y personas con discapacidad, entre otros.

d. Actitudinales:

A nivel general en ambos países, pero de manera más contundente en el contexto rural, los mitos, prejuicios, y creencias erróneas sobre las personas con discapacidad constituyen una barrera importante para que puedan desarrollar cualquier tipo de actividad o participación en la esfera social, comunitaria o económica. Las ideas que prevalecen reproducen los estigmas acerca de que son inútiles y cargas sociales, por lo que ni siquiera son considerados por las iniciativas generales como posibles sujetos en el desarrollo agroindustrial o como partícipes de huertos familiares y/o microemprendimientos, excepto por las iniciativas impulsadas por las organizaciones especializadas.

Este conjunto de mitos, prejuicios, supersticiones y creencias erróneas redundan en su invisibilización: su ausencia en las políticas y legislación, así como de las propias acciones institucionales. Asimismo, es importante mencionar que existe falta de información en general y sobre el tema de discapacidad, no solo es porque la información no llega, sino que cuando llega no es con pertinencia cultural, eso en el área rural se debe priorizar sabiendo que la mayoría de población es indígena y que su idioma materno no es el español. De igual forma, no se toman en cuenta las diferentes cosmovisiones y se imponen prácticas agrícolas que contradicen las prácticas tradicionales de las personas indígenas.

e. Físicas y del transporte:

La accesibilidad física a los espacios y edificaciones públicas y al transporte es todavía un enorme desafío en estos países, a nivel general. Es posible que se esté avanzando en ciertas localidades dentro de las ciudades capitales. Sin embargo, en el contexto rural, aun si existen políticas y planes nacionales de accesibilidad, no se conocen y, por lo tanto, no se cumplen. Esto presenta barreras significativas para la movilización de las personas con discapacidad, especialmente quienes tienen discapacidades físicas y visuales, sumado a la escasa disponibilidad de dispositivos de asistencia como sillas de ruedas y bastones blancos. Pero tantas barreras ya son significativas en los espacios abiertos, calles de tierra, inexistencia de aceras o banquetas, desorden de vehículos de todo tipo, tanto en su desplazamiento como en el estacionamiento, la movilidad de las personas con discapacidad en las fincas, dentro de las áreas de cultivo o manejo de los productos es todavía más limitada.

Se debe tomar en cuenta que el trabajo agrícola estacional genera migración tanto interna y externa, sobre todo en el caso de los departamentos fronterizos, solo requiere que las personas se trasladen y permanezcan en donde van a trabajar por periodos largos mientras se recoge la cosecha, viviendo en espacios hacinados y en condiciones precarias. Ésas no son condiciones para ninguna persona, pero para las personas con discapacidad, es imposible.

Por último, el transporte de pasajeros es un factor que contribuye a la falta de accesibilidad. En el contexto rural, la falta de regulación del transporte público es una constante que afecta a todas las personas, por los abusos, la irregularidad y falta de cumplimiento de los horarios de servicio, la falta de supervisión en el control del pasaje, el deterioro físico de los vehículos que lo precariza aun más, y el manejo temerario de los que conducen los vehículos, en síntesis, la pésima calidad del servicio, que pone en riesgo permanente a los

y las pasajeras en todo momento. Para las personas con discapacidad, que dependen del transporte para movilizarse hacia los centros de salud, las oficinas administrativas y hacia los lugares de trabajo, se verá obligadas a soportar estas condiciones, siempre y cuando los encargados acepten transportarlas y llevar sus sillas de ruedas cuando es el caso. El riesgo de caídas es frecuente, así como el daño a los dispositivos de asistencia por el mal manejo de los encargados del transporte.



Appendix XII: Technical Note on Remittances and development

Remittances and migration cycle	2
Remittances contribute directly to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs)	3
Remittances enable financial inclusion	5
Remittances enable investment in income-generating farm and off-farm activities	7
Remittance market and policy opportunities	8

Remittances are cross-border, person-to-person payments of a relatively low value. These transfers are typically assumed payments by migrant workers to their relatives in their home countries. Remittances are – first and foremost – a private flow of funds between family members. Nevertheless, they offer great development possibilities for entire communities and countries.

At the aggregate level, remittances contribute to reducing poverty, increasing private consumption and investment, enhancing financial and digital inclusion, and local and national economic growth, among other factors. At the household level, they increase economic resources and well-being, a fact that is reflected in the availability of means to meet the food, education, housing and health needs. In addition, remittances can drive economic growth through consumption and investment in income-generating activities, as they filter through local or regional economies. In times of crisis, remittances are highly resilient, particularly due to the unwavering commitment of migrants to their family members back home.

In some low- and middle-income countries (LMICs), remittance flows far exceed those corresponding to foreign direct investment (FDI) and official development assistance (ODA). In Guatemala, remittances have exponentially exceeded FDI, as they represented twenty-seven times the FDI for Guatemala in 2017. In turn, in 2020 ODA to Guatemala of US\$583 million was equivalent to 4% of remittances received in the same year (US\$10.8 billion). Guatemala is also one of the countries in which remittances have a significant weight in relation to the Gross Domestic Product (GDP). In 2020, family remittances received amounted to US\$11.3 billion, which is equivalent to 14.6% of GDP.

Remittances are resilient in times of crisis. The COVID-19 pandemic has highlighted the crucial role played by international remittances in building resilience during times of crisis.⁷ As national lockdowns and border controls took effect with the onset of the crisis, it was initially predicted that there would be an adverse impact on this essential countercyclical financial flow for remittance recipients in low- and middle-income countries (LMICs).⁸ Early data appeared to confirm such predictions given observed declines in remittance volumes as migrants struggled to find work and remittance service providers (RSPs) were forced to either limit their services or in some instances close.

⁷ According to the World Bank's Migration and Development Brief 34, in 2021, the officially recorded remittance flows to LMICs totalled USD 540 billion, only 1.8 percent below the USD 548 billion recorded in 2020. In this regard, cross-border remittances exceeded foreign direct investment flows by a wider margin in 2020 than in previous years and remittances represented for the first time the sum of ODA and FDI to LMICs.

Yet, the flow of international remittances has proven to be resilient through the course of the pandemic, registering a small decline and exceeding the sum of foreign direct investment (FDI) and official development assistance (ODA) for LMICs.²

The flow of family remittances into Guatemala grew by 41.7% in the first months of 2021 as compared to the same period in 2020 according to the Central Bank of Guatemala.³ The Central Bank forecasts remittances will reach US\$12.4 billion in 2021.

Remittances and migration cycle

Migration has been described as a “safety valve” that offers alternative opportunities for workers, particularly youth, who cannot find jobs or get involved in income-generating activities in their home countries. While this continues to be an important aspect of migration, climate change effects, insecurity and socio-political factors among others, also cause people to migrate. Migration causes are particularly true among rural people and indigenous groups of Guatemala.

An individual’s decision to migrate frequently emerges from a family consensus about the need to develop a source of remittance income. These families are highly integrated transnational economic units. This has implications in terms of who decides over the use of these funds.

The ramifications of the personal decision to migrate have direct effects on development that reach far beyond migrant workers and their families. While the money sent home is a potent force for poverty reduction and for providing individuals with new opportunities, remittances also stimulate local economies and play a vital role in national development. In turn, according to the US Dept of Treasury studies, low-skilled migrant workers do not compete directly with domestic workers but instead are employed in agribusiness, child/elderly care, cleaning service, construction and gardening, among others, also making these services more affordable. In addition, taxes paid by migrant workers in the US exceed the cost of services they use.⁴

The World Migration Report 2020 shows 272 million international migrants, which is equivalent to 3.5% of the world population. It is estimated that 100 million migrant workers send remittances that benefit 800 million recipients in their countries of origin.

According to 2020 UN DESA statistics, there are 1.4 million Guatemalans living abroad, the majority of them are women (52.7%). Most Guatemalan migrants (over 1.1 million)⁵ live in the United States⁶, representing 29% of the total Central American immigrants in the country, the second largest after El Salvador (37%). The majority of Guatemalans in the United States live in California (33.8%), New York (12.1%), Florida (7.4%) and Texas (9.8%).⁷ Guatemalans have the lowest educational attainment for Central American immigrants, with 58% of Guatemalan immigrants lacking high school education. However, Guatemalans have some of the highest labour force participation rates at 74% compared with the total foreign-born people (67%).

² World Bank Migration and Development Brief 11, 2021.

³ [www.bancomig.com/2021/07/](https://www.bancomig.bancomig.com/2021/07/)

⁴ <https://www.treasury.gov/press-releases/2019/07/20190717> The Many Contributions of Immigrants to the American Economy

⁵ 2020 U.S. Census Bureau American Community Survey (ACS)

⁶ The Foreign Ministry estimates some 2 million migrants living in the United States, including those in an irregular situation.

⁷ Encuesta sobre Migración Internacional de Personas Guatemaltecas y Nómadas 2015 (EM, 2017)



Family remittance flows are a direct consequence of migration. These flows don't generate enough funds in the short term, for families to stop migration. This is why they need to be included in national and local development policies, and leveraged through financial and non-financial services, so that the families back home can generate enough income, to close the cycle of forced migration.

Remittances are an additional source of income for people receiving them. As such, as these funds can cover recipients' basic needs, migration incentives are lower: high remittances, fulfilling residents' perceived needs for income and insurance, create disincentives for additional family/community members to migrate.⁸

Therefore, remittances can support the safe and faster return of migrants to their communities of origin. However, both, maximizing remittance flows by lowering transfer costs, and promoting the use of a portion of remittances for sustainable income-generating activities by leveraging financial and non-financial services is aimed at improving the economic and social conditions of the communities, so that their population is not forced to migrate. On the other hand, by generating sustainable economic activities, as well as strengthening existing ones, incentives are created for the return of migrants to their communities of origin.

Adapted agriculture models – a better alternative to migration
The case of Huastecuela
 An ADB-funded project in the Chiapas dry corridor, among indigenous families, financed the implementation of a food security, diversification and productive resilience, and income generation model. Among observed benefits were a drastic change of forced migration patterns, especially of migrant men as agriculture day laborers to Mexico and the US. Thanks to low-cost irrigation systems, organic fertilizers and simple cultivation methods, families were able to produce between 2 and 4 crops per year of subsistence/self-consumption and other high value products. Before the project, crops were lost due to drought and bad agriculture practices. In the best of cases only one harvest was obtained, forcing entire families or men in the family to migrate. Additional sources of income for families were also a result of the project support from activities such as seeds and organic fertilizer production, and the sale of diversified products (such as peanuts, tomatoes, watermelons, or Jamaica flower, among others), as well as the vaccination of small farm animals.

Remittances contribute directly to the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs).⁹

Remittances contribute to the fulfillment of the SDGs of each family that receives them, especially those related to the eradication of poverty, zero hunger, health and well-being, quality education, gender equality, water and sanitation, affordable and clean energy, responsible consumption and production, climate action, decent

⁸ International Economics, Science Direct, 2003.
⁹ <https://familyremittances.org/remittances-and-the-sdgs/>

work and economic growth, reduced inequality, sustainable cities and communities, and partnerships to achieve the goals.¹²

The average transfer cost of mobile remittances to Guatemala from the USA, its main corridor, was estimated at 4.2%, compared to the global Q1-2021 average cost of 6.38% and the digital remittance index of 5.08%.¹³ This is still higher than the SDG 10c: "by 2030, reduce to less than 3% the transaction costs of migrant remittances and alternate remittance corridors with costs higher than 5%".

CEMLA's surveys for 2017 among Guatemalan workers abroad indicated that remittances received were dedicated mainly for consumption (food, clothing, footwear, etc.), education and health, and in a minor proportion for purchase of assets, businesses, pay debts and savings (CEMLA, international migration, remittances and financial inclusion: the case of Guatemala, 2017).

According to a 2021 report from IDM, in terms of food security, remittances contribute to the purchase of seeds, nutrients, and acquisition of water. The families receiving the remittances share these shipments through food to share with neighboring families.

USOS DE LAS REMISAS SEGÚN LA FRECUENCIA EN LAS RESPUESTAS DE LOS REMITENTES POR GÉNERO (porcentaje)



In addition to food and consumption, the positive impact of remittances on education is recognized, by reducing the risk of dropping out of school by the children of migrants, in addition to helping with the payment of tuition and school supplies (Coe Edwards and Ureta, 2003; Zhang and others, 2012).

In terms of health benefits, remittances serve to meet the medical needs of the family, as well as to invest in prevention (Hildebrandt and others, 2005). Other authors have identified that remittances can act as insurance in times of crisis, when there is a contraction in national economic activity (Yang and Chik, 2007), in addition to supporting missing, failed or inefficient capital markets, credit or insurance (Shah, 1991).

¹² <https://guatemala.un.org/es/142704-remittances-contributo-achievement-odg>

¹³ <https://remittancesprices.worldbank.org/en/corridor/United-States/Guatemala>

Likewise, its potential role for productive development is recognized, either in low-risk assets such as real estate (Chappell and others, 2010; Menger-Eselder and Benachemir, 2015) or in productive activities typical of the community (Lu, 2011).

As per IOM, "there is an aspect little studied, and it is the use of the remittance in the social and community organization. Many migrants have invested in cooperatives or charitable associations that serve the main needs of the towns, and they also invest in small-capital enterprises and businesses".

Climate change and remittances

The case of Guatemala

"Marta Serna, head of the Office of Youth, of the Municipality of San Cristóbal Verapaz, in the department of Alta Verapaz, Guatemala, points out that "family remittances have been a great support for families, especially for single heads of household that are benefited with resources sent from abroad by their partners or their older children." "This municipality was seriously affected by storms Eta and Iota in November 2020, in addition the COVID-19 pandemic has left families with debt and economic problems. However, the remittances transferred to the municipality have helped to overcome health issues, education of sons and daughters, purchase of food or support of small businesses," added the municipal official.

Haydi Cruz, from the Municipal Office, Secretariat of the Food and Nutritional Security (SEMARN), in San Cristóbal Verapaz, highlighted that at the local level "height and weight are monitored in children, adolescents and pregnant mothers to identify possible cases of malnutrition". "Remittances represent a great contribution to families and constitute a complementary element for the diversification of food and nutrients that the most vulnerable populations need, especially in the rainy season and hurricanes when crops and vegetables for their own consumption are decreased." SOURCE: IOM, 2021. <https://guatemala.iom.org/es/142704-remittances-contribute-achievement-edges>

Remittances enable financial inclusion

The Q20 recognizes the value of remittance flows to drive financial inclusion and strong, sustainable and balanced growth. Remittances offer key opportunities for financial institutions to serve unbanked populations, particularly the most excluded.

Remittances can be leveraged, for example through supporting expansion of e-wallet based remittance services and enhancing remittance-related services offered by partner banks, micro-finance institutions and co-operatives. In particular on the issue of availability of financial services, studies show the evidence of a positive association between greater financial inclusion and the receipt of family remittances.²² Remittances can be strongly associated with the depth and expansion of financial services. It should be mentioned that the magnitude of the officially registered remittance flows (a global amount of US\$340 billion to LMCs in 2020) underestimates the real figure, since informal channels are excluded.

In turn, the development of the financial system has a positive impact on the impact that remittances have on poverty alleviation (Sošek, 2010; Akseberg, 2010; Aggarwal and others, 2011), in the generation of additional sources of income for the financial sector and economic growth (Inoue, 2008; Aggarwal and others, 2011). Financial and digital education and technological innovation, i.e. digital financial services, help to some extent to lower the costs of remittance transfers, especially in rural areas. Financial education along with transparency

²² Aggarwal, Dimitry Kouf and Herbert Porta, 2011; Corry, 2012; Frenkel, 2017

from service providers, access and affordable costs, makes it easier to send and receive remittances through formal channels, which in turn promotes savings and informed use of financial products.

Financial inclusion in Guatemala. According to the latest Global Index database from the World Bank (2017), Guatemala is a country with high exclusion rates from the formal financial system (only 44% of the population has a bank account) despite having a financial system with great coverage. In 2018, 43% of formal bank loans were granted to women, a gap that has remained practically unchanged since 2012¹¹. Women only received 37% of the total balance of credit granted by banks, with interest rates greater than 2 percentage points, on average, compared with men.

A survey done by CEMLA, among remittance senders and recipients in 2017 showed a high degree of access to banking services among senders, as 78.8% of them indicated that they have a checking or savings account in their place of residence in the host country, and it is practically the same among men and women. The percentage of remittance recipients with an account is also high @67%, compared to the national average (44%), and the percentage is slightly higher when the sender is male rather than female. 42% of remittances are cash transfers via money transfer operators and 48% via banks to be cashed out in Guatemala. Only 3% are account-to-account transfers.

The results of the survey also indicate that, the indicators on the degree of financial inclusion of remittance recipients is greater when the sender is banked than when he/she is not.

The relationship between remittances and financial inclusion has several meeting points:

- Given the frequent interactions between remittance senders and receivers and the financial system, remittances could establish a long-term financial relationship. An important element to consider is that migrants and members of diaspora have specific financial needs, which depend on the stage in the migration cycle in which they are. Likewise, remittance recipients have the possibility to leverage these stable flows of income in the form of savings, lower-risk credit or insurance.
- The financial needs of migrant workers evolve, and in addition to sending money home, they require products that can finance in the short and long term the goal of ending the migration cycle (which in many cases is forced caused by the lack of opportunities to migrate).
- Families that receive remittances see an increase in their disposable income, which allows them to face their most pressing needs, and once these are met, it allows them to invest in income-generating activities.
- Financial institutions can develop strategies and remove restrictions for migrants and recipients to use their products.

Some strategies to improve the financial inclusion of remittance senders and recipients that have been successfully implemented in initiatives sponsored by IFIs are as follows:

- Encourage remittance recipients to open accounts at financial institutions (FIs) and use financial products, mainly savings. Emergency savings among recipients and job-loss insurance among senders have proven to

¹¹ Superintendencia de Bancos de Guatemala (SB) 2019a. [Análisis trimestral de indicadores de inclusión financiera Guatemala 2019](#). Año 7, no.25. Ciudad de Guatemala. Disponible en:

create high resilience among migrants and recipient families in global crises, such as the 2020-2021 one due to the pandemic.

- Provide financial and digital education and accurate information to recipient families about their financial options.
- Develop financial products and services that match the needs of recipients, and local economic opportunities.
- Train financial institution staff on how to link remittances with banking products and track the conversion of remittance recipients into bank clients.
- Provide technical assistance to both senders and receivers of remittances, and reduce barriers to deposit, acquire credit and invest in receiving-country businesses.
- Enable digital remittances and digital financial services, such as mobile wallets, can considerably reduce the cost and safety of bank transfers. Agent banking services are needed to enhance access, particular in remote rural areas.

Remittances enable investment in income-generating farm and off-farm activities and can contribute to stop the forced migration cycle

Several IFAD/IFR pilot projects in Nepal, the Philippines and Peru, have proven the preference of migrant workers to stay home rather than migrate, provided opportunities to invest in local job- and income-generating activities. One of the goals of migrants is to return after their migration experience and have alternatives to stay home. They can achieve this goal by sending remittance that are invested by family or partner recipients in entrepreneurial activities, or by investing their savings and acquired skills upon return.

Entrepreneurship or participation in rural value chains often requires volume of produce, access to markets, access to finance and technical support. However, different forms of associativity (such as producer cooperatives, networks of producers, etc) can be very low. Among the factors that discourage the investment of remittances in income-generating activities are: the low amounts available for individual investment and the low propensity to associate for medium-scale investments; the excessive fragmentation of resources available to finance productive projects; limited data on local investment options (for example competitive crops); lack of leadership and training; poor business skills; low profitability of local investments, and distrust in macroeconomic stability and the business climate. Added to the above is the limited supply of financial services appropriate to the profile of remittance-receiving households, a situation that is accentuated in rural areas.

Research done by ICLAC on the relationship of remittances and value chains indicated that municipalities and local governments play a key role in encouraging migrants' likelihood to invest their remittances. Favorable local conditions encourage the investment of remittances, such as physical infrastructure, local policies, local consumption and production capacity, and macroeconomic and institutional conditions.

Access to financial services and BDS, along with investment of remittances can change the forced migration cycle - The case of Nepal.
 A UN Women project implemented by IFAD in Nepal provided rural women (returnees, remittance recipients and potential migrants) with enterprise development, financial literacy (including the use of remittance and alternative employment opportunities to migration), and access to capital from local cooperatives. The project evaluation confirmed that participating women "received both monetary and social benefits through their engagement in the project. On average, the entrepreneurs earned NPR 282 (USD 4.02) per day. For many, this amount was equivalent to what they used to earn in foreign employment. The social benefit that they contributed to the project included increased self-confidence, increased influence on decision-making at home, enhanced control over the resources, productivity/return". Many of those who earned from the enterprises have used the earning in human resource development (education, healthcare and nutrition), and other household items, and financial capital as investment, savings and loan payment. Furthermore, the same report states that 43% of the investment made

Remittance market and policy opportunities

Guatemalan people have seen high migration rates as a result of political instability, natural disasters and lack of economic opportunities.¹⁰ In turn, migrant remittances represent for Guatemala a relatively stable source of funds for individual families, that if leveraged under sound financial inclusion policies and local development programs, can contribute to changing the socio-economic landscape of migrants' families and communities. However, there are social, economic, and policy considerations to enable the remittances' contributions to development. The IDSSCF can consider the contribution of remittances from Guatemalan migrant workers to development, particularly to achievement of their own families' wellbeing and SDGs and to boost local economic development.

- Remittances are not a substitute for international cooperation: there is a dangerous perception that remittances could be a substitute for development cooperation, an aspect that could especially affect countries with low and medium economies such as Guatemala.
- Generation of data and information: It is essential to establish systems with reliable indicators that reveal not only aspects of the volume and percentage of remittances, but also include migration patterns and profiles of migrants, both recipients and those who send, geographic, age and gender elements; also encourage research and quantification in the achievement of the Sustainable Development Goals. In the last quarter of 2021, IDSSCF is partnering with the Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos (CEMLA) to enhance the data collection and analysis of remittances and their development contribution in Guatemala and the rest of Latin American countries.
- Financial and digital education along with transparency from service providers, access and affordable costs, makes it easier to send and receive remittances through formal channels, which in turn promotes savings and informed use of financial products.

The level of financial inclusion of senders directly impacts recipients. Thus, financial inclusion programs should seek to include both senders and remittance recipients.

Non-discriminatory education: many remittance recipients, particularly among indigenous groups of Guatemala, are illiterate or only speak their mother tongue, making it impossible to have a comprehensive understanding of how to collect, use and take advantage of the remittance.

- Applying a geographic scope through a "country-corridors approach", to interested governments is very effective to prioritize actions relevant to enable the national remittance market and its prominent corridors with other countries, acting as a catalyst and coordinator of actors. Agreeing on a country strategic plan with local stakeholders enables cost-effective and sustainable outcomes. Such plan typically includes: an analysis of available data and key components of the remittance environment, setting up a concrete dialogue platform with and between all actors involved, and subsequently identifying the most relevant action areas and stakeholders across the most prominent corridors.

¹⁰ <https://www.migrationpolicy.org/article/guatemala-economic-migrants-replace-political-refugees/>

- At national level, an enabling environment is a key element of success. Effective communication between the different sectors (government, regulatory authorities, private sector and CSOs) is crucial for the promotion of fair and transparent competition in the remittance market, which is a precondition for a sustainable market and for a subsequent reduction of costs. Issues hampering competition are usually related to regulation and competitive environments. Furthermore, at the beginning of 2020, the covid-19 crisis had demonstrated even more clearly the need of a concerted and coordinated action to address the challenges of the remittance market.
Through strategic advice and capacity building, IFR engages directly with the relevant national ministries, regulatory authorities and central banks, in order to support country-wise strategies towards adopting more favorable regulatory frameworks that promote low-cost remittances through the use of formal channels, and greater financial inclusion. Through the set-up of **National Remittances Stakeholders Networks (NRSNs)**, the IFR brings together stakeholders involved in the remittance market (among others: government policymakers and regulators, local communities, banks, MFI, postal operators, fintechs, other private sector entities, CSOs, academic institutions and think tanks), with the aim of promoting partnerships, sharing new innovative models and discussing challenges and opportunities, as well as to address the challenges of the covid-19 pandemic at national level.
- National financial inclusion strategies/policy programs should incorporate remittances flows and stakeholders.
- Decision makers of remittances regarding their use are in fact, transnational families. This implies that actions to facilitate the flow of cheaper, faster, safer remittances and their use for income generating activities, need to be addressed at both sides of the remittance corridor, i.e. among senders and recipients.
- Financial institutions can leverage remittances. This requires product development, training of staff on how to link remittances with banking products and better MS to track the conversion of remittances into bank products.
- A Guide to the Gender-Responsive Implementation of the SDG Objective 20 (Promote faster, safer and cheaper transfer of remittances and faster financial inclusion of migrants) can be used as a guideline <https://guides.unwomen.org/objective/20> (UN Women, 2021).
- Job- and income-generating opportunities. Rural areas receiving high volume of remittances can further access and promote the competitive advantages of their territories, leading to identification of value chains in which remittance recipients can invest. Many Guatemalan rural towns dedicate resources to promote technical assistance and infrastructure investments in high-revenue value chains (i.e. cardamom producers in Uspantán).
Promotion of associativity among rural producers through adapted incentives to match cultural specificities.

Appendix XIII: IFAD's Anticorruption Policy

In 2001, the Executive Board adopted a zero-tolerance policy towards fraud and corruption in IFAD-financed and/or IFAD-managed activities and operations (EB 2001/83/R.5/Rev.1).

The Fund requires that all beneficiaries of IFAD funding, including the employer and any bidders, implementing partners, service providers, suppliers, sub-suppliers, contractors, sub-contractors, consultants, sub-consultants, and any of their agents (whether declared or not) and personnel observe the highest standards of ethics during the procurement and execution of such contracts, and comply with IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its activities and operations, revised on 12 December 2018¹.

For the purposes of these provisions, and consistent with IFAD's Anticorruption Policy, the terms set forth below are defined as follows, and sometimes referred to collectively as "prohibited practices":

- (a) "corrupt practice" is the offering, giving, receiving or soliciting, directly or indirectly, of anything of value in order to improperly influence the actions of another party;
- (b) "misleading practice" is any act or omission, including a misrepresentation, that knowingly or recklessly misleads, or attempts to mislead, a party in order to obtain a financial or other benefit or to avoid an obligation;
- (c) "collusive practice" is an arrangement between two or more parties designed to achieve an improper purpose, including improperly influencing the actions of another party;
- (d) "coercive practice" is impairing or harming, or threatening to impair or harm, directly or indirectly, any party or the property of any party, to improperly influence the actions of that or another party;
- (e) "obstructive practice" is (i) deliberately destroying, falsifying, altering or concealing evidence that may be material to an investigation by the Fund or making false statements to investigators in order to materially impede an investigation by the Fund; (ii) threatening, harassing or intimidating any party in order to prevent that party from disclosing its knowledge of matters relevant to an investigation by the Fund or from pursuing such an investigation; and/or (iii) the commission of any act intended to materially impede the exercise of the Fund's contractual rights of audit, inspection and access to information.

The Fund will deny approval of a proposed contract award if it determines that the firm or individual recommended for award, or any of its personnel or agents, or its sub-consultants, sub-contractors, service providers, suppliers, sub-suppliers and/or any of their personnel or agents, has, directly or indirectly, engaged in any of the prohibited practices in connection with an IFAD-financed and/or IFAD-managed activity or operation, including in competing for the contract.

¹ IFAD Anti-corruption Policy [EB document - ESO policy on preventing fraud and corruption in its activities and operations](#)

In accordance with IFAD's Anti-corruption Policy, the Fund has the right to sanction firms and individuals, including by declaring them ineligible, either indefinitely or for a stated period of time, to participate in any IFAD-financed and/or IFAD-managed activity or operation. This may include ineligibility to: (i) be awarded or otherwise benefit from any IFAD-financed contract, financially or in any other manner; (ii) be a nominated sub-contractor, consultant, manufacturer, supplier, sub-supplier, agent or service provider of an otherwise eligible firm being awarded an IFAD-financed contract; and (iii) receive the proceeds of any loan or grant provided by the Fund.

The Fund also has the right to unilaterally recognize debarments by any of the international financial institutions that are members to the agreement for mutual enforcement of debarment decisions if such debarments meet the requirements for mutual recognition under the agreement for mutual enforcement of debarment decisions.

In addition, the Fund has the right to, at any time, declare a misprocurement and/or the ineligibility of any expenditures associated with a procurement process or contract if it determines that prohibited practices occurred in connection with any procurement process or contract and that the borrower/beneficiary has not taken timely and appropriate action, satisfactory to the Fund, to address such practices when they occur.

Conflict of interest situations.

In addition to the above-prohibited practices, the Fund also has strict rules regarding conflict of interest situations. Any bidder shall not have any actual, potential or reasonably perceived conflict of interest. All bidders shall declare any actual, potential or reasonably perceived interest, regardless of its nature, that affects, may affect, or might reasonably be perceived by others to affect, impartiality in any matter relevant to the procurement process, including the selection process and the execution of the contract. A bidder with an actual, potential or reasonably perceived conflict of interest shall be disqualified, unless otherwise explicitly approved by the Fund.

The employer/beneficiary requires that the bidder and the supplier hold the project's interests as paramount at all times, strictly avoiding any actual, potential or reasonably perceived conflicts of interest, including actual, potential or reasonably perceived conflicts with other assignments or their own personal and/or corporate interests, and act without any consideration for any other ongoing or future work. Without limitation on the generality of the foregoing, a bidder or supplier, including all parties constituting the bidder or supplier and their respective personnel and affiliates, as well as any subcontractors for any part of the contract, including related services, and their respective personnel and affiliates, may be considered to have an actual, potential or reasonably perceived conflict of interest and disqualified of a procurement process and/or terminate its contract if they:

- (i) have, may have or might reasonably appear to have at least one controlling partner in common with one or more other parties in the process they participate or the execution of the contract; or
- (ii) have, may have or might reasonably appear to have the same legal representative as another bidder for purposes of a bid or execution of the contract; or
- (iii) have, may have or might reasonably appear to have a relationship, directly or through common third parties, that puts them in a position to have access to undue or undisclosed information about or influence over the bid process and the execution of

the contract, or influence the decisions of the purchaser regarding the selection process for a particular procurement or during the execution of the contract; or

- (iv) have, may have or might reasonably appear to have a business or family relationship with, a member of the purchaser's board of directors or its personnel, the Fund or its personnel, or any other individual who, has been or might reasonably be directly or indirectly involved in any part of (i) the preparation of a particular bidding document, (ii) the selection process for a procurement in which they are participating, or (iii) execution of the contract, unless the actual, potential or reasonably-perceived conflict stemming from this relationship has been explicitly authorized by the Fund.

IFAD requires that all awarded contractors/suppliers/consultants completes a Self-Certification Form with the signed contract agreement. The SCF asks the contractor to certify that its representative, including its director(s), partner(s), proprietor(s), key personnel, agents, sub-consultants, sub-contractors, consortium and joint venture partners have NOT engaged in fraudulent, corrupt, collusive, coercive or obstructive practices, in connection with the procurement process in which they participate and the contract award.

Office of Audit and Oversight

IFAD's legal framework requires IFAD staff, consultants and project parties to promptly notify IFAD of any allegations of fraud and/or corruption that are received in relation to any of the project activities². The IFAD Office of Audit and Oversight - Investigation Section (AOO/IS) has the sole mandate to investigate suspected fraud and corruption by IFAD staff members and consultants, individuals or suppliers operating in IFAD-funded projects. The responsibility of AOO/IS in investigating an allegation is simply to gather all relevant evidence and try to determine the facts so that IFAD can take action to prevent the misuse of project funds and avoid negative consequences on the persons relying on a project to help them improve their lives.

In case of any suspect wrongdoing or allegation to report, any party may contact AOO/IS by the below listed means. All communications are treated with the utmost CONFIDENTIALITY. By phone: +39 06 54597888. By fax: +39 06 54597888. By e-mail: anticorruption@ifad.org. Through the online complaint form following the instructions of the information pamphlet found in IFAD's website³. In person or by mail to: IFAD Office of Audit and Oversight, Investigation Section Via Paolo di Dono, 44 00142 Roma, Italy (Mark all mail "Personal and confidential")

² <https://www.ifad.org/en/procurement/procurement-process/contract-award>

³ <https://www.ifad.org/en/procurement/procurement-process/contract-award>



Cumbre de Sistemas Alimentarios 2021 Hoja de Ruta de la República de Guatemala

/// Hacia unos Sistemas Alimentarios sostenibles, resilientes e inclusivos ///

Guatemala, un país pluricultural y con ritmos diversos, que forma parte de lo ocho centros de origen de los ecosistemas, especies, recursos genéticos y culturales con conocimientos ancestrales. Gracias a su riqueza natural formada por zonas volcánicas, cadenas montañosas, bosques, lagunas, acceso a dos océanos y más, y en conjunto con los aspectos sociales, culturales y económicos de los diferentes ámbitos del país, nuestros sistemas alimentarios presentan características únicas. Para asegurar que esta diversidad sea considerada durante el proceso de diálogo nacional hacia la Cumbre de Sistemas Alimentarios participaron actores de los cinco regiones a nivel nacional, los cuales identificaron los retos y desafíos a vencer, pero también generaron propuestas de buenas prácticas, soluciones y acciones, que permitirán cumplir con los objetivos acordados para el año 2030.

Los sistemas alimentarios más característicos del país presentan una fuerte vinculación y sentido de pertenencia de las comunidades locales y pueblos indígenas que producen, comercializan y consumen cultivos como el maíz, el frijol, el café, hortalizas entre otros, legumbres e hortalizas durante el año. Guatemala es un país productor de alimentos, cuyo suelo fértil y clima, le han dado el nombre de "El País de la Fama Primavera". Sin embargo, aún existen desafíos que no

permiten el acceso a los alimentos sanos y nutritivos para toda la población. Esto resulta la importancia de buscar mejoras en los elementos y procesos del sistema alimentario, que incluye desde la producción, distribución y consumo, para facilitar el acceso a los guatemaltecos y guatemaltecas de manera justa y oportuna, y con esto aportar a la seguridad alimentaria del país.

El país enfrenta grandes desafíos para alcanzar la seguridad alimentaria y nutricional, el desarrollo de las comunidades rurales, y la resiliencia ante los eventos climáticos extremos. A escala mundial, el último reporte del Panel Intergubernamental de Cambio Climático (IPCC) ha dado la señal de alarma para todo el planeta, recordándonos a todos que el momento de actuar no puede esperar más. Guatemala, al ser uno de los diez países con mayor vulnerabilidad frente a los efectos del cambio climático, debe de encontrar estrategias para adaptarse a estos factores que amenazan la sostenibilidad de los sistemas alimentarios, y el bienestar de su población. Y para fortalecer soluciones a estos retos, existe una diversidad de propuestas desde la protección social, hasta la aplicación de la tecnología y la innovación, las cuales se han acordado entre sectores, partes interesadas, y se presentarán en esta hoja de ruta.

El camino hacia el 2030

La República de Guatemala ha marcado su camino hacia el cumplimiento de la "Agenda 2030 para el desarrollo sostenible" articulándose a los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) y armonizando con ello su marco estratégico y de políticas públicas. El Plan Nacional de Desarrollo denominado "K'axil, Nueva Guatemala 2030" refleja las 5 estrategias de desarrollo de largo plazo en donde se articula las políticas, planes, programas, proyectos e inversiones. Específicamente el eje "Bienestar para la gente" aborda acciones para garantizar el acceso a la protección social universal la cual incluye los servicios de calidad en salud,

educación, acceso a alimentos y la construcción de la capacidad de resiliencia para asegurar la sostenibilidad de los medios de vida. El desarrollo de los sistemas alimentarios es entonces un elemento estratégico que contribuye al cumplimiento de las metas nacionales y globales en el mediano y largo plazo.

Asimismo, en la integración de la Agenda 2030 a los instrumentos de planificación de Política Pública Nacional, se establece dentro de las Prioridades Nacionales de Desarrollo articular los esfuerzos a la seguridad alimentaria y nutricional.



en donde se impulsa la sostenibilidad de los sistemas alimentarios a través del fortalecimiento de la productividad agrícola, de la agricultura familiar diversificada y del acceso al agua y saneamiento, entre otros.

De igual forma, Guatemala cuenta con políticas públicas y estrategias específicas que se complementan para fortalecer la seguridad alimentaria y aportar a la sostenibilidad de los

sistemas alimentarios. La Ley del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional, La Gran Cuenta por la Nación, la Política de Desarrollo Rural Integral, La Ley de Alimentación Escolar y su reglamento, los programas de incentivos fiscales, entre otros, son pilares importantes que brindan marcos normativos para abordar los retos y los desafíos mencionados.

Propuestas de acción

Garantizar la seguridad alimentaria, mejorar la alimentación y nutrición es la meta principal que se estableció para el país desde la convocatoria realizada en 2020 por el Secretario General de Naciones Unidas a esta Cumbre de Sistemas Alimentarios. Guatemala, a través del desarrollo de Diálogos Nacionales de la Cumbre de Sistemas Alimentarios 2021, los cuales cuentan con el involucramiento de diferentes sectores y partes interesadas vinculadas a los

sistemas alimentarios nacionales, logró identificar propuestas que buscan ser implementadas, presentar a la Cumbre alineadas a los instrumentos de planificación nacional existentes para cumplir con la Agenda 2030. Estas propuestas también su seguimiento transcurre en los próximos tres años y a finales del 2023. Entre los temas que se priorizaron en los diálogos, se puede destacar:



La cadena alimentaria, necesita transformar sus marcos normativos para que estos tengan la capacidad de incluir a la población más vulnerable a la inseguridad alimentaria y nutricional y en condiciones de pobreza, que no tiene garantizado el acceso físico y económico a alimentos sanos y nutritivos ni los medios para producirlos.

Esto también involucra a los pequeños productores, que necesitan integrarse en esta cadena como actores, tomadores de decisiones y que tengan acceso igualitario. Y también consiste en vincular los sistemas alimentarios de las comunidades locales con la producción de alimentos saludables.

En este contexto, es importante resaltar los **temas críticos prioritarios** tales como fortalecer los sistemas de riego para aumentar eficiencia en los sistemas alimentarios e impulsar proyectos de investigación científicos promoviendo el adecuado manejo del agua para la producción y el consumo, la conservación del suelo y la diversidad biológica; impulsar la gestión integrada de recursos hídricos que debe considerarse por a los sistemas de riego destinados a la producción de alimentos; aspectos de inocuidad, higiene, buenas prácticas y valor nutricional.

Las presentes **acciones estratégicas** a fortalecer con estas tres realidades, en las **acciones que impulsan el desarrollo económico**, por ello se plantea el desarrollo de alas comunitarias para evitar plagas y roedores en los alimentos como un mejoramiento del manejo post-cosecha. Para reducir las vulnerabilidades existentes, se requiere de la diversificación en la producción de alimentos especialmente aquellos con fuente de proteína. Así mismo, la realización de acciones encaminadas a la recuperación y protección de suelos, inversión en infraestructura productiva y de comercialización, acceso y disponibilidad de alimentos, sanidad agropecuaria, organización y acceso a mercados.

Debemos considerar el **factor de innovación** para la producción local y para establecer competencias a nivel económico.





2

Educación alimentaria y fomento de consumo de alimentos saludables



3

Fortalecer la protección social de manera que fortalezcan los sistemas alimentarios del país

Además, Guatemala debe promover los emprendimientos y producciones locales que aseguran alimentos para el consumo y la comercialización del excedente; implementar el incentivo agropecuario; fomentar las cadenas de comercialización de productos agropecuarios incentivando certificación de alimentos sanos e inocuos y articulando con los otros temas prioritarios, vincular a las producciones locales como proveedor de alimentación en el marco de la Ley de Alimentación Escolar y su reglamento, para promover de una alimentación saludable dentro del ámbito rural con cultivos.

Además, es necesario brindar las herramientas y capacidades necesarias a los niños y pequeños productores a través del sistema de extensión rural para el traslado de conocimiento y buenas prácticas en los sistemas alimentarios. Así mismo, garantizar el acceso y disponibilidad de alimentos que generen ingresos, y apoyo en el ámbito laboral.

Las soluciones a los retos que enfrenta Guatemala requieren contribuir a que el patrón de consumo actual de alimentos se oriente hacia uno más saludable, a través de la promoción de dietas sanas y nutritivas y la promoción de alimentos saludables. Asimismo, es necesario la promoción de estilos de vida saludables y actualización de los guías alimentarias enfocadas a niños y niñas menores de 2 años para promover la alimentación correcta y segura.

El desarrollo de estrategias de la comunicación para una educación en consumo de alimentos según necesidades de los diferentes etapas del curso de vida (inicio de la educación en las escuelas, hasta las personas mayores), también es importante para impulsar acciones educativas con pertinencia cultural promoviendo el consumo de alimentos sanos y tradicionales de las comunidades locales. El fomento de consumo de alimentos saludables a nivel urbano puede convertirse en un motor de cambio de nuestros sistemas alimentarios.

Para Guatemala la protección social se enfoca en impulsar acciones que reducen el riesgo y la vulnerabilidad a nivel social y económico, con el objetivo de reducir la pobreza y pobreza extrema, las cuales son acciones indispensables para fortalecer los sistemas alimentarios nacionales. Por ello, entre las principales propuestas de acción se detalló lo siguiente: (1) La reducción de vulnerabilidades para la población en condición de desigualdad, la identificación de los esfuerzos para reducir la desnutrición crónica en niños y niñas menores de cinco años, (2) El fortalecimiento del programa de alimentación escolar, y (3) Crear programas de resiliencia ante los eventos climáticos extremos como sequías e inundaciones.

Para lograr el fortalecimiento de la protección social en la población más vulnerable, surgen propuestas de políticas y soluciones por parte de los distintos sectores y partes interesadas que conforman los sistemas alimentarios. Entre ellas, se detallaron la implementación de la Ley de Alimentación Escolar y su reglamento, fortalecimiento de los programas de protección social ya existentes, sobre todo los enfocados en la atención de la niñez durante los primeros 1000 días, incluyendo a la madre lactante, las transferencias monetarias condicionadas vinculadas con la producción (protección social e inclusión productiva), que permita abordar la atención en situación de emergencias y promover la resiliencia, para abrir oportunidades hacia un desarrollo sostenible. Otra de las soluciones planteadas durante los Diálogos Nacionales, son las campañas informativas sobre el Plan de Extensión, su portafolio de desarrollo y prevención para combatir estas amenazas recurrentes.



Fortaleciendo nuestras leyes y políticas públicas

Guatemala, para promover la sostenibilidad de los sistemas alimentarios presentó propuestas de acciones desde el fortalecimiento de la política pública nacional y el marco jurídico existente vinculado a los sistemas alimentarios.

Durante los Diálogos Nacionales y los Diálogos Independientes, los partes interesados como los sectores gubernamentales y no gubernamentales han planteado desarrollar un marco legislativo para abordar la Agricultura Familiar, para promover la Alimentación Saludable y la Reducción de Desperdicio de Alimentos.

En ese sentido, es importante que de manera institucional se desarrolle una agenda estratégica legislativa nacional que incluya los aspectos jurídicos nuevos o las modificaciones necesarias para fortalecer los sistemas alimentarios y agroalimentarios, así como una asignación presupuestaria acorde. Esto en plena coordinación con el Trípate Parlamentario: contra el Hambre y las comisiones legislativas, siendo ellas las instancias tomadoras de decisiones en el Congreso de la República de Guatemala.

Actores y aliados de los sistemas alimentarios guatemaltecos

El cumplimiento de las metas que Guatemala adopta como país, requiere no solamente del actuar de las instituciones públicas, quienes como otros actores, deben asumir en su responsabilidad, sino también de los diversos sectores y partes interesadas que conforman los sistemas alimentarios nacionales.

Por ello, el proceso hacia la Cumbre de Sistemas Alimentarios ha buscado conectar con distintos actores que forman parte directa o indirecta en la sostenibilidad de los sistemas alimentarios. Sin su involucramiento, apoyo y compromiso, los resultados esperados para 2030 no son posibles, se necesita la participación de todos. El proceso de Diálogos Nacionales fomentó la participación de 27 tipos de actores, 51

sectores diferentes y representantes de las 22 regiones del país.

Guatemala reconoce el esfuerzo y liderazgo de los actores de sector privado y organizaciones sociales que han concurrido a sus diálogos independientes. Esto demuestra la importancia de buscar respuestas a los retos que afrontamos como país y la inclusión de los actores de sociedad civil abre las puertas al fortalecimiento de los alianzas público-privadas que pueden robustecer las soluciones que se han encontrado a través de los diálogos regionales, nacionales e independientes. Desde el productor más pequeño hasta el consumidor final y entre los actores en el campo, todos estamos invitados a contribuir a un futuro sostenible, resiliente e inclusivo.

Coaliciones y comunidad internacional

Guatemala como miembro del Eje de Acción 1 "Garantizar el acceso a alimentos saludables y nutritivos para todos" ha recibido la invitación a participar en algunas de las coaliciones que han surgido en el proceso. Entre ellas, se encuentran la Coalición de Alimentación Saludable y la Coalición de Hambre Cero. En ambas coaliciones el país, ha buscado tomar liderazgo presentando sus programas nacionales como buenas prácticas del trabajo que se lleva a cabo en estas temáticas y compartir las lecciones aprendidas durante todo el proceso de la implementación.

Con el lanzamiento de las coaliciones en la Cumbre de Sistemas Alimentarios se espera iniciar el trabajo con el apoyo de todos los miembros de éstas y dar seguimiento en el futuro al progreso de las mismas. Además, confiamos que durante y posterior a la Cumbre este 23 de septiembre de 2021, se pueda conocer y participar en otras Coaliciones que fomentaron el trabajo en conjunto entre los Estados Miembros y que permitan establecer los cimientos de unos sistemas alimentarios sostenibles, resilientes e inclusivos en el país.



Es necesario resaltar que a nivel regional, Guatemala ha participado en los esfuerzos conjuntos desde la región y seguirá trabajando con el fin de garantizar el desarrollo de los sistemas alimentarios sostenibles en Centroamérica. El desarrollo de la región depende de la adaptación, sostenibilidad y transformación de la producción, transporte, procesamiento, distribución y consumo de alimentos, y esto es posible mediante la colaboración regional.

Además, Guatemala apoya y alienta a las Agencias de Naciones Unidas con sede en Roma, República Italiana: la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la

Agricultura (FAO), el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) y el Programa Mundial de Alimentos (PMA) en continuar con su labor de apoyo y asesoramiento para los Estados Miembros en la realización de esta Cumbre de Sistemas Alimentarios.

Trabajamos a que brinden las herramientas necesarias para hacer realidad los planes que cada uno de los Estados Miembros está proyectando a través de sus hojas de ruta. Y, por último, los invitamos a trabajar en conjunto con las partes interesadas vinculadas a los sistemas alimentarios en Guatemala para cumplir con los planes y metas de país.

Vinculación con las leyes, programas y planes a nivel nacional

Guatemala ha generado diversas políticas públicas vinculadas a los sistemas alimentarios que sirven la base de los compromisos, metas y objetivos que, como país, se busca cumplir y alcanzar a través de la Cumbre de Sistemas Alimentarios que tendrá como un impulso hacia el cumplimiento de estos.

Esta hoja de ruta hacia el año 2030 está basada principalmente en la Política General de Gobierno 2020-2024, el Plan de Desarrollo Nacional K'atuj, Nuestra Guatemala 2030. Son estos documentos los que marcan los retos, objetivos e iniciativas que Guatemala ha adoptado para el crecimiento y distribución de la ruta del cumplimiento de la Agenda 2030. Es de suma importancia para Guatemala, ya que su enfoque se centró en el Eje de Acción 1, la Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (POLSAN), la cual está en proceso de actualización y en conjunto con la Ley del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional en el país. Además, de manera complementaria la Ley de Alimentación Escolar y su reglamento, la Política de Desarrollo Rural Integral y la Gran Estrategia Nacional por la Nutrición, las cuales se relacionan con las condiciones de Alimentación Escolar y Nombre Cero en las que el país forma parte.

Reconociendo la amplitud de futuros que demuestran, afectan y conforman los sistemas alimentarios, se han llevado en consideración instrumentos de planificación nacional enfocados en cambio climático, desarrollo rural, economía y protección de los recursos naturales. Entre estos temas anteriores, los instrumentos de política nacional se han considerado el Plan de Acción Nacional de Cambio Climático, el Plan para la Recuperación Económica de Guatemala (Covid-19), Política Nacional de Competitividad del Programa Nacional de Competitividad (PRONACOM), la Política de promoción de Hoga 2015-2020, el Plan Estratégico Institucional del Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación 2021-2023, el Plan Estratégico Institucional del Ministerio de Economía, la Estrategia Nacional para la Reducción de la Deforestación y Degradación de los Bosques (REDD+) y la Política forestal, a través de los Programas de Incentiva forestales. A pesar de ser ellos los presentados y acordados a nivel institucional, así son instrumentos relevantes para trabajar hacia la sostenibilidad de los sistemas alimentarios y se han unido en ciertos nuevos apartes para integrarlos en la hoja de ruta año 2030.



Hitos y metas de camino al 2030

Consolidar las políticas públicas relacionadas, los instrumentos de planificación nacional y los procesos Diálogo Nacional ante la Comisión de Sistemas Alimentarios, Cuarenta y cinco años a la sostenibilidad de los sistemas alimentarios en Argentina hasta el 2030.

- Para 2030, poner fin al hambre y asegurar el acceso de todas las personas, en particular las niñas y las personas en situaciones vulnerables en condiciones de pobreza, incluido los lactantes, a una alimentación sana, nutritiva y suficiente durante todo el año.
- Para 2030, asegurar la sostenibilidad de los sistemas de producción de alimentos y aplicar prácticas agrícolas resilientes que aumenten la productividad y la producción, contribuyan al mantenimiento de los ecosistemas, fortalezcan la capacidad de adaptación al cambio climático, los fenómenos meteorológicos extremos, las sequías, las inundaciones y otros desastres, y respondan progresivamente a la calidad del suelo y la agua.
- Para el año 2027, reducir en no menos de 25 puntos porcentuales la fertilización química en cultivos menores de cinco años, con énfasis en los niños y niñas de los pueblos maya, aymará y quechua, y del área rural.
- Para 2030, mejorar la productividad agrícola y los ingresos de los productores de alimentos en pequeña escala, en particular las mujeres, pueblos indígenas, agricultores familiares, pastores y pescadores, lo que incluye acceso seguro y equitativo a la tierra, a otros recursos de producción e insumos, a conocimientos, a servicios financieros, a mercados y a oportunidades para la generación de valor añadido y empleos rurales.
- Asegurar la disponibilidad de tierras con capacidad de uso para la producción de granos básicos que garanticen la seguridad alimentaria.
- Aumentar el acceso de las pequeñas empresas industriales y otras empresas, en particular en los países en desarrollo, a los servicios financieros, incluido el acceso a créditos asequibles, y su integración en las cadenas de valor y los mercados.
- Lograr niveles más elevados de productividad económica mediante la diversificación, la implementación tecnológica y la innovación, entre otras cosas centrándose en sectores de mayor valor añadido y un uso intensivo de mano de obra.
- En 2030 asegurar que todos los hombres y mujeres, en particular las niñas y las niñas, tengan igual derecho a los recursos económicos, así como el acceso a los servicios básicos, la propiedad y el control sobre la tierra y otras formas de propiedad, la herencia, los recursos naturales, nuevas tecnologías apropiadas, y servicios financieros, incluyendo las microfinanzas.
- Fortalecer la resiliencia y la capacidad de adaptación a los riesgos relacionados con el clima y los desastres naturales en todos los países.



Appendix XV. Project Identification Form (IFAD 12 and IFAD13)

Name	2044
Country	Burkina Faso
Full Project Name	Making food systems work by effective linkages between family farming and school feeding programs
ISRP/ Project ID	T01
Estimated Project Costs	USD 130 million
Estimated Co-Financing	US\$ 60 million (multilateral institutions, as Spain, European Investment Bank, CIDA, CIDA, among others); US\$ 5 million from beneficiaries and US\$ 15 million from the Government of Burkina Faso (National School Feeding Programme)
Financing type (R, F, C and Z)	R / C / F / Z / C / Z / C / Z
IFAD allocation confirmed?	US\$ 60 million through IFAD (2024-2025)
Context and indicative project description	<p>The Republic of Burkina Faso became member in 1978. Currently, the country portfolio do not have chronic problem projects and the country has never been suspended. IFAD and WFP do not expect a public debt crisis at country level.</p> <p>During UNDP consultation, the Government of Burkina Faso (GoBF) expressed its interest to increase revenues through IFAD's IFAD window. IFAD, jointly with the Government and potential co-financers, has identified the opportunity to assist on the ongoing country grant, "Linking Family Farming with the National School Feeding Program in Burkina Faso" (ID: 2000003485).</p> <p>Since 2018, the effective coordination between the School Feeding Programme, led by the Ministry of Education, and the family farming Programme, under the guidance of the Ministry of Agriculture, in the framework of the 20-2017 School Nutrition Law, has been nationally and internationally recognized as a successful experience. This relation promotes healthy, nutritious and culturally sensitive school nutrition in public schools.</p> <p>As a result, we guarantee a local market for family farming organizations contracted as providers of fresh, quality food. A successful partnership between IFAD, the WFP and IFAD has systemic knowledge and influence on changes to policies and regulations, which are stimulating some of the bottlenecks in the law's implementation. This, in turn, has helped to improve the public policy's performance.</p> <p>Priority components could include: i) Market-driven, nutrition sensitive resilient value chains led by family farming organization; ii) local infrastructure for food processing; and iii) Project Management, RM, SOP and M&E.</p> <p>Geographic targeting: Niya Yempou, Bep Yempou, Chagnon, Nankumbourga, Gacha, San Martin and Tokoungbo.</p> <p>Outreach: 11,000 rural families providing women, youth and indigenous people.</p> <p>A revised implementation model could include IFAD parties as implementing agencies, WFP and FAO, along with ICTD tools to boost productive use of technologies, agritech, financial inclusion, block chain, etc.</p>
Project situation?	Yes / No /

* R = IFAD-initiated and exclusively financed (no co-financing); F = IFAD-initiated and co-financing; C = Co-financing initiated; Z = no IFAD financing but IFAD supervised.



Plan de Acción
entre
La Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO)
Y
El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA)
Y
El Programa Mundial de Alimentos (PMA) en Guatemala

El presente Plan de Acción (PdA) se orienta hacia el fortalecimiento del trabajo conjunto en Guatemala, entre la Organización de Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) y el Programa Mundial de Alimentos (PMA), denominadas en adelante "las RBAs" (Rome Based Agencies por sus siglas en inglés);

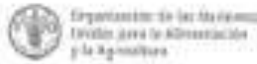
1. Antecedentes

Este plan de acción (PdA) se basa en el documento desarrollado en 2016 sobre la "Colaboración entre las Agencias del Sistema de Naciones Unidas basadas en Roma: Resultados para la Agenda 2030" ("RBA 2030 Agenda Paper"), y en los lineamientos de Memorandum de Entendimiento firmado entre la FAO, FIDA y PMA en Roma en 2018, en relación a la colaboración de las tres agencias para trabajar en resultados colectivos basados en las ventajas comparativas y el enfoque plurianual para contribuir al logro de los Objetivos de Desarrollo Sostenible ODS.

El PdA reconoce que las RBAs pueden maximizar sus aportes a la Agenda 2030 a través del trabajo conjunto para resultados colectivos, saliendo de la visión sectorial para abrir espacios y trabajar de manera coordinada con el Sistema de las Naciones Unidas en Guatemala (SNU) y con otros actores de la cooperación internacional, el sector privado y el gobierno, en la temática de seguridad alimentaria y nutrición, y sistemas alimentarios sostenibles.

El presente PdA se basa sobre los siguientes instrumentos estratégicos de las RBAs:

Ver: [https://www.fao.org/3/a/18000es01.htm](#)



Del Sistema de Naciones Unidas en Guatemala

El **Marco Estratégico de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible 2019-2025** promueve una respuesta colectiva del Sistema de Naciones Unidas y que se rige a partir de los principios programáticos de: no dejar a nadie atrás; enfoque del desarrollo basado en los derechos humanos, igualdad de género y empoderamiento de las mujeres; resiliencia; sostenibilidad; y rendición de cuentas. El trabajo de las agencias se desarrollará dentro de las siguientes áreas de trabajo:

- Desarrollo económico
- Desarrollo social
- Paz, seguridad y justicia
- Instituciones sólidas
- Medio ambiente

De la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO)

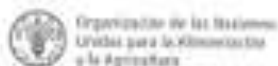
El **Marco Estratégico 2022-2031** de la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura, el cual busca respaldar la Agenda 2030 mediante la transformación hacia sistemas agroalimentarios más eficientes, inclusivos, resilientes y sostenibles sin dejar a nadie atrás, y está orientado bajo los siguientes principios orientadores:

- **Mejor producción:** Garantizar modalidades de consumo y producción sostenibles, a través de cadenas de suministro alimentario y agrícola eficientes e inclusivas en los planes local, regional y mundial, asegurando la resiliencia y la sostenibilidad de los sistemas agroalimentarios en condiciones climáticas y ambientales cambiantes.
- **Mejor nutrición:** Poner fin al hambre, lograr la seguridad alimentaria y la mejora de la nutrición en todas sus formas, en particular promoviendo alimentos nutritivos y aumentando el acceso a dietas saludables.
- **Mejor medioambiente:** Proteger, restablecer y promover el uso sostenible de los ecosistemas terrestres y marinos y luchar contra el cambio climático (reducción, reutilización, reciclado, gestión de los residuos) mediante sistemas agroalimentarios más eficientes, inclusivos, resilientes y sostenibles.
- **Una vida mejor:** Promover el crecimiento económico inclusivo mediante la reducción de las desigualdades (zonas urbanas y rurales, países ricos y pobres, hombres y mujeres).

Adicionalmente FAO cuenta con cuatro aceleraciones transversales:

- Tecnología
- Innovación
- Datos

Ver <https://www.fao.org/es/csp/>



- Complementos (gobernanza, capital humano e instituciones)

El **Marco de Programación de País (MPP) 2022-2025** de FAO para Guatemala, que busca apoyar al Estado de Guatemala a desarrollar sistemas agroalimentarios más eficientes, inclusivos, resilientes y sostenibles, que contribuyan a la recuperación de los efectos de la pandemia COVID-19, permitiendo la reducción de la pobreza rural, la inseguridad alimentaria y todas las formas de malnutrición, en particular la población priorizada; mujeres, infancia, jóvenes y pueblos indígenas. El MPP cuenta con las siguientes tres áreas prioritarias:

Área prioritaria 1: Territorios más Productivos, Prósperos e Inclusivos para una Vida Mejor.

Que se enfoca en los siguientes productos:

Producto 1.1: Organizaciones de pequeños y medianos productores/productoras, en particular los de mayor participación de población indígena, cuentan con capacidades y tecnologías innovadoras que facilitan su acceso a activos productivos y el incremento de la productividad de sus emprendimientos rurales.

Producto 1.2: Micro y medianos emprendimientos rurales, en particular los que cuentan con una mayor participación de jóvenes y mujeres, disponen de mejores capacidades para desarrollar planes de negocio, participar en cadenas de valor, acceder a financiamiento y vincularse al mercado para reducir la pobreza.

Producto 1.3: Instituciones sectoriales disponen de capacidades fortalecidas en el marco de la Iniciativa mano de la mano para el diseño e implementación de planes de inversión público-privados que contribuyen a la mejor gobernanza y el desarrollo rural de territorios priorizados.

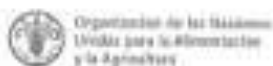
Producto 1.4: Instituciones sectoriales, en alianza con el sector privado, fortalecen sus servicios de asistencia técnica especializada y con enfoque de género para mejorar las capacidades de los productores/as individuales y sus asociaciones agropecuarias y las agropecuarias rurales en las áreas de organización, empresarialidad y comercialización.

Área prioritaria 2: Seguridad Alimentaria y Mejor Nutrición.

Que se enfoca en los siguientes productos:

Producto 2.1: Entidades del Sistema Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (SINASAN) y las comisiones legislativas del Congreso de la República, cuentan con políticas, programas, normativas legales y sistemas de información y estadístico de seguridad alimentaria y nutricional sensibles al género

Ver <https://www.fao.org/es/leap>



Producto 2.2: Familias en situación de inseguridad alimentaria y nutricional disponen de capacidades fortalecidas para mejorar la disponibilidad y acceso de alimentos bajo un enfoque de sistemas agroalimentarios eficientes, inclusivos, resilientes y sostenibles.

Producto 2.3: Instituciones de gobierno y sector privado establecen plataformas de diálogo que permiten generar iniciativas innovadoras que faciliten entornos alimentarios saludables.

Área Prioritaria 3: Resiliencia y Mejor Medioambiente

Que se enfoca en los siguientes productos:

Producto 3.1: Instituciones de gobierno a nivel nacional y territorial cuentan con capacidades fortalecidas en tópicos relacionados con la adaptación al cambio climático, la gobernanza de los territorios, recursos naturales y ecosistemas.

Producto 3.2: Instituciones de Gobierno y comisiones del Congreso de la República formalizan y/o actualizan políticas, estrategias, programas, leyes u otros instrumentos normativos vinculados a la adaptación al cambio climático, la gobernanza de los territorios, recursos naturales y ecosistemas.

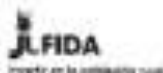
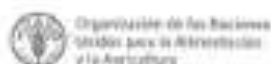
Producto 3.3: Instituciones públicas y privadas del sector agrícola y forestal cuentan con sistemas de información fortalecidos para la aplicación de prácticas eficientes y eficaces para la adaptación al cambio climático, la gobernanza de los territorios, recursos naturales y ecosistemas.

Producto 3.4: Familias rurales, comunidades y organizaciones de productores cuentan con capacidades fortalecidas para la adaptación al cambio climático, la gobernanza de los territorios, recursos naturales y ecosistemas.

Del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA)

El Programa de Oportunidades Estratégicas Nacionales para Guatemala (COSOP) 2022-2027 del FIDA, que tiene como objetivo general "reducir la pobreza y la inseguridad alimentaria entre la población rural que vive en condiciones vulnerables en las zonas más pobres de Guatemala, con especial énfasis en los pueblos indígenas, las mujeres, los jóvenes y las personas con discapacidad". El objetivo general del COSOP es contribuir a que nadie se quede atrás en el cumplimiento de los ODS: 1 Fin a la pobreza, 2 Hambre cero, 5

Véase <https://www.fid.org/op/opam-8>



igualdad de género, 8 Trabajo decente y crecimiento económico, y 13 Acción climática,

Esto mediante el fomento de **sistemas alimentarios justos, inclusivos y sostenibles** para que proporcionen dietas nutritivas y adecuadas para la población objetivo, incluidos las actividades dentro y fuera de la finca, en los diversos puntos, desde el pequeño agricultor hasta el consumidor, dentro del valor priorizado. cadenas, en particular las vinculadas a hortalizas, frutas tropicales, cereales básicos, patatas, cardamomo, café y cacao. Un enfoque de participación de políticas a nivel de país centrado en el cliente también contribuirá a impulsar modelos de transformación rural impactantes y basados en datos empíricos que puedan ampliarse eficazmente más allá de las operaciones financiadas por el FIDA en el marco de las políticas, estrategias y programas de desarrollo nacionales.

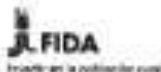
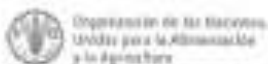
El COSOP busca dos objetivos estratégicos:

Objetivo 1: Las personas dedicadas a la agricultura familiar rural que viven en situación de pobreza tienen acceso a medios de vida equitativos y sostenibles. Esto impulsando políticas e inversiones que promuevan la generación de empleo, salarios dignos y mejores condiciones laborales. Se presta especial atención a que las pequeñas empresas locales trabajen en los sistemas alimentarios nacionales y produzcan, procesen y distribuyan alimentos al tiempo que crean empleos locales e impulsan las economías rurales.

Como resultado, los hogares rurales aumentan su empoderamiento, sus ingresos, tienen acceso a alimentos ricos en nutrientes y métodos nutricionales mejorados, y acceso a servicios financieros y no financieros. Este objetivo contribuirá al éxito de los programas de agricultura familiar y alimentación escolar, la Gran Cruzada Nacional por la Nutrición y la Política Nacional de Competitividad.

Objetivo 2: Los hogares rurales pobres que pertenecen a las comunidades más vulnerables mejoran su capacidad de adaptación y resiliencia y pueden hacer frente a la presión y los impactos del cambio climático, para que puedan resistir y recuperarse de esa inestabilidad. Esto se logra mediante la promoción de un enfoque integral de adaptación a las amenazas relacionadas con el clima, en particular los riesgos agroclimáticos, centrándose en las estrategias y prácticas de gestión de riesgos climáticos, y la integración de herramientas de financiación de riesgos, incluida la transferencia

Ver <https://www.fao.org/es/cosop>



de riesgos. Una mayor capacidad para absorber el impacto financiero de los choques relacionados con el clima permitirá a las poblaciones objetivo, las empresas productivas y los sistemas alimentarios gestionar de manera más eficaz y adaptarse a los impactos adversos de la variabilidad climática y el cambio climático. Se explorarán las asociaciones estratégicas con varias fuentes de financiación climática para apoyar este objetivo. Con ello, se contribuye a la operacionalización del Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático y el Plan Nacional de Reducción del Riesgo de Desastres vinculados al Cambio Climático.

Del Programa Mundial de Alimentos (PMA)

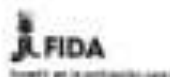
El **Plan Estratégico (PEP) 2021-2024** del PMA, el mismo que alinea su trabajo con la implementación de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible, priorizando el ODS 2 (Lograr Hambre Cero), y el ODS 17 (sobre la asociación para apoyar la implementación de los ODS) pero lo cual cuenta con 5 Objetivos Estratégicos, 5 Resultados Estratégicos y 8 actividades:

- **Objetivo Estratégico 1:** Erradicar el hambre preservando el acceso a los alimentos
- **Objetivo Estratégico 2:** Mejorar la nutrición
- **Objetivo Estratégico 3:** Lograr la seguridad alimentaria
- **Objetivo Estratégico 4:** Respalda la implementación de los ODS
- **Objetivo Estratégico 5:** Asociarse para obtener resultados en relación con los ODS

En consonancia con las prioridades nacionales y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible, y sobre la base de las consultas con el Gobierno, los donantes, los asociados y los beneficiarios, el plan estratégico de PMA para el país tiene cinco efectos estratégicos:

- **Efecto estratégico 1:** Las poblaciones afectadas por crisis en Guatemala pueden satisfacer sus necesidades esenciales durante una crisis y después de ella.
- **Efecto estratégico 2:** En 2024 las poblaciones vulnerables de las zonas seleccionadas tienen acceso a servicios y programas integrales que promueven una dieta saludable.
- **Efecto estratégico 3:** Las poblaciones vulnerables de las zonas rurales y las instituciones locales forman parte integrante durante todo el año de sistemas alimentarios sostenibles y resilientes ante el clima, en los que se tienen en cuenta la nutrición y las cuestiones de género.
- **Efecto estratégico 4:** En 2024 las instituciones nacionales han fortalecido sus capacidades y mejorado su coordinación lo suficiente como para gestionar un sistema integrado de protección social.

Ver: <https://www.paj.org.gt/ame-0>



- **Efecto estratégico 5:** Los socios nacionales tienen acceso a servicios eficientes y a asistencia técnica durante todo el año.

Este marco estratégico se implementa según las siguientes actividades, que responderán a ejes transversales en aspectos de igualdad de género y de desarrollo de capacidades nacionales:

Actividad 1: Prestar asistencia directa, teniendo en cuenta la nutrición y el género, a las poblaciones afectadas por crisis.

Actividad 2: Fortalecer las capacidades nacionales y locales para promover la nutrición y dietas sanas entre las poblaciones vulnerables.

Actividad 3: Fortalecer las capacidades de las instituciones encargadas de la alimentación escolar, las comunidades escolares y los pequeños agricultores.

Actividad 4: Proporcionar capacitación, equipo, transferencias de base monetaria y asistencia técnica a los pequeños agricultores vulnerables, las comunidades, las cooperativas y las instituciones locales.

Actividad 5: Prestar asistencia técnica en el plano normativo y operacional a las instituciones de protección social.

Actividad 6: Prestar asistencia técnica a las instituciones nacionales y subnacionales del sistema de preparación y respuesta en casos de emergencia.

Actividad 7: Prestar servicios de compra de alimentos a las instituciones nacionales y otros asociados.

Actividad 8: Prestar servicios y asistencia técnica a las instituciones nacionales y otros asociados.

Y además, el PdA se basa en los textos básicos de funcionamiento de FAO, FIDA y PMA y las reglas y regulaciones de las tres agencias. Bajo este plan se buscan los siguientes objetivos:

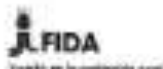
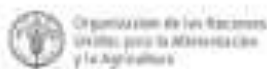
2. Objetivo General

Fortalecer la colaboración, coordinación y sinergias entre FAO, FIDA y PMA en Guatemala, que se traduzcan en acciones concretas encaminadas al logro de los ODS 1, 2, 5, 10 y 17.

3. Objetivos específicos

- Alinear programas y estrategias de FAO, FIDA y PMA en Guatemala para identificar sinergias, cofinanciación conjunta y ampliar escala.
- Establecer una estrategia de diálogo de políticas con actores públicos, privados y de sociedad civil para la reducción de desigualdades y generación

Ver más <https://www.fao.org/guatemala>



de oportunidades, en especial vinculado al fortalecimiento de los sistemas agroalimentarios.

- Desarrollar una estrategia conjunta para la movilización de recursos financieros y técnicos.
- Establecer un mecanismo eficiente de intercambio de información y de gestión del conocimiento, con énfasis en cooperación sur-sur y triangular.

4. Oportunidades de colaboración conjunta a nivel nacional

A través del diálogo conjunto entre FAO, FIDA y PMA se han identificado las principales áreas de colaboración y de enfoque transversal.

a. Planificación estratégica y programática conjunta

El presente Plan de Acción busca potenciar el trabajo complementario entre las RBMs, en los siguientes áreas temáticas vinculadas a los sistemas agroalimentarios:

- **Resiliencia** a través de asistencia técnica, metodologías de adaptación, innovación en instrumentos financieros (mecanismos de micro-financiamiento para pequeñas inversiones de desarrollo rural integral para dinamizar la economía local, y mecanismos de mitigación de riesgo financiero);
- **Compras públicas** Mejorar y diversificar el acceso a mercados de las personas productoras de alimentos a pequeña escala. Establecer un vínculo más estrecho con los canales del mercado y cadenas de valor, incluyendo las compras públicas vinculadas a la alimentación escolar, agro-forestería, programas de asistencia alimentaria, reservas estratégicas, entre otros;
- **Generación de oportunidades sostenibles** que permita el fortalecimiento de medios productivos, generación de empleo digno, promoción de emprendimientos juveniles, que mejoren la incorporación de productores de pequeña y mediana escala a cadenas de valor (con dos enfoques: i) circuitos cortos de comercialización y ii) vinculación a cadenas de valor de alto valor agregado).
- **Innovaciones tecnológicas para el desarrollo (ICT4D)** que favorezcan la toma de decisiones basadas en evidencia y que permita lograr ganancias en eficiencia, eficacia y ampliación de escala de herramientas digitales (digitalización de cajas de ahorro y crédito comunitario -vinculación al Rural Poor Stimulus Facility del FIDA-), generación automatizada de compras de alimentación escolar que vincule directamente productor con el comprador final, gestión de planes de negocio o subproyectos con organizaciones de la agricultura familiar -herramienta AGRPLAN-, herramientas de información agroclimática como instrumento de asistencia técnica y referente para seguros

Ver: <https://www.fao.org/es/>



Organización de las Naciones
Unidas para la Alimentación
y la Agricultura



paramétricos -vinculación al Programa de Asistencia Técnica (WSUREO)-, laboratorio de datos para identificación de inversiones con alta rentabilidad social, entre otros).

- **Fortalecimiento de capacidades** de los principales asociados y partes interesadas, incluidos los actores gubernamentales estratégicos, las ONG, las personas productoras a pequeña escala y otros agentes locales para el logro de los ODS. Se incluyen los aspectos de educación alimentaria y nutricional e igualdad de género entre otros.

b. Diálogo de políticas para el fortalecimiento de los sistemas agroalimentarios con actores públicos, privados y de sociedad civil. Acorde a la Hoja de Ruta Preliminar de la República de Guatemala: Hacia unos sistemas alimentarios sostenibles, resilientes e inclusivos, se realizarán acciones para el avance en las siguientes propuestas de acción:

- Producción, acceso, distribución y consumo de alimentos saludables
- Educación alimentaria y fomento de consumo de alimentos saludables
- Protección social de manera que se fortalezcan los sistemas alimentarios

c. Alianzas estratégicas para la movilización de recursos técnicos y financieros. Las agencias buscarán concretar alianzas de acceso a financiamiento de fuentes bilaterales y multilaterales para lograr un mayor impacto de sus inversiones en el país.

d. Intercambio de información, gestión del conocimiento, comunicación para el desarrollo y cooperación sur-sur y triangular. Desde una óptica transversal estas herramientas abonarán al alcance de mejores resultados de las áreas de colaboración antes mencionadas. A través del trabajo complementario en:

- Fortalecimiento y ampliación del uso de plataformas de comunicación
- Generación de evidencia
- Cooperación Sur-Sur y triangular

A través del PdA se reconocen y respetan los mandatos y espacios para la acción conjunta. Las RBAs se proponen avanzar hacia mecanismos de comunicación permanente que permitan generar nuevos esquemas de cooperación conjuntos a nivel nacional. Lo cual incluye la participación en discusiones, talleres, foros y seminarios a nivel regional y nacional de interés mutuo y la realización de al menos una publicación conjunta al año en uno de los temas acordados a nivel nacional (la compilación de buenas prácticas, lecciones aprendidas e iniciativas conjuntas exitosas).

Ver <https://www.fid.org/em/10109>



4. Cronograma de trabajo complementario

En línea con el Plan de Acción, la FAO, el FIDA y el PMA elaborarán un cronograma de trabajo complementario de forma bianual. Cada cronograma se anexará al presente documento.

5. Flujo de Información

Las RBAs acuerdan:

- Garantizar el flujo de información mutuo a nivel central (Oficinas País de FAO, FIDA y PMA), a nivel de campo entre oficinas territoriales de las agencias, y entre oficinas territoriales y oficinas centrales en Ciudad de Guatemala.
- Que las consultas e intercambio de información y de documentos que se realicen en términos de este Plan de Acción sean sin perjuicio de las medidas que sean necesarias para salvaguardar el carácter confidencial y de reserva de cierta información y documentos, y de conformidad con la normativa interna de las agencias.

6. Modificaciones del PdA

En caso de requerir modificaciones, en función de las dinámicas programáticas de las agencias, podrán ser incorporadas de común acuerdo.

7. Financiamiento

El presente PdA por sí solo no implica obligaciones de carácter financiero para las RBAs, ni obliga a las agencias a suscribir acuerdo alguno que implique el desembolso de fondos. En el caso que el desarrollo de las distintas actividades que se enmarcan dentro del presente Plan de Acción implique la necesidad de financiación, los socios de desarrollo deberán establecer de forma expresa para cada caso mediante acuerdo escrito entre ellas, en el que se definan las contribuciones de cada una. Los fondos obtenidos de los donantes a través de las propuestas conjuntas serán utilizados de acuerdo a los reglamentos y normas financieras internas de las agencias.

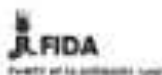
8. Uso de logotipos y nombres

Cada una de las agencias se compromete a reconocer a la otra en las publicaciones, informes, material, mensaje y cualquier otro medio de difusión de las actividades desarrolladas en el marco de este PdA.

Cada Parte se compromete a no utilizar en ningún comunicado, nota, informe, publicación o documento, el logotipo o cualquier otro signo que identifique a la otra Parte sin el consentimiento previo y por escrito de dicha Parte.

9. Vigencia

Ver <https://www.fao.org/es/iaam/30>



El presente PdA entrará en vigencia una vez firmado por las agencias, y tendrá una duración en línea con las estrategias de país de las Partes (MPS, COGOP y RSP) y en función de la evaluación de los resultados de cada plan de acción anual.

Ricardo Rapallo
Representante de la FAO
Guatemala

Laura Melo
Representante del PMA
Guatemala

Juan Diego Ruiz Cuspiello
Director País para Guatemala y Jefe de la Oficina MultiPaís para México,
Centroamérica y el Caribe
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola

En la ciudad de Guatemala, el día 14 de octubre de 2021.

Ver: <https://www.fao.org/en/press>



Anexo: Plan de Acción 2022-2023

Ver <https://www.fid.org/en/plan12>

Plan de Acción Horizontal - Bases Base64 Apoyos (SAG, MPA y MAA) 2022-2023		2022				2023				
Período de ejecución	Área de trabajo y Actividad	Producto	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Resolución										
	Al nivel financiero	Plata de presupuesto participativa se abarca con instituciones financieras nacionales (Instituto PAPAQUERO del FOM)								
	Al nivel de apoyo	Intercambio de metodologías de recuperación temprana de plagas de rida, enfermedades virales e insecticidas.								
Congreso político										
	Administración local	Plan de aprendizaje y sensibilización para la aprobación de solicitudes para lograr la plena implementación de la Ley de Alimentación Escolar (LAE), formulación del SAT, programas de cambio y mejora para distribución, compra y gestión de insumos, etc.								
	Reservas económicas	Mapas de instrumentos y procesos para mejorar la compra pública para influir en el diseño y la gestión futura de reservas administrativas estatales.								
Generación de oportunidades sostenibles										
	Fortalecimiento de medios productivos	Fortalecimiento de herramientas y habilidades de la micro y pequeña empresa, los actores locales y las comunidades indígenas y campesinas para mejorar la producción y la gestión de la confiabilidad agraria.								
	Fortalecimiento de empresas productivas	Fortalecimiento de herramientas digitales para mejorar los procesos de valor.								
Iniciativas tecnológicas para el desarrollo (ICTAD)										
	Fomentar las detecciones basadas en evidencia	Creación de planes de negocio e iniciativas con organizaciones de la agricultura familiar -Horticultura Agrícola.								
		Identificación de casos para identificación de iniciativas con alta rentabilidad social								

<p>Promover herramientas digitales para mejorar la eficiencia y eficacia</p>	<p>Digitalización de cajas de ahorro y crédito cooperativas - escuela al Rural Poor Schools Facility del ECA.</p> <p>Herramientas de información agroalimentaria como instrumento de asistencia técnica y referente para regular parámetros - vinculación al Programa de Asistencia Técnica MQUAD.</p> <p>Generación alternativa de ingresos de alimentación escolar que vincula directamente productor con el comprador final</p>										
<p>Fortalecimiento de capacidades</p>											
<p>Ampliación de temas y contenidos para fortalecer las capacidades de los actores del SNAUCL</p>	<p>Fortalecimiento como plataforma de capacidades de las instituciones de gobierno en el marco de las cinco líneas de acción de la OSA: Cruzada Nacional por la Frutificación.</p>						<p>Estrategia conjunta de diálogo con instituciones de elección sobre buenas prácticas productivas, fomento de la resiliencia, y el fomento de inversiones para la productividad local.</p>				
<p>Profundizar, ampliar, distribuir y consensar de alimentos referidos</p>											
<p>Educación alimentaria y fomento de consumo de alimentos naturales</p>											
<p>Protección social de mano de obra vinculada con sistemas alimentarios</p>											
<p>Alimentar estratégicamente para la resiliencia de mercados locales y fortalecer</p>											
<p>Promover inversiones estratégicas</p>											
<p>Intercambio de información, gestión del conocimiento, sensibilización para el desarrollo y cooperación sur-sur y triangular</p>											
<p>Fortalecimiento y ampliación de flujo de datos/temas de comunicación</p>											
<p>Desarrollar de evidencia</p>											

Cooperación Sur-Sur e triangular	Plan conjunto RPAO-Gobierno de Guatemala para el desarrollo de capacidades a través de la cooperación sur-sur y triangular							
----------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--